

de cet ouvrage, dans **Informations et commentaires** N° 34/35 - **Ecologie et développement** - Janvier-Juin 1981 p. 75 à 82 .

14- P.H. CHOMBART DE LAUWE op.cit. p.11

15- P.H. CHOMBART DE LAUWE op.cit. p.13

16- **Les carnets de l'enfance** (UNICEF) N° 57-58 1982 -Planification socio-urbaine et participation des plus pauvres - Article de John J. DONOHUE - Faits et chiffres sur l'urbanisation du Tiers Monde p. 35

17- **Les carnets de l'enfance** -op.cit. - Article de Mary Racelis HOLLNSTEINER - Politiques urbaines et participation dans les bidonvilles.

18- **Les carnets de l'enfance** op. cit. Voir aussi N° 59-60 1982: La participation communautaire: difficultés et voies nouvelles; N° 37-1977:services de base et développement régional; 41 - 1978 - Recherche participation et besoins essentiels.

19- P.E. MANDL : Services essentiels pour la périphérie et recours aux auxiliaires locaux - Editorial - **Les carnets de l'enfance** N° 37 - 1977

20 - Pour une bonne illustration politique et administrative de ces phénomènes, on peut se reporter à la revue **Le mois en Afrique** N° 198-199 et N° 200 - Article de Michel PROUZET - L'expérience égyptienne d'aménagement urbain.

## L'URBANISATION DANS LES PAYS DU TIERS MONDE

par Régine LEVRAT

les pays du Tiers Monde étaient dans l'ensemble peu urbanisés il y a vingt ans encore et l'on pouvait alors opposer schématiquement les pays industrialisés à forte prédominance de population urbaine aux pays du Tiers Monde à forte prépondérance rurale, l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires d'Europe Centrale se situant à mi-chemin.

Depuis 1960 l'urbanisation progresse dans le monde entier mais à un rythme particulièrement rapide dans les pays du Tiers Monde. Le taux d'accroissement annuel de la population urbaine dépasse habituellement 3 et même 4% dans ce groupe de pays alors qu'il est inférieur à 2% dans les pays industrialisés .

On parle de l'"explosion urbaine" du Tiers Monde, terme qui évoque bien la rapidité , voire l'instantanéité de ce phénomène mais fait écho implicitement à une notion de calamité. Ce terme est peut-être excessif et certains lui préfèrent celui, moins suggestif mais plus neutre, d'implosion évoquant l'idée d'un mouvement interne naturel. On peut cependant parler de l'"explosion" des grandes métropoles, car celles-ci, comme nous le verrons, captent à leur profit la plus grande partie de la croissance urbaine des pays et tendent à devenir des sortes de monstres éclatés.

Rapide dans tous les pays du Tiers Monde, l'urbanisation est cependant très inégale selon les ensembles géographiques.

### 1 - UNE URBANISATION RAPIDE MAIS INEGALE

On peut prendre la mesure du niveau de l'urbanisation des pays du Tiers Monde et de son évolution en

analysant conjointement les taux d'urbanisation (% de la population urbaine par rapport à la population totale) et les taux d'accroissement annuel de la population urbaine des grands ensembles géographiques .

Les pays choisis pour chaque ensemble sont d'une part les plus peuplés, d'autre part des exemples propres à manifester la diversité des situations et des tendances. Les chiffres sont tirés du "Rapport sur le Développement dans le Monde 1982" de la Banque Mondiale, à l'exception de celui de la Chine où est indiqué le chiffre officiel du dernier recensement (1982), bien différent de celui du rapport: 13%. Ces chiffres ne correspondent pas à des données identiques puisque la définition même de la ville diffère largement d'un pays à l'autre , le seuil minimal oscillant le plus souvent entre 2 000 et 5 000 habitants. La marge d'imprécision est cependant moindre que ce fait peut le laisser craindre puisque la grande majorité de la population urbaine vit dans les plus grandes villes .

**POPULATION URBAINE**  
(source: Banque Mondiale 1982)

	TAUX D'URBANISATION		TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL	
	1960	1980	1960-70	1970-80
<u>Extrême Orient</u>				
Chine	-	20,2	-	-
Inde	18	22	3,3	3,3
Bengladesh	5	11	6,3	6,5
Indonésie	15	20	3,6	4,0
Malaisie	25	29	3,5	3,3
Afghanistan	8	15	5,4	5,8
<u>Moyen-Orient</u>				
Syrie	37	50	4,8	5,1
Irak	43	72	6,2	5,4
Arabie	30	67	8,4	7,6
<u>Amérique Latine</u>				
Bésil	46	68	4,8	4,1
Mexique	51	67	4,8	4,3
Argentine	74	82	2,0	2,1
Pérou	46	67	4,9	4,2

POPULATION URBAINE (suite)

	TAUX D'URBANISATION		TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL	
	1960	1980	1960-70	1970-80
<u>Amérique Latine (suite)</u>				
Vénézuéla	67	83	4,7	4,2
Bolivie	24	33	3,9	4,1
Cuba	55	65	2,9	2,1
Haïti	16	28	4,0	4,9
<u>Afrique Sept.</u>				
Maroc	29	41	4,2	4,6
Algérie	30	44	3,5	5,7
Tunisie	36	52	3,8	3,9
Egypte	38	45	3,3	2,8
<u>Afrique Tropicale</u>				
Sénégal	23	25	3,7	3,5
Cote d'Ivoire	19	40	7,3	8,6
Nigeria	13	20	4,7	4,7
Hte Volta	5	10	5,7	5,9
Cameroun	14	35	5,6	7,5
Centrafrique	23	41	5,1	4,8
Zaïre	16	34	5,2	7,2
Kenya	7	14	6,4	6,8
Tanzanie	5	12	6,3	8,7
Burundi	2	2	1,6	2,5
<u>Pays Industrialisés</u>				
France	62	78	2,4	1,4
Royaume-Uni	86	91	0,9	0,3
U.R.S.S.	49	62	2,7	1,8
U.S.A.	70	77	1,8	1,5
Japon	62	78	2,4	2,1

- La diversité des situations

Les contrastes des taux d'urbanisation selon les grands ensembles géographiques et parfois à l'intérieur des pays d'un même ensemble sont le trait le plus caractéristique. Les différences des taux annuels d'accroissement sont significatives de l'évolution en cours.

Les grands pays d'Extrême Orient sont encore peu

urbanisés et la croissance urbaine y reste modérée sauf au Bangladesh.

L'Afghanistan est également peu urbanisé mais connaît une forte croissance urbaine.

Les pays du Moyen Orient ont une situation inverse de celle de l'Extrême Orient; l'urbanisation y est déjà très forte et en progrès rapide.

La situation des pays d'Amérique Latine est tout à fait comparable à celle de ceux du Moyen Orient, avec une avance de quelques années. Les taux d'urbanisation rejoignent ceux des pays industrialisés (moyenne de l'Amérique Latine 1980: 63,8%). Quelques pays comme la Bolivie et Haïti sont restés à l'écart de ce mouvement .

L'Afrique septentrionale connaît une forte poussée urbaine, moins rapide cependant que celle des pays du Moyen Orient. Elle se situe actuellement à mi-chemin entre les pays les plus urbanisés du Tiers Monde et ceux qui le sont le moins.

L'Afrique tropicale, très peu urbanisée en 1960, connaît actuellement les taux de croissance annuelle les plus rapides du monde. On peut remarquer le contraste qui existe entre deux groupes de pays: ceux de l'Afrique Occidentale (à l'exception de la Côte d'Ivoire) et de l'Afrique Orientale, encore peu urbanisés, et où les taux de croissance sont inégaux, et ceux de l'Afrique Centrale où au contraire la proportion de citadins est déjà forte et où les taux de croissance se maintiennent élevés.

- **Quelques traits communs** se dégagent, au delà de la diversité des situations régionales.

- les pays les moins urbanisés sont en général parmi les plus pauvres; ainsi l'ensemble des pays d'Extrême Orient et d'Afrique tropicale qui ont les chiffres de PNB/hbt (Produit National Brut par habitant) les plus faibles du monde; ainsi la Bolivie et Haïti qui sont parmi les plus pauvres à l'échelle régionale comme mondiale.

- les pays les moins urbanisés sont souvent ceux qui ont les plus forts taux d'accroissement urbain et très

souvent un taux en augmentation entre les deux décennies 1960-70 et 1970-80. Ceci se vérifie aussi bien à l'échelle des grands ensembles, avec en particulier le cas de l'Afrique Noire, qu'au niveau des pays; on peut citer l'exemple du Bangladesh, pays le moins urbanisé d'Extrême Orient où le taux de croissance est le plus élevé.

Réciproquement les pays les plus urbanisés connaissent un ralentissement de leur croissance urbaine; cela est évident dans les pays industrialisés et déjà sensible en Amérique Latine. Après une phase d'urbanisation rapide, voire "galopante", liée largement à une phase d'accroissement démographique accéléré, le mouvement ralentit du fait aussi bien d'un nouvel équilibre villes-campagnes, que de la stagnation de la croissance naturelle.

La situation est différente en Extrême Orient et dans certains pays de l'Afrique noire (Burundi et même Sénégal); l'urbanisation, faible, n'y progresse que modérément.

- Les états pétroliers arabes ou d'Amérique Latine ont une croissance urbaine particulièrement rapide. (La manne pétrolière permet à la fois de créer des emplois urbains et d'acheter des produits alimentaires).

- Les états communistes semblent avoir une croissance urbaine légèrement plus lente, parce que mieux contrôlée vraisemblablement: exemple de la Chine (malgré le défaut de chiffres) et de Cuba.

Inégal, le mouvement d'urbanisation, est cependant général dans le Tiers Monde. Les causes en sont universelles.

## 2 - LES PRINCIPAUX FACTEURS DE LA CROISSANCE URBAINE

Cette croissance rapide des villes du Tiers Monde est due à deux séries de facteurs, les uns d'ordre démographique, les autres d'ordre plutôt économique et social, qui sont à l'origine de l'exode rural.

- Les facteurs démographiques

- La Croissance démographique . C'est la forte crois-

sance naturelle des pays du Tiers Monde qui alimente la croissance urbaine. Contrairement à ce qui se passe dans les pays industrialisés l'exode rural ne vide pas les campagnes mais absorbe simplement une partie du surplus de leurs naissances. Partout ou presque, la population rurale continue à croître mais à un rythme inférieur à celui de l'accroissement naturel.

**Taux annuel d'accroissement : 1975...80**

	Population urbaine	Population rurale
Pays du Tiers Monde	3,85%	1,35%
Afrique du Nord	4,66	1,57
Afrique Subsaharienne	5,6	2,12
Amérique Latine	3,63	0,38
Chine	3,21	0,81
Asie Méridionale et Orientale	3,59	1,65

Il y a un lien, comme nous l'avons signalé, entre le taux de croissance naturelle et le taux d'urbanisation. C'est au moment de leur plus forte croissance naturelle que les pays d'Amérique Latine ont connu l'urbanisation la plus rapide. Aujourd'hui c'est au tour de l'Afrique subtropicale de détenir le double record des taux de croissance naturelle et de croissance urbaine.

Il faut souligner que la croissance naturelle est très forte dans les villes du Tiers Monde et que presque partout elle représente une part de l'accroissement urbain supérieure à celle de l'immigration. Cela s'explique par la jeunesse de la population de ces villes où la proportion de jeunes adultes est forte, en dépit des progrès du contrôle des naissances, dont les effets doivent néanmoins se faire de plus en plus sentir.

Au total les villes absorbent une partie importante de l'accroissement total de la population: 43,7% en Afrique Subsaharienne, 68,7% en Afrique du Nord, 94,3% en Amérique Latine.

**- La pression démographique dans les campagnes**

L'accroissement naturel rapide entraîne dans certaines régions rurales une véritable pression démographique qui contraint certains à s'exiler en ville. Les exemples ne manquent pas. Il est significatif que les

premiers pays du monde à avoir connu une forte urbanisation soient les Pays-Bas (65% en 1795) et le Japon (22% en 1750). Aujourd'hui les régions les plus pauvres du Maghreb ou du Moyen Orient où manquent les terres irriguées connaissent un véritable exode des paysans sans terre vers les villes. De même les jeunes de certaines régions surpeuplées de l'Inde, comme le Kerala, ou du Mexique Central sont-ils obligés de s'exiler coûte que coûte.

Les exemples contraires ne manquent cependant pas. L'urbanisation est encore faible et modérée dans son rythme en extrême Orient où les densités sont pourtant très fortes. A l'inverse, l'Amérique Latine est fortement urbanisée malgré des densités dans l'ensemble faibles (exception faite des petits états de l'Amérique Centrale). En Afrique subtropicale ce sont les états les plus densément peuplés d'Afrique Orientale qui sont les moins urbanisés, avec les cas extrêmes du Rwanda (densité 180 habitants au Km<sup>2</sup>, urbanisation 4%) et du Burundi (densité: 160, urbanisation: 2%); à l'inverse l'Afrique centrale qui a les densités les plus faibles est la plus urbanisée (Centrafrique: densité:4,2, urbanisation 41%, Congo: densité 4,4, urbanisation 45%).

Une forte pression démographique dans les campagnes favorise bien évidemment l'exode rural, mais d'autres facteurs interviennent souvent plus décisifs.

#### - Les facteurs techniques, économiques et sociaux

- **L'industrialisation** : elle est devenue synonyme de richesse et de développement; les pays industrialisés sont aussi les plus urbanisés. L'industrie crée des emplois, en général en ville, et permet de mécaniser l'agriculture. C'est ainsi que dans les pays européens l'urbanisation s'est faite au fur et à mesure que se créaient des emplois en ville tandis que diminuait le besoin de main d'oeuvre agricole.

Dans les pays du Tiers Monde l'évolution est différente, lente ici, accélérée ailleurs; elle précède souvent les mutations technologiques qui seraient nécessaires. Le schéma général reste cependant le même: les pays les moins urbanisés sont également les moins industrialisés et ce sont aussi ceux qui ont la plus forte proportion d'actifs travaillant dans le secteur agricole.



L'Afrique noire, où l'immense majorité des ruraux travaillent toujours à la houe, a encore besoin d'un nombre considérable d'agriculteurs pour se nourrir. En Extrême Orient la riziculture inondée dont la mécanisation est difficile requiert beaucoup de bras et retient les ruraux au village, tant qu'il subsiste quelques terres à partager, même si les conditions de vie sont précaires.

En Amérique Latine la mécanisation et la motorisation de l'agriculture progressent, en particulier dans les grandes exploitations, et poussent à l'exode rural.

- **La misère rurale** : Ce sont en général les ruraux les plus pauvres qui s'exilent, en quête d'un moyen de vivre ou de survivre.

Certaines sécheresses au Brésil ou en Afrique tropicale ont entraîné des mouvements massifs d'exode, parfois vers des terres plus généreuses, souvent vers les villes. Ces mouvements deviennent permanents dans les régions les plus défavorisées, comme en Haute Volta où à la sécheresse s'ajoute l'ingratitude des sols, ou en Mauritanie où l'avancée du désert a contraint de nombreux nomades à se sédentariser à la périphérie des villes, comme Nouakchott. D'autres cataclysmes naturels ou des guerres entraînent les mêmes cortèges d'exilés, dont beaucoup aboutissent en ville.

Le sous-emploi saisonnier joue également un rôle important, en particulier dans les régions tropicales à longue saison sèche: les hommes partent en quête d'un travail saisonnier qui les conduit souvent à s'installer définitivement en ville.

Dans la plupart des pays d'Amérique Latine, le régime de la grande propriété et plus spécialement l'emprise actuelle des multinationales, contraignent de nombreux petits exploitants, spoliés de leurs terres ou du fruit de leur travail, à s'exiler en ville.

En Afrique noire la terre appartient à la communauté villageoise et habituellement chacun peut en disposer et normalement se nourrir. Par contre il est très difficile d'y gagner de l'argent et les jeunes en ont de plus en plus besoin, ne serait-ce que pour se marier (dot). Un

des facteurs les plus décisifs pour le choix du maintien au village ou du départ en ville est le cours des produits agricoles, en particulier des produits d'exportation; des études l'attestent.

**- La désagrégation des structures sociales et la scolarisation**

La ville offre le visage de la "modernité" et ainsi celui d'une certaine indépendance; c'est le lieu des techniques et de la culture modernes, c'est aussi celui de la libération par rapport à toutes les contraintes familiales et sociales. Elle crée une sorte de fascination sur de nombreux jeunes dont les horizons se sont élargis au delà du village.

Prenons l'exemple de l'Afrique subtropicale. Les régions les moins urbanisées sont dans l'ensemble celles qui ont le mieux conservé leurs structures sociales, régions souvent assez densément peuplées et surtout à l'écart des grands courants de circulation; on peut citer l'Afrique Orientale dans son ensemble et aussi certains massifs montagneux comme ceux de l'Ouest et des Mandara au Cameroun.

Tout ce qui contribue à déstructurer le milieu social, l'argent et plus encore l'école, contribue au contraire à développer l'exode rural. On peut établir une relation, même si elle n'a rien de mathématique, entre les taux de scolarisation (enfants de 7 à 15 ans) et l'alphabétisation (adultes) et le taux d'urbanisation d'un certain nombre de pays africains .

	Taux de scolarisation	Taux d' alphabétisation	Taux d' urbanisation
	1979	1979	1980
Sénégal	42%	10%	25%
Côte d'Ivoire	74	41	40
Nigéria	79	30	20
HauteVolta	21	5	10
Cameroun	68 (1976)	53 (1976)	35
Centrafrique	77	39	41
Zaire	90	58	34
Kenya	99	50	14
Tanzanie	100	66	12
Burundi	23	23	2

Les pays où la scolarisation est la plus faible ou la plus récente, la Haute Volta et le Burundi, sont également les moins urbanisés. A l'inverse on peut remarquer la forte scolarisation des Etats de l'Afrique Centrale et de la Côte d'Ivoire qui sont les plus urbanisés. La Tanzanie et le Kenya font exception; on peut noter que les forts taux de scolarisation et d'alphabétisation, probablement surestimés, correspondent à un effort très récent; le taux de scolarisation de la Tanzanie n'était que de 25% en 1960.

La rapidité du développement de la scolarisation et aussi l'insuffisance de son adaptation en milieu rural font souvent du jeune scolarisé un déraciné, rempli d'aspirations et de besoins qu'il ne peut satisfaire au village. L'enfant qui a été à l'école secondaire et a donc déjà dû quitter le village est voué à vivre en ville faute de moyens modernes pour travailler la terre ou d'emploi salarié.

Bien des facteurs plus ou moins contraignants amènent les ruraux, en particulier les jeunes, à quitter la terre; c'est alors que retentit l'appel de la ville où se trouvent déjà des parents et amis.

### III - UNE URBANISATION POLARISEE SUR LES METROPOLES

L'appel de la ville c'est d'abord l'appel de la ville la plus proche, petit centre régional, mais bientôt celle-ci ne satisfera plus, soit qu'il soit impossible d'y trouver du travail, soit que l'émigré espère trouver mieux dans une ville plus importante. L'exode se poursuit, d'étape en étape, jusqu'à la capitale ou une autre grande ville, celles-ci étant considérées comme les seules véritables villes.

La croissance des grandes métropoles et la stagnation des villes secondaires est en effet la principale caractéristique de l'urbanisation du Tiers Monde durant ces dernières décennies. Partout les grandes villes absorbent une grande partie de la croissance urbaine; on estime qu'en moyenne elles ont doublé de population depuis dix ans. En Afrique noire, le taux de croissance annuelle des capitales entre 1975 et 1980 a été supérieur à 10% alors que celui des autres villes était de 5%.

La croissance des métropoles du Tiers Monde est beaucoup plus rapide que celle des pays industrialisés ce qui a conduit cet ensemble à avoir déjà plus de la moitié des plus grandes villes du monde.

ESTIMATION DU NOMBRE D'AGGLOMERATIONS

	Plus de 5 millions d'h.			de 1 à 5 millions	
	1950	1975	1980	1950	1975
Tiers Monde	1	10	16	22	80
Pays Indust.	5	11	11	43	80

L'importance des villes et le degré de polarisation de l'urbanisation sur une métropole sont cependant bien différents selon les ensembles régionaux.

- Le tableau des grandes métropoles

Il a été établi selon une échelle différente: la barre a été située à 5 millions d'habitants pour les villes d'Asie, 4 millions d'habitants pour celles d'Amérique Latine, 1 million pour celles d'Afrique. La plupart des chiffres sont tirés de John J. Donohue: "Faits et Chiffres sur l'urbanisation dans le Tiers Monde".

	Pop. (en millions)		Population de la ville en 1980 par rapport à	
	1950	1980	Pop. Nat.	Pop. Urb
<b>Extrême-Orient</b>				
Shanghai (Chine)	5,8	14,3	1,5%	5,9%
Pékin (Chine)	2,2	11,4	1,2	4,7
Tien-Tsin (Chine)	2,4	5,1	0,5	2,1
Calcutta (Inde)	4,6	8,8	1,3	5,7
Bombay (Inde)	3,0	8,4	1,2	5,4
Delhi (Inde)	1,4	5,4	0,8	3,5
Madras (Inde)	1,4	5,4	0,8	3,5
Séoul (Corée)	1,1	8,4	22,1	40,6
Djakarta (Indonésie)	1,7	7,2	4,7	23,3
Karachi (Pakistan)	1,1	5,0	6,1	21,4
Manille (Philippines)	1,6	5,5	10,8	29,9
<b>Moyen-Orient</b>				
Téhéran (Iran)	1,1	5,4	14,2	28,4
Istanbul (Turquie)	1,0	5,2	11,5	24,1
Bagdad (Irak)	0,6	5,1	39,0	54,6

(suite)	Pop. (en millions)		Population de la ville en 1980 par rapport à	
	1950	1980	Pop. Nat.	Pop. Urb
<u>Amérique Latine</u>				
Mexico (Mexique)	3,0	15,0	21,4	32,2
Sao Paulo (Brésil)	2,5	13,5	10,7	16,5
Rio de Janeiro (Brésil)	2,9	10,7	8,5	13,0
Buenos Aires (Argentine)	5,3	10,1	37,3	45,2
Bogota (Colombie)	0,6	4,9	18,2	25,8
Lima (Pérou)	1,1	4,7	26,4	39,2
Santiago (Chili)	1,3	3,9	35,1	43,6
<u>Afrique Septentrionale</u>				
Le Caire (Egypte)	2,5	7,4	17,6%	38,6
Casablanca (Maroc)		2,0	10,0	26,0
Alger (Algérie)		1,8	9,5	12,0
Tunis (Tunisie)		1,1	17,0	30,0
<u>Afrique noire</u>				
Lagos (Nigeria)	0,25	4,5	5,0	17,0
Kinshasa (Zaïre)	0,25	3,0	10,0	28,0
Addis Abeba (Ethiopie)	0,2	1,7	5,5	37,0
Abidjan (Côte d'Ivoire)	0,1	1,5	18,0	34,0
Nairobi (Kenya)	0,1	1,3	8,0	57,0
Dakar (Sénégal)	0,2	1,2	20,0	65,0
Accra (Ghana)	0,15	1,0	9,0	35,0
Douala (Cameroun)	0,1	1,0	12,0	21,0
<u>Pays Industrialisés</u>				
New York (USA)	12,3	20,2	9,1	12,5
Tokyo (Japon) (+Yokohama: 1981)	6,7	20,0	17,2	21,9
Los Angeles (USA)	4,0	11,6	5,2	7,1
Londres (Grd Bretagne)	10,4	10,0	17,9	19,8
Paris (France)	5,5	9,7	18,1	23,2
Chicago (USA)	4,9	8,2	3,7	5,1
Moscou (URSS)	4,8	7,7	2,9	4,5

Les plus grandes villes d'Extrême Orient et d'Améri-

que Latine arrivent parmi les premières au monde, juste après New York et Tokyo. La multiplication des métropoles en Chine et en Inde ne peut étonner si l'on considère l'ancienneté de l'urbanisation et surtout le nombre d'habitants de ces deux géants démographiques. Shangaï avait 650 000 habitants en 1900, Calcutta 600 000 en 1880. Par contre il est frappant de constater que les capitales d'autres pays d'Extrême Orient, moins peuplés, atteignent des chiffres comparables polarisant sur une seule ville une part importante de la croissance urbaine, telle Séoul qui avec plus de 8 millions d'habitants représente 40% de la population urbaine de la Corée et 22% de la population totale de ce pays.

Les métropoles d'Amérique Latine et du Moyen Orient captent de la même façon la croissance urbaine de leur pays, phénomène moins accusé au Brésil où il y a plusieurs grandes villes, particulièrement marqué au contraire au Chili ou en Argentine. C'est cependant Bagdad qui détient tous les records dans ce domaine avec 55% de la population urbaine de l'Irak, soit 39% de la population nationale. Quant à Mexico, avec 15 millions d'habitants, elle représente encore plus de 20% de la population mexicaine et doit devenir avant l'an 2000, la ville la plus peuplée du monde.

Les villes africaines sont, à l'exception du Caire (7,4 millions d'habitants), plus modestes. Les Etats sont en général peu peuplés, sauf le Nigeria, et la croissance urbaine est récente. La plupart des grandes métropoles sont des créations coloniales, datant de quelques décennies, même si l'urbanisation est bien antérieure, en Afrique du Nord en particulier. Casablanca par exemple avait 20 000 habitants en 1907. Quant à l'"explosion urbaine", elle date de ces toutes dernières années: Abidjan par exemple avait 10 000 habitants en 1931, 250 000 en 1968 et environ 1 500 000 actuellement.

La comparaison entre les chiffres de 1950 et de 1980 pour les pays du Tiers Monde et pour quelques pays industrialisés permet de mieux mesurer le caractère vertigineux, voire explosif, de cette croissance.

**- Pourquoi une telle polarisation de la croissance sur les métropoles ?**

Deux séries de faits permettent d'expliquer cette polarisation.

### - L'insuffisance des réseaux urbains

Les pays où l'urbanisation est récente, comme ceux d'Afrique noire ou même d'Amérique latine souffrent de l'insuffisance, parfois même de l'absence, d'un véritable réseau de villes secondaires capables de retenir les migrants. Beaucoup de cités précoloniales ont disparu et les villes coloniales, qui étaient d'abord des centres militaires et administratifs, ont végété après la décolonisation faute d'activités industrielles ou commerciales.

La situation est différente dans les pays ayant une tradition urbaine, comme en Extrême Orient ou dans les pays musulmans; la répartition de la population urbaine y est du reste plus équilibrée. En Inde par exemple, l'organisation politique par Etats favorise la vitalité des capitales régionales. Les pays du Maghreb ou du Moyen-Orient ont de nombreuses villes secondaires, dont certaines industrielles et dynamiques. Dans ces pays cependant, les grandes villes souvent d'origine européenne comme dans le reste du Tiers Monde connaissent elles aussi une croissance plus rapide que les villes secondaires.

### - Quelques caractéristiques des métropoles

- Ce sont les **principaux centres commerciaux et industriels du pays**, ce qui est lié le plus souvent à leur origine européenne. Abidjan, avec son port et le débouché de la voie ferrée venant de Haute Volta, concentre l'essentiel de l'activité commerciale et industrielle de la Côte d'Ivoire (56% du chiffre d'affaires de l'industrie nationale). Mexico, véritable plaque tournante au coeur de la région la plus peuplée du pays, reste, malgré tous les efforts de décentralisation, le grand centre financier et industriel du pays (elle produit environ la moitié des biens de consommation de l'industrie nationale).

Un grand nombre de ces villes sont des ports; c'est le cas de presque toutes les métropoles africaines et d'un bon nombre de celles d'Amérique Latine, à l'exception de quelques cités des Andes et des hauts plateaux d'Amérique Centrale (Mexique). Ceci accentue leur ouverture sur l'extérieur et leur confère un caractère très international. Elles apparaissent dans l'ensemble

comme peu enracinées dans le pays; on peut donner comme exemple la ville de Casablanca par rapport aux autres cités marocaines.

- La plupart sont des **capitales**, et apparaissent un peu comme la vitrine de leur pays. De ce fait l'Etat les privilégie dans tous les domaines et elles sont souvent les seules villes à bénéficier de bons équipements sanitaires, sociaux et culturels et d'une bonne infrastructure (transports, voirie, eau, électricité...)

Pour ces différentes raisons, ces villes offrent plus d'attraits et surtout plus de possibilités d'emplois que les autres, aussi bien pour des jeunes ayant fait des études que pour des ruraux sans qualification. Symbole du monde moderne, elles exercent une sorte de mirage et représentent souvent l'ultime étape après diverses tentatives pour échapper à la misère villageoise, même si le nouvel arrivant n'en connaît bien souvent que le bidonville où il doit chercher refuge.

#### IV - POUR UNE POLITIQUE DE L'URBANISATION

L'urbanisation des pays du Tiers Monde s'est faite de façon très rapide prenant un peu de court les gouvernements qui n'ont pas toujours réussi à prendre la mesure du phénomène, et encore moins à le contrôler. Du reste elle apparaissait plutôt comme un phénomène positif qu'il fallait parfois même chercher à encourager. Dans le passé l'idée de ville a habituellement été associée à celle de progrès et l'historien Braudel cite un certain nombre d'exemples à cet appui: les citées européennes du XIème siècle, les villes de la Renaissance italienne, les médinas musulmanes enfin. Dans certains cas, comme dans les citées minières d'Afrique noire, il a d'abord fallu inciter les travailleurs ruraux à venir travailler en ville et le plus souvent ils retournaient rejoindre leur famille au village dès que possible. Ce n'est que récemment que le mouvement s'est inversé et que la ville est devenue un centre attrayant.

#### - Bilan sommaire de l'urbanisation actuelle

Les répercussions de l'urbanisation sont importan-



tes, tant dans les villages qu'en ville, les unes bénéfiques les autres négatives.

Dans les villages ce sont surtout des jeunes qui partent. Leur départ libère des terres au bénéfice de ceux qui restent dans les régions où celles-ci manquent; dans certains cas cependant il conduit à la diminution des superficies cultivées et à une baisse de la production, faute d'une amélioration des techniques et de la productivité. C'est probablement la principale cause de la baisse de la production alimentaire par habitant en Afrique subtropicale depuis dix ans. Le retour des émigrés dans leur famille à intervalles plus ou moins réguliers entraîne également des transformations profondes: apport parfois de nouveaux outils ou de nouvelles techniques, apport également des produits de la ville: aliments, vêtements, transistors, bicyclettes... sans que pour autant les villageois acquièrent les moyens de se les procurer.

En ville, un nouveau milieu s'élabore, plus propice aux innovations et aux échanges économiques et culturels. Pourtant autant les effets bénéfiques d'une certaine urbanisation peuvent apparaître évidents, autant ceux-ci sont de plus en plus entâchés dans les grandes métropoles par les plaies qui rongent celles-ci: chômage, bidonvilles, misère....

L'exode vers les grandes métropoles apparaît de plus en plus comme un véritable fléau national et progressivement de nombreux Etats du Tiers Monde cherchent à mieux maîtriser leur urbanisation.

#### **- Quelques exemples de politiques**

Diverses politiques sont tentées mettant l'accent soit sur le maintien des ruraux à la terre, soit sur une meilleure répartition des émigrants.

#### **- Favoriser le maintien des ruraux à la terre**

Cela est souvent possible lorsque la terre ne manque pas et que les agriculteurs le souhaitent. Les mesures sont innombrables et dépendent des lieux:

- augmenter le prix des produits agricoles; c'est ce que tentent progressivement un certain nombre d'Etats africains

- mieux répartir la terre (réformes agraires en Amérique Latine)
- irriguer, drainer....
- créer des plantations, centres agro-industriels...
- améliorer les techniques de production (engrais, semences, outils...)
- améliorer les conditions de vie au village et éventuellement favoriser les migrations rurales par la création d'infrastructures (routes, écoles, dispensaires...) L'ouverture de "fronts pionniers" est tentée avec un succès inégal un peu partout: Brésil, Indonésie, Afrique noire ... On peut souligner le fait que la grande ville est le lieu où se forge un sentiment national, avec plus particulièrement l'emploi de la langue ou des langues nationales.

Les tentatives n'ont pas manqué, les succès ont rarement été à la hauteur des espérances, peut-être parce que les visées économiques (produire plus) ont généralement primé les visées sociales (améliorer les conditions de vie des paysans) et aussi parce que ceci sous-entend toute une infrastructure qui souvent fait défaut.

L'exemple de la Tanzanie est significatif de la difficulté d'une telle entreprise. Une politique de "villagisation" a été menée entre 1969 et 1977 ayant pour objectif de freiner l'exode rural en regroupant les populations en "villages" où ont été mis en place des équipements collectifs de base: voirie, école, parfois électricité... Le succès de ces villages n'a pas ralenti l'exode rural, peut être même l'a-t-il accéléré, puisqu'en même temps il a favorisé la scolarisation et probablement la déstructuration de la société (taux d'urbanisation: 1960 : 5%, 1980: 12%)

#### - Canaliser l'exode rural

Permettre une meilleure répartition des migrants semble un objectif plus accessible. C'est la préoccupation première d'un certain nombre de gouvernements aujourd'hui:

- des mesures autoritaires ont été prises dans quelques Etats: Chine, Indonésie, pour contrôler l'exode vers les plus grandes villes, par l'instauration en Chine de laisser-passer et à Djakarta de permis de

"court séjour". De même certains Etats d'Afrique noire font épisodiquement des "rafles" dans les grandes villes pour renvoyer les jeunes chômeurs au village. Les résultats sont assez médiocres car les diverses mesures finissent par être contournées.

- créer d'autres pôles d'attraction: quelques Etats ont déplacé la capitale vers l'intérieur du pays pour des raisons en même temps économiques, sociales et politiques. L'exemple de Brasilia est le plus célèbre. Plusieurs Etats africains tentent la même expérience aujourd'hui; comme le Nigeria (Abuja) la Tanzanie (Dodoma) ou la Côte d'Ivoire (Yamoussoukro). Quelques villes nouvelles sont créées de toute pièce à partir d'une mine (villes du Minas Geraïs au Brésil) d'une usine (Edéa au Cameroun, avec une usine d'aluminium) ou d'un centre agro-industriel (Mbanbjok au Cameroun, centre sucrier le long de la voie - ferrée).

- favoriser le développement des villes secondaires: c'est le point sur lequel porte l'essentiel des efforts des gouvernements, par la création d'emplois mais aussi par l'amélioration des infrastructures - voies de communication, adduction d'eau (projet de la Banque Mondiale en cours pour l'équipement de 50 villes provinciales aux Philippines). La création de conditions de vie de type "urbain" est une des conditions de la croissance de toutes ces villes.

x x x

Que conclure ? Le développement de l'urbanisation au profit des grandes métropoles est probablement le fait démographique majeur de notre époque. Il est une des conséquences du brutal accroissement démographique des pays du Tiers Monde durant ces dernières décennies; plus encore, il contribue à manifester cet accroissement et à le rendre dramatique en concentrant sur des espaces réduits, aux ressources limitées, une grande part de cette croissance. Il est significatif du profond déséquilibre actuel du Tiers Monde déchiré entre la vie traditionnelle, trop souvent associée non seulement à la pauvreté mais aussi à l'isolement et à l'archaïsme, et le monde moderne symbolisé par la grande ville.

La poursuite de ce mouvement est-elle inéluctable ? Jusqu'ici celui-ci a plutôt été favorisé, même si tel

n'était pas l'objectif recherché, par la politique de l'immense majorité des Etats qui ont en général privilégié les citadins par rapport aux ruraux (subventions aux denrées alimentaires de base, infrastructures...)

Il est possible de réduire les différences de conditions de vie entre les villages et les villes de quelques dimensions qu'elles soient. L'exemple de l'urbanisation dans les pays industrialisés avec un début de stagnation des plus grandes villes et déjà le ralentissement du mouvement dans les pays du Tiers Monde où il a commencé plus anciennement, semblent bien montrer qu'il y a une limite naturelle.

#### BIBLIOGRAPHIE SUR L'URBANISATION DANS LE TIERS MONDE

Par Régine LEVRAT

Celle-ci n'a rien d'exhaustif et se limite à quelques documents et articles récents, utilisés dans cet article

##### Documents statistiques

- Rapport sur le Développement dans le Monde: 1982 : Banque Mondiale - Document de base donnant les principales statistiques démographiques et économiques de tous les pays du monde, par tableaux comparatifs, les pays étant classés en fonction de leur P.N.B.(Produit National Brut)par habitant.

- Faits et chiffres sur l'urbanisation dans le Tiers Monde:

John J. DONOHUE : dans : "Les carnets de l' Enfant" , N° 57/58. Il s'agit d'un article comportant en annexe une série de tableaux statistiques, établis à partir des données de la Division de la Population des Nations Unies.

##### Revue

- Population : Nov-Déc 1980: un article de Yves Blays: "l'Urbanisation dans les régions en développement". Cet article donne des statistiques commentées et également un aperçu sur les différentes définitions de la ville.

- Projet : numéro spécial février 1982 N° 162: "L'explosion urbaine du Tiers Monde" avec en particulier un

article d'introduction de Philippe Laurent : "une croissance urbaine non maîtrisée". Une série d'articles porte sur les thèmes : politiques des villes- des modèles importés ? - L'homme dans la ville. Un article de M. Gérard: "La mort des démiurges" conclut ce numéro qui apporte une contribution essentielle à l'étude du thème étudié.

- Le mois en Afrique: N° 196-197 mars-avril 1982: M. Prouzet:

"Socialisme Ujamaa et urbanisation en Tanzanie".

N° 201-202: Oct-Nov 1982: M. Pouzet

"l' aménagement urbain en afrique".

- Un ouvrage de base sur "les villes d'Afrique tropicale" de Pierre Vennetier - Masson - 1976

EXPLOSION URBAINE ET DEVELOPPEMENT  
DANS LE MONDE TROPICAL : PROBLEMES  
D'URBANISATION

Par Charles TOUPET

"La prospective pour notre développement c'est imaginer que nous pourrions vraiment vivre autrement. Notre situation du moment révèle avec acuité ce que nous avons appelé développement et qui a désormais un visage: la ville .Or celle-ci veut dire de plus en plus: chômage pour la plupart, prostitution pour beaucoup, drogue pour les jeunes, abandon des enfants et maintenant des vieillards, violence toujours possible à chaque carrefour... Tous phénomènes qui nous conduisent sur le chemin de l'immolation de nos cultures, de nos civilisations et bientôt de toute notre âme "

Albert TEVOEDJRE  
in: Le Monde, 25 Octobre 1983

La ville continue d'exercer une puissante attraction sur les ruraux à qui elle laisse espérer un emploi rémunéré régulièrement, des possibilités de promotion, un moyen de se libérer des contraintes traditionnelles sinon de la misère qui envahit les campagnes déstructurées .

L'expansion démographique urbaine, analysée par Régine LEVRAT, se traduit donc par une urbanisation démesurée, le plus souvent incontrôlée.

A propos de quelques problèmes fondamentaux l'accueil des immigrants, le logement, l'approvisionnement en eau et en énergie, le ravitaillement, nous voudrions montrer les limites des programmes d'action gouvernementaux et des initiatives privées, poser la question des coûts de l'urbanisation et des déséquilibres qu'elle entraîne et tenter modestement de définir les éléments d'une politique nouvelle .

## L'ACCUEIL DES IMMIGRANTS

Les autorités administratives et municipales sont dans l'impossibilité de prévoir et d'organiser un accueil efficace; les immigrants s'en remettent donc à la solidarité traditionnelle: familiale, clanique, ethnique. L'exode rural est le plus souvent l'affaire d'hommes jeunes, célibataires; chaque nouvel arrivant est pris en charge dans une communauté qui lui assure le logement, la nourriture, le maintien des liens avec le "pays" et une chaude fraternité. Peu à peu, se constituent aux marges de la ville tentaculaire des quartiers homogènes dont tous les habitants sont originaires de la même région. Ces quartiers ethniques Toucouleurs ou Diola à Dakar, Voltaïques à Abidjan, etc ... rappellent les juxtapositions des quartiers ethniques dans les villages de la profonde Afrique .

A cette ségrégation topographique correspond le plus souvent une séparation professionnelle: tel groupe ethnique a la main-mise sur un petit métier, par exemple: la distribution du lait qui est l'affaire des Peuls dans les villes d'Afrique Occidentale, la distribution des journaux qui est du ressort des Toucouleurs à Dakar, etc ...

Parfois aussi, pour tenter d'atténuer la juxtaposition dans les campagnes dont les densités au Km<sup>2</sup> dépassent 500 à 600, ce sont des villages entiers, comme à Java, qui s'installent en ville, maintenant intacts les fondements culturels et religieux de leur solidarité: la goton- goyong; Jakarta est ainsi, autour du centre urbain d'origine hollandaise, une juxtaposition de Kampoung qui reproduisent avec leurs maisonnettes et leurs jardins le modèle du village abandonné. (B.Dorléans)

Mais ces installations empiriques, spontanées, "sauvages" sont le plus souvent frappées par un handicap majeur: **l'instabilité**: elles se font, en effet, dans les secteurs défavorisés et délaissés: marécages infestés de moustiques (certaines médinas d'Afrique occidentale), versants de collines instables ravinées par les pluies torrentielles: favellas du Brésil), etc ...

Il faut rappeler enfin, même brièvement, que l'acclimatation à la ville se traduit par une destructu-

ration progressive et insidieuse des cultures traditionnelles: les liens avec le passé, avec les autres, se distendent; la primauté de l'argent détruit la solidarité et engendre l'apparition de catégories sociales qui s'enferment dans leur richesse ou leur misère. L'alcoolisme, la délinquance, la prostitution apparaissent. Et ce ne sont pas les programmes de la majorité des cinémas qui apportent une culture nouvelle !

#### LE LOGEMENT

Un logement urbain décent implique un certain nombre d'équipements collectifs: adductions d'eau, raccordement au réseau électrique, évacuation des ordures ménagères, voirie dont le coût est insupportable pour une grande partie des municipalités du Tiers Monde. Quant aux candidats à l'habitat, une enquête récente menée sous les auspices de la Banque Mondiale révèle que 70% des citadins du Tiers Monde sont exclus du logement social à loyer modéré et sont condamnés à vivre misérablement dans les banlieues de plus en plus éloignées au fur et à mesure de l'extension urbaine. Seule, une classe aisée est en mesure de faire face aux charges inhérentes non sans difficultés comme le montre souvent l'état de dégradation avancée que subit le parc immobilier dans beaucoup de villes.

Les aspects financiers et techniques sont importants; ils ne sont pas exclusifs. Il est inquiétant de constater que la modicité des coûts de construction liée à la rareté des intempéries et surtout à la faible rémunération de la main d'oeuvre ainsi qu'à la quasi absence de grèves, si elle permet parfois de réaliser des programmes importants d'habitations de type social, encourage, dans la plupart des cas une spéculation immobilière effreinée: le phénomène est typique des capitales où le très haut niveau des loyers pour les immeubles de "grand standing" permet d'échelonner l'amortissement sur moins de cinq ans. Le capital ainsi accumulé demeure dans ce secteur si prospère au détriment évident de la construction sociale (1)

Le domaine technique est révélateur de l'influence des images culturelles: est-il besoin de rappeler que la ville est le champ idéal des transferts de technologie; en Afrique Occidentale, par exemple, construire en "dur" est le signe d'une ascension sociale.



Or de nombreuses expérimentations faites dans les pays du Tiers Monde et dans les pays industriels ont démontré que les matériaux autochtones: la terre, le bois, à condition d'être traités donnent des résultats comparables aux matériaux modernes, le plus souvent importés.

Cette révolution technique permet une révolution sociale dans plusieurs directions :

- \* La possibilité de loger des couches sociales aux revenus modestes parce que les matériaux utilisés sont moins chers et que les savoir-faire ancestraux sont encore connus de la plupart des candidats à un logement.
- \* La nécessité de recourir à l'entraide pour mener à bien le lotissement. Des expériences modestes ont ponctué l'histoire récente des villes du Tiers Monde, telle celle des Castors à Dakar dans les années cinquante. Mais c'est surtout en Indonésie, là où les liens de la solidarité sont restés puissants que les chantiers de constructions économiques se sont développés avec ampleur dans la rénovation des Kampung de Jakarta (Actuel Développement 1981 , N° 45)

#### L'ALIMENTATION EN EAU

L'urbanisation se traduit par une croissance exponentielle de la consommation en eau. L'exemple du Sénégal permettra de le préciser. La population totale s'élève à 5 500 000 habitants qui consomment une moyenne de 210 000 à 220 000 m<sup>3</sup> par jour soit une consommation de 40 litres par jour par habitant. Mais l'agglomération dakaroise qui compte environ 1 200 000 habitants soit à peine 20% de la population totale consomme 130 000 m<sup>3</sup> par jour soit plus de 50% de la consommation nationale, soit aussi 110 litres par jour et par tête. En fait à l'intérieur de l'agglomération, les différences sont considérables; les pauvres font la corvée d'eau aux bornes fontaines; leur consommation unitaire est faible; les riches qui habitent dans les quartiers centraux ou résidentiels sont alimentés grâce à 40 000 branchements, leur consommation unitaire est de l'ordre de 500 à 600 litres par jour .

L'accroissement de la population urbaine et de la

consommation est tel qu'il faut rechercher constamment de nouvelles sources. Prenons encore l'exemple de Dakar: 80% de ses besoins sont assurés par des forages dans les nappes environnantes (sur un rayon de 50 km) et 20% par une adduction de 250 km qui provient du lac de Guier, un éffluent du fleuve Sénégal.

Le recours de plus en plus intensif aux nappes profondes s'avère souvent insuffisant, il faut édifier des barrages avec lacs de retenue, des citernes; les villes qui en ont les moyens utilisent la désalinisation de l'eau de mer: cités du golfe arabo-persique, Hong Kong, etc ..

#### LES RESSOURCES ENERGETIQUES

la consommation urbaine énergétique n'est pas moins considérable, les ressources traditionnelles, autochtones donc, bouse séchée en Inde, bois et surtout charbon de bois dans la plupart des pays, sont réservés essentiellement aux classes pauvres, même si des familles riches ne dédaignent pas de recourir au "fourneau malgache". Le commerce du charbon de bois est devenu l'une des activités essentielles à la survie des villes. Il pose un problème de renouvellement de la matière première, surtout dans les pays de climat tropical sec où les zones boisées - on n'ose parler de forêt - sont sur la défensive. Les agglomérations sont entourées de véritables auréoles de dénudation où tous les arbres ont été abattus et dont le rayon est proportionnel à la population concentrée. Les grandes cités, telles Nouakchott ou Dakar s'approvisionnent en charbon de bois à plus de 500 km.

Mais les ressources modernes, essentiellement le pétrole sous toutes ses formes: fuel, essence, butane, propane, ont fait une irruption brutale dans les activités urbaines: industries, centrales thermiques, transports, foyers domestiques de classes aisés. Or la majeure partie des pays du Tiers Monde est obligée d'importer un or noir dans des proportions croissantes à des prix de plus en plus élevés. Il faut enfin ajouter que les énergies nouvelles, sont généralement ignorées, à l'exception de quelques pays comme l'Inde qui ont réalisé un gros progrès dans la maîtrise de l'énergie solaire.

## LE RAVITAILLEMENT

Bien que le secteur agricole - sous forme de jardinage - continue de tenir une place non négligeable dans l'économie citadine, l'approvisionnement des villes est fondé sur un double courant en provenance de la campagne et de l'étranger.

L'apport de la campagne est considérable, il concerne les céréales, les tubercules, le lait frais, les légumes, les fruits et la viande.

Mais les importations n'ont fait que croître pour deux raisons au moins: les modifications des régimes alimentaires, la nécessité de nourrir des masses urbaines le plus souvent en chômage aux prix les moins élevés.

La cherté du combustible, les modes de vie urbains, les rythmes de travail à l'usine, au bureau, à la boutique, une certaine "libération" de la femme qui accède à la vie professionnelle imposent une cuisine nouvelle vite faite qui s'oppose à la cuisine traditionnelle fondée sur une longue durée de cuisson. Au mil qu'il fallait piler, aux tubercules qu'il était nécessaire de préparer longuement, se substitue le riz si pratique. Le pain (donc le blé), le café au lait, les sardines en boîte sont couramment consommées et les boulangeries ont envahi les villes du Tiers Monde .

Quant à la fixation des prix des denrées de base à des niveaux bas, si elle permet de maintenir en ville un calme précaire, il est bien évident qu'elle décourage les paysans et qu'elle favorise les importations !

Cette brève analyse permet de poser un double problème, celui de coûts de l'urbanisation, celui des déséquilibres ainsi engendrés ?

Les coûts, les moins pris en compte, mais peut-être les plus importants sont les coûts écologiques. en raison de la concentration et de l'élévation - même si elle ne concerne qu'une part minoritaire de la population - des niveaux de consommation, la ville est destructrice de l'environnement. Nous avons vu la dégradation, souvent irréversible, de la couverture végétale due aux besoins en bois et en charbon de bois.

La consommation urbaine en eau - tant qu'elle n'est pas couverte par la désalination de l'eau de mer dont le prix de revient très élevé interdit l'utilisation dans les pays pauvres à court terme - est assurée par des ressources (nappes aquifères, fleuves) limitées, au détriment des campagnes pour lesquelles tous les spécialistes s'accordent à prôner une extension de l'irrigation.

Il faudrait tenir compte également de l'énorme pollution des sols et des eaux qu'engendre, pour des raisons financières évidentes, l'absence quasi générale de réseaux d'évacuation efficace des détritiques et des ordures ménagères et des stations d'épuration des eaux usées.

L'ampleur des coûts économiques est due, bien sûr, à cette fuite en avant que représente l'explosion urbaine: il faut toujours construire plus de maisons, plus de bureaux, ouvrir plus de voies de communication, acheter plus d'autobus, édifier plus d'hôpitaux et d'écoles, etc ... Elle est également liée à l'utilisation presque systématique de techniques sophistiquées importées souvent efficaces, certes, mais dont le prix est sans rapport surtout en période de crise, avec le niveau de production du pays .

L'ampleur des déséquilibres créés aux niveaux national et international n'est pas moins dramatique.

La croissance urbaine, ne peut, tout au moins à moyen terme que se poursuivre puisqu'elle est le fruit à la fois du mouvement naturel de la population citadine (cf. L'analyse de J.B. Brûlé et G. Mutin, p. 62) et de l'exode rural.

Cela entraîne un déséquilibre croissant : la ville augmente sa consommation en espace, en eau, en combustibles, elle exige une part croissante du budget de la nation; la campagne continue de se déstructurer sous l'effet de l'exode rural; les paysans disposent de moins en moins de crédits et sont dissuadés de rénover l'agriculture et d'augmenter la production vivrière en raison des faibles prix alimentaires qu'impose la misère des masses urbaines.

Ce déséquilibre interne entraîne un déséquilibre au

niveau international: pour nourrir les villes, les gouvernants doivent recourir à des importations croissantes et précipitent leurs pays dans une dépendance alimentaire catastrophique.

Cette perspective rend obligatoires des solutions nouvelles. Plusieurs voies qui ont été déjà explorées peuvent être suivies. Il faut d'abord effectuer un tri sévère entre les techniques proposées et donner la préférence à celles, peut-être moins sophistiquées, mais moins onéreuses qui font appel à des matériaux locaux, à des entrepreneurs locaux et ceci n'exigent pas une maintenance hors de proportion avec les possibilités techniques et financières du pays: à ce titre, la construction en terre doit être très fortement encouragée.

Il faut détruire le cercle vicieux de l'opposition ville-campagne. Cette tâche ardue implique un transfert considérable des investissements vers l'agriculture (2) et une politique nouvelles des prix différentiels qui permettent aux masses urbaines de survivre et qui encouragent les paysans à produire.

Il faut faire confiance aux initiatives privées ou collectives que l'on voit apparaître un peu partout dans le Tiers Monde: groupes de parents qui s'entendent pour construire une école, ou remettre en état un quartier, travailleurs immigrés qui de retour au pays consacrent leurs économies à la rénovation de leur village (exemple des Soninké le long du fleuve Sénégal), etc ... Cette confiance n'est-elle pas, dans un monde accaparé par l'alternative capitalisme-marxisme, l'annonce d'une troisième voie fondée sur des liens de solidarité humaine ?

#### Notes

1 - Jacques DECORNOY, in Le Monde du 25 Novembre 1983, apporte des exemples nouveaux dans l'Asie du Sud Est: Bangkok, environ 6 millions d'habitants dont 1 200 000 vivent dans des taudis; "la construction de larges artères de centre commerciaux, d'immeubles de luxe avait provoqué à la fin de l'an dernier (1982) le refoulement de quelque 185 000 personnes. En même temps, une poignée de constructeurs privés se sont emparés de plus de 60% du marché financier". " A Manille sur 6,6 millions d'habitants 70% vivent au dessous de la ligne

de pauvreté" et environ un quart d'entre eux sont des squatters".

2 - Il convient de rappeler que les citadins ont commencé à investir à la campagne pour développer l'arboriculture et les cultures maraichères .

#### URBANISATION DANS LE TIERS MONDE

Bibliographie : par Charles TOUPET

La liste ci-dessous volontairement réduite comporte essentiellement les travaux utilisés pour la rédaction de cet article et un choix de monographies, de conception géographique, qui manifestent à la fois la diversité des situations et l'extrême imbrication des causes, des modalités et des conséquences de l'urbanisation dans les régions tropicales.

- CALMONT André, 1978

La croissance urbaine dans les pays tropicaux: Cayenne (Guyanne française); la ville et sa région - Bordeaux , CEGET, travaux et documents N° 32

- DEBLE Isabelle et Philippe HUGON, (sous la Direction de) (1) 1978

Vivre et survivre dans les villes africaines - Paris, PUF, IEDES , coll. Tiers Monde

- DELER Jean Paul, 1974

Lima , 1940-1970, aspects de la croissance d'une capitale sud-américaine - Bordeaux, CEGET

- DENIS Jacques, 1980

Hong Kong, Paris PUF, coll. Que sais-je ? N° 1868

- DORLEANS Bernard, 1976

Etude géographique de trois Kampungs à Djakarta - Paris, Pub. Dt Géographie - Sorbonne N° 3

- DRESCH Jean, 1950

Villes d'Afrique Occidentale, Cahiers d'Outre Mer , 3 N° 11

- DURAND-LASSERVE Alain, 1976

Les facteurs et les mécanismes de la croissance de

Bangkok, à l'époque contemporaine, CEGET, trav. et Doc. N° 26.

- ESCALLIER Robert , 1981  
Citadins et espaces urbains au Maroc . Tours, ERA 706, Fasc 8 et 9
  
- L'explosion urbaine au Maghreb - Maghreb-Machrek, N° 96, avril, mai, juin 1982 (Ed. de la Documentation française).  
Ce numéro spécial dont la lecture est vivement recommandée à tous ceux qui voudraient avoir une vision actuelle, précise et nuancée des problèmes d'urbanisation en Afrique du Nord, comporte les articles suivants :
  - Jean François TROIN : Vers un "Maghreb des villes" en l'an 2000 - p. 5 - 18, 1 fig; Robert ESCALLIER: le système urbain marocain :p. 19-40, 4 fig; Jean Claude BRULE et Georges MUTIN: Industrialisation et urbanisation en Algérie, p. 41-66, 7 fig; Jean Marie MIOSSEC et Pierre SIGNOLES: l'évolution récente du système urbain tunisien, p.67-88, 4 fig.
  
- GIACOTTINO Jean Claude ,1979  
La ville tropicale et ses problèmes d'environnement  
- Cahiers d'Outre Mer ,32, N° 125
  
- LASSERRE, Guy, 1958  
Libreville, la ville et sa région - Paris A.Colin.  
Coll. Fond Nat. Sc. pol. N° 9
  
- PAIN Marc , 1979  
Kinshasa, Ecologie et Organisation urbaine - Kinshasa, imp. du Zaïre - 2 vol;
  
- PITTE Jean Robert, 1977  
Nouakchott, capitale de la Mauritanie . Paris , publ, Dt. Géogr. Sorbonne N° 5
  
- SECK Assane, 1970  
Dakar, métropole ouest-africaine - Dakar ,IFAN, N° 85
  
- WONG John (Ed.) 1976  
The cities of Asia ; a study of urban solutions and urban finance. Singapour. Singapour University Press.

**URBANISATION TERTIAIRE ET  
SOUS-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

Par Gilbert BLARDONE

L'équilibre économique et humain des villes dépend de trois conditions:

1 - L'existence de **surplus** agricoles non autoconsommés par les paysans pour assurer l'alimentation urbaine.

2 - L'existence d'**emplois** dans les villes pour fournir à la population urbaine un revenu régulier avec lequel elle pourra acheter les produits des campagnes à un prix rémunérateur pour le paysan.

3 - L'existence de **produits industriels ou artisanaux urbains** que les paysans souhaitent se procurer (parce qu'ils les jugent utiles), qu'ils peuvent acheter (parce qu'on leur aura payé convenablement leurs produits) et que les citadins eux-mêmes consomment.

Pour que la première condition soit réalisée il faut que la production de l'agriculture vivrière le permette, or ce n'est pas encore le cas dans la plupart des pays du Tiers Monde. La sous-alimentation des villes devrait donc s'accroître avec le taux d'urbanisation dans les années à venir si l'on ne réussit pas à améliorer la productivité de l'agriculture.

Pour que les deux autres conditions de l'équilibre économique et humain soient réunies il faut que soient mises en valeur les ressources du pays non seulement afin de dégager des emplois mais aussi de créer des produits consommables, c'est à dire que le développement économique devienne une réalité.

Ce qui compte donc plus que les ressources dont peut disposer une ville du fait de son environnement c'est l'orientation qui est donnée aux forces de production qui l'habitent.



Si les forces productives de la ville, ses capacités de travail et d'épargne, sont au service de l'économie du pays tout entier, de son agriculture, de son artisanat et de son industrie naissante, elles sont porteuses de développement économique et social. Mais si la ville utilise ses forces productives pour le seul bien être de la population urbaine et les investissements essentiellement dans des secteurs urbains, elle devient un redoutable moteur de sous-développement .

#### Paupérisation des villes du Tiers Monde

Or ce qui se passe actuellement dans la plupart des villes du Tiers Monde est de ce point de vue très inquiétant. Pour employer le plus de monde possible on crée des emplois dans les administrations, les services, le bâtiment, quelquefois dans les industries nouvelles. On cherche à améliorer le niveau de l'emploi beaucoup plus que celui de la production des biens.

Les emplois nouveaux dans l'administration ou les services sont souvent totalement improductifs, parce qu'en surnombre. Ils conduisent à accroître les impôts dans les campagnes et à combler le déficit budgétaire par des créations permanentes de monnaie. Ce qui déclenche une inflation monétaire qui atteint les niveaux de vie .

L'expansion du bâtiment est malsaine parce que spéculative. Les logements construits sont loués par leurs propriétaires à des prix exorbitants soit aux nationaux aisés, soit aux étrangers. Ils contribuent à la hausse du coût de la vie. La rémunération des travailleurs du bâtiment ou de l'industrie est faible, ce qui ne leur permet pas de se loger convenablement; une grande partie d'entre eux ainsi que les chômeurs vivent dans les bidonvilles.

Les prix des produits vendus aux paysans et aux travailleurs urbains augmentent sans cesse alors que ceux des produits agricoles stagnent. L'absence d'industrialisation conduit à importer de plus en plus de produits commercialisés ce qui pèse sur la balance des paiements. L'inflation urbaine, l'appauvrissement des paysans, l'endettement extérieur constituent le terme logique de ce processus.

Le paysan découragé par des impôts de plus en plus lourds et des prix agricoles de moins en moins rémunérateurs n'a aucun intérêt à améliorer sa productivité et sa production. Il se replie sur l'autoconsommation tandis que les campagnes se vident de leurs éléments les plus jeunes, les plus dynamiques et les plus ambitieux, indispensables à leur modernisation et que s'étendent les bidonvilles. Un processus cumulatif de paupérisation des campagnes, d'inflation et de déficit extérieur entraînant des dévaluations monétaires en cascade constitue le terme de cette évolution. **C'est véritablement la marche accélérée au sous-développement**. Tandis qu'en ville s'accroît la dichotomie entre ceux qui bénéficient d'un emploi "tertiaire" et ont ainsi accès aux biens locaux et importés et les chômeurs permanents qui constituent un sous-prolétariat.

**Ce plénum de paupérisation absolue et relative est observable dans la plupart des villes du Tiers Monde:**

- Une ceinture de misère s'élargit avec une effrayante régularité autour des quartiers de plus en plus luxueux et "modernes".

- Les quartiers se différencient selon le statut professionnel et social des habitants, présentant une topographie urbaine des inégalités sociales;

- Au plan des relations familiales le parasitisme social qui pèse lourdement sur ceux qui ont réussi à obtenir un travail se développe en même temps que le chômage et la création de bandes a-sociales surtout chez les jeunes. (1)

#### **Urbanisation tertiaire, moteur du Sous-Développement**

L'absence de corrélation entre urbanisation et industrialisation apparaît à travers les informations statistiques, malheureusement trop peu nombreuses, dont on dispose. De même qu'est nettement marquée l'expansion des services urbains au fur et à mesure que diminue la population active agricole. L'urbanisation dans le Tiers Monde est beaucoup plus rapide que l'industrialisation. C'est une urbanisation spontanée de caractère tertiaire.

Ajoutons à cela que ce tertiaire est fort mal

réparti par rapport aux besoins réels du pays. C'est ainsi que les villes sont suréquipées en services tandis que les campagnes en sont dépourvues.

La croissance des villes et celle des emplois urbains dans le secteur tertiaire peut faire illusion à l'observateur qui s'attache davantage aux effets sociaux individuels qu'aux effets collectifs sur l'économie nationale.

Il est vrai (2) que les villes offrent aux individus grâce au "tertiaire" des emplois et des revenus monétaires même s'ils sont analphabètes et sans formation professionnelle, "le manque d'instruction n'empêchant pas de trouver du travail". Il est vrai que ces emplois nouveaux dans les "services" exigent peu de capital par rapport à ce qui est nécessaire pour la création d'emplois industriels. Il est vrai que, dans les villes, les nouveaux venus mettent relativement peu de temps à se faire embaucher. Il est vrai enfin que de toutes les activités urbaines, c'est la construction "qui prend à son compte l'absorption d'une partie des déracinés de la campagne".

Mais il est dangereux d'identifier ces effets sociaux individuels à des phénomènes de développement économique l'absorption d'une partie des déracinés de la campagne".

Mais il est dangereux d'identifier ces effets sociaux individuels à des phénomènes de développement économique national, si parallèlement à la croissance du tertiaire urbain ne s'améliore pas dans les campagnes la productivité agricole et ne s'élargit pas la production des équipements et des biens de consommation industriels, c'est à dire si ne croît pas parallèlement au produit national monétaire le produit national réel. Sans croissance simultanée de la productivité agricole et de l'industrialisation, ce ne sont pas des effets d'entraînement qui se produisent dans l'ensemble de l'économie à partir de l'expansion du tertiaire mais des effets de freinage, dont nous avons rappelé les plus spectaculaires :

- La multiplication des emplois administratifs déséquilibre le budget et alourdit les impôts qui -

sauf s'ils sont payés uniquement par les citadins - découragent le paysan;

- La multiplication des revenus distribués dans les services accroît la demande urbaine de produits de consommation industriels et en l'absence d'industrialisation engendre la hausse des prix intérieurs, l'**inflation**. Elle aggrave le **déficit extérieur** dû aux importations de ces biens. En outre les importations de biens d'équipement industriels sont sacrifiées à celles des biens de consommation urbaine .

- L'essor de la construction aboutit à des résultats identiques si elle ne s'accompagne pas, en amont de la création d'industries locales de matériaux de construction et d'équipement divers , en aval d'entreprises artisanales ou industrielles d'entretien. Parallèlement pour répondre à la demande de consommation des ouvriers du bâtiment, l'essor de l'agriculture et de l'industrie est indispensable. Ajoutons que socialement la construction ne peut avoir de sens positif que si elle est orientée non vers l'habitat spéculatif mais vers le logement populaire.

Or le drame de l'urbanisation actuelle dans le Tiers Monde vient de ce qu'elle s'opère sans amélioration parallèle suffisante de la productivité agricole et de l'urbanisation . C'est pour cela qu'elle engendre le sous-développement économique et social

#### Notes

(1) voir notamment dans G. BLARDONE "Progrès économique dans le Tiers Monde" - Tome 1 - "L'environnement socio-politique du développement" p. 181 à 187

(2) Santos Milton. " Le rôle moteur du tertiaire primitif dans les villes du Tiers Monde." **Civilisations** , 18 (2) 1968.



## L'URBANISATION : MAITRISE OU CHAOS ?

### Un choix d'ouvrages et d'articles récents

Par Maryse GAUDIER , Institut International d'Etudes Sociales .

Dans moins de vingt ans, 650 millions d'hommes vivront en milieu urbain : un sur deux... 31 millions à Mexico; 25,8 millions à Sao Paulo; 24,2 millions à Tokyo; 22,8 millions à New York; 22,7 millions à Shanghai... Deux fois plus dans l'ensemble des pays du tiers monde qu'en 1980; 1 million de plus dans les pays industrialisés... 60 villes géantes abriteront chacune plus de 5 millions de personnes; des 25 plus grandes agglomérations urbaines du monde, comptant 10 à 30 millions d'habitants, 20 s'étaleront dans les pays en voie de développement ...

Ces chiffres illustrent l'ampleur et la rapidité vertigineuse de l'urbanisation mondiale, dont la maîtrise - ou le chaos - conditionnent et conditionneront longtemps encore le destin économique et social de millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Dans cette perspective, les villes de toutes tailles, opulentes ou misérables, les villes aux fonctions multiples, aux visages divers et changeants, les favelas, les cités perdues, les villes tentaculaires, les cités de transit, les bidonvilles, les mégapoles, les villes nouvelles, les cités dortoirs, et les autres, se placent au coeur des préoccupations de ce temps.

Nous présentons ici un aperçu bibliographique sur quelques-uns des problèmes particulièrement inquiétants de l'urbanisation, compte tenu des masses humaines qui en sont l'enjeu, et sur leurs perspectives. Les documents réunis sous le titre. La dynamique de l'urbanisation (page 52) sont des analyses des processus de la

croissance urbaine, dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement. Leurs auteurs mettent en évidence les différents moteurs de l'urbanisation : industrialisation, mutations sociales, culturelles ou politiques, évolution du marché de l'emploi; ils la décrivent comme un phénomène plus ou moins récent, accéléré ou progressif, selon les régions du monde, alimenté par la croissance démographique naturelle des villes et par l'arrivée, dans les zones urbaines, de ruraux espérant un emploi, des revenus convenables et une vie moins dure. Ils dégagent les causes et les conséquences de l'explosion urbaine, c'est à dire de l'augmentation simultanée et extrêmement rapide du nombre des villes et de celui de leurs habitants; ils montrent que la misère, le chômage, la marginalisation, la violence, la réduction de l'espace individuel, la pollution, sont des caractéristiques communes aux grandes Villes du Nord et du Sud (page 54) et que, si le déclin social et culturel, voire économique, menace les premières, les secondes risquent d'éclater, incapables d'absorber leur propre croissance, de gérer leur développement et de maîtriser leurs contradictions .

En ce qui concerne les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, la trilogie dramatique des conséquences de l'urbanisation : Croissance des villes, agonie des campagnes, désespoir paysan (page 56) surgit des textes cités. Alors que les villes, où se concentrent les activités et les richesses, monopolisent les technologies, les investissements économiques et sociaux, bénéficient d'importants efforts de développement, sont en mesure d'offrir des emplois relativement plus nombreux, des rémunérations plus fortes, des services plus accessibles, les campagnes luttent désespérément contre le rétrécissement des terres cultivables, le sous-emploi, la sécheresse, les défauts des techniques, les famines ... Faute d'une articulation suffisante entre les fonctions, les forces productives, les capacités des villes et celles des campagnes, le développement urbain ne se répercute ni sur les villages, ni sur les citadins pauvres; il profite surtout aux minorités riches des villes. Dans cette logique et en l'absence de politiques cohérentes nationales et internationales, les cultures d'exportation à destination des villes et des pays du Nord remplacent

dangereusement les productions vivrières nécessaires à l'alimentation des populations rurales et urbaines défavorisées. Pour survivre, pour donner une chance d'avenir à leurs enfants, les paysans exploités, ruinés par les impôts, l'abaissement des prix de leurs produits, la détérioration des termes de l'échange, fuyent vers les grandes cités.

Ils y mèneront rarement une vie à la mesure de leurs espérances et la plupart d'entre eux viendront grossir la multitude des "exclus de la ville". Car toutes les villes du monde, celles des pays industrialisés comme celles du tiers monde, rejettent, pire occultent, ceux de leurs habitants que la misère, la maladie, l'ignorance, l'âge, la race marginalisent. Elles qui devraient constituer de véritables Espaces de droits et de libertés (page 57) refusent aux immigrés, aux pauvres, aux chômeurs, aux handicapés, aux minorités ethniques ou religieuses, le droit à la différence, le droit au logement, à l'éducation, à la culture; elles les privent des libertés fondamentales d'association et d'expression: elles enferment les vieillards, les enfants, les étrangers, les pauvres, dans des ghettos; les isolent dans des logements de fortune, des hospices, des quartiers périphériques. Les villes et leurs banlieues deviennent alors espaces de peur, de violence et d'intolérance, de révolte, défavorables à l'épanouissement de la vie sociale, culturelle et spirituelle des hommes .

Comment évolueront, Demain, les besoins urbains ? (page 59). Ils augmenteront, estiment la plupart des auteurs, de façon considérable et la survie des villes dépendra étroitement de leurs capacités à réduire les contraintes qui freinent leur développement: contraintes dues à une boulimie énergétique coûteuse, à une consommation alimentaire fortement dépendante de sources d'approvisionnement extérieures - voire étrangères -, à la prolifération des emplois tertiaires, non directement productifs ou peu rémunérateurs; à la pénurie de logements sociaux, à l'insuffisance des moyens de communication, au manque d'équipements publics et culturels. En plus de leurs besoins de base, les villes devront combler des besoins inédits, au fur et à mesure qu'elles changeront de formes, de fonctions et d'activités et que les aspirations de leurs habitants se



modifient. Aujourd'hui déjà, des nouvelles exigences apparaissent : les citoyens réclament une amélioration de la qualité de l'environnement, la réduction des pollutions, l'aménagement de zones piétonnes, de terrains de jeux pour les enfants, des espaces verts, des points de rencontre. La revitalisation des quartiers, la fréquence et la rapidité des transports, la sécurité, la propreté dans les villes sont perçues comme des besoins aussi fondamentaux que l'alimentation, le logement ou l'emploi.

L'émergence d'Une nouvelle civilisation urbaine (page 61) s'inscrit en filigrane dans les expériences conduites dans plusieurs pays industrialisés ou en développement qui proposent des solutions novatrices et des alternatives aux problèmes causés par l'urbanisation. Des efforts s'organisent, portant notamment sur l'articulation villes/campagnes, dans le but de réduire la dualité actuelle, de ralentir l'exode des paysans, d'égaliser les chances; sur la coordination nationale, régionale et internationale des programmes spatiaux et économiques; sur la planification de la croissance urbaine. Dans certaines villes, dans certains quartiers, une nouvelle manière de vivre semble s'installer progressivement, plus participative et conviviale; des structures se mettent en place pour que les habitants puissent se rencontrer, communiquer les uns avec les autres, faire vivre leurs associations et leurs groupements. Les citoyens devront apprendre à y respecter les différences et les droits de l'homme; chacun devra pouvoir s'y faire entendre et participer aux discussions d'intérêt commun et aux décisions, utiliser son savoir-faire, son expérience, sa créativité, quels que soient son âge, son statut social, la couleur de sa peau. Les villes du XXI<sup>e</sup> siècle devront faire place aux hommes, aux femmes et aux enfants que les animeront .

#### La dynamique de l'urbanisation

ANKERL, Guy. "Suburbanisation dans le tiers monde ? Urbanisation rapide, problèmes et solutions." Futuribles, (73) Jan. 1984, pp. 25-64

- BAIROCH, Paul. "Tendances et caractéristiques de l'urbanisation du tiers monde d'avant-hier et après-demain, 1900:2025." Tiers-monde, 24(94), 1983, pp. 325-348.
- BANQUE MONDIALE. "Urbanisation: schémas et politiques." Dans : Rapport sur le développement dans le monde 1979. Washington, 1979, pp.83-98
- BUTTERWORTH, D.; CHANCE, J.K. Latin American urbanization Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 1981. 243 p.
- CHALINE, Claude. La dynamique urbaine. Paris, Presses Universitaires de France, 1980. 206 p.
- "La croissance urbaine." Revue française d'administration publique, avri.-Juin 1981 (No thématique)
- "L'explosion urbaine du tiers monde." Projet, fev. 1982 (No thématique)
- FORRESTER, Jay W. Dynamique urbaine. Paris, Economica, 1979. 329 p.
- GOLDEN, Hilda H. Urbanization and cities : historical and comparative perspectives on our urbanizing world. Lexington, D.C. Heath, 1981. 543 p.
- GRANOTIER, Bernard. La planète des bidonvilles : perspectives de l'explosion urbaine dans le tiers monde. Paris, Ed. du Seuil, 1980. 381 p.
- GUGLER, Josef. "Overurbanization reconsidered." Economic development and cultural change, 31(1), oct. 1982, pp. 173-189.
- HORWITZ Marc. "L'Afrique face à l'explosion urbaine." Croissance des Jeunes Nations, (224), jan. 1981, pp. 33-35.

"L'implosion urbaine." Hérodote, (31), 1983. (No thématique)

SWITZER, Ellen. Our urban planet. New York, Atheneum, 1980. 288 p.

**Les villes du Nord et les villes du Sud**

ANASTASSOPOULOS, J.P.; LARCON, J.P. Les grandes municipalités européennes face au défi urbain. Jouy-en-Josas, CESA, 1977. 133 p.

"Capital cities." Ekistics, 50(299), avr. 1983. (No thématique)

CHESNAIS, J.C.; LE BRAS, H. "Villes et bidonvilles du tiers monde." Population, 31(6), 1976, pp. 1207-1231.

"The city." Development : seeds of change, village through global order, (2), 1982. (No thématique)

CORNUEL, Didier; DURRIEZ, Bruno. Le mirage urbain.?. Paris, Anthropos, 1982

"La croissance urbaine en Union soviétique." Problèmes politiques et sociaux, (478), déc. 1983, pp. 4-28.

ELA, Jean-Marc. La ville en Afrique noire. Paris, Karthala, 1983. 219 p.

GILBERT, Alan; GUGLER, Josef. Cities, poverty and development : urbanisation in the third world. New York, Oxford University Press, 1982 246 p.

Les grandes villes du monde. Paris, La Documentation Française. (plusieurs fascicules parus dans la collection "Notes et études documentaires").

- HERZLICH, Guy. "La menace des mégapoles." Le Monde, 16 août 1984, p. 15
- HICKS, J. Urban America in the eighties. New York, F. Praeger, 1982
- LAFERTE Bénédicte. "La ruée vers les villes." Croissance des Jeunes Nations, (245), déc. 1982, pp.19-26
- LINN, Johannes. Cities in the developing world : policies for their equitable and efficient growth. Washington, The World Bank, 1982  
352 p.
- LLOYD, P.C. Slums of hope ? Shanty towns of the third world. Manchester, Manchester University Press, 1979. 245 p.
- PEIL, Margaret. Cities and suburbs : urban life in West Africa. New York, Holmes and Meier, 1981. 322 p.
- PLANCHAIS, Jean. Cités géantes : 24 villes, leurs habitudes, leurs habitants. Paris, Fayard, 1978. 264 p.
- POMONTI, J.C. "Fascinantes et misérables villes d'Afrique." Le Monde, 4-5 fév. 1979
- SANTOS, Milton. Les grandes villes du tiers monde. Paris, Génin, 1971, 429 p.
- SOEDJATMOKO. "Raz de marée sur les villes du tiers monde." Le Monde, 15 juin 1984, p. 31.
- VENNETIER, Pierre. Les villes d'Afrique tropicale. Paris, Masson, 1976. 192 p.
- "Villes : la course folle." Actuel Développement, (58), fév. 1984, pp. 32-47.
- "Villes éclatées." Hérodote, jan.-mars 1980. (No thématique)

YOUNG, M.W.; STETLER, S.L. Cities of the world : a compilation of current information on cultural, geographical, and political conditions in the countries and cities of six continents. Detroit; Galf Research Co., 1982. 4 vol

**Croissance des villes, agonie des campagnes, désespoir paysan**

"Articulation entre les zones urbaines et rurales." Revue internationale des sciences sociales, 31(2), 1979. (No thématique)

CHONCHOL, Jacques. "Désespoir des paysans et concentrations urbaines en Amérique latine." Le Monde Diplomatique, sept. 1982, pp. 15-17.

COURADE, G.; BRUNEAU, M. "Développement rural et processus d'urbanisation dans le tiers monde." Cahiers de l'ORSTOM, série sciences humaines, 19(1), 1983, pp. 59-92.

"Deurbanization and villagization." International journal of urban and regional research, (4) déc. 1980, pp. 453-472.

EIZNER, Nicole; HERVIEU, Bertrand. Anciens paysans, nouveaux ouvriers. Paris, L'harmattan, 1979. 246 p.

HARRIS, John; MOORE Mick, eds. "Development and the rural-urban divide." The journal of development studies, 20(3), avr. 1984. (No thématique).

IBARRA, Mario. "Problèmes économiques, sociaux et culturels posés par l'exode rural en Amérique latine." Dans UNESCO. Les droits de l'homme dans la ville. Paris, 1981, pp. 102-112.

LEFEBVRE, Henri. Du rural à l'urbain. Paris, Anthropos, 1970. 285 p.

- LIPTON, Michael. Why poor stay poor : urban bias in world development. Cambridge, Harvard University Press, 1977.
- ROBERTS, B Cities of peasants. London, E. Arnold, 1978. 207 p.
- "Third world migration and urbanization." Economic development and cultural change, 30(3), avr. 1982. (No thématique)
- TODARO, M.P.; STILKIND, J. City bias and rural neglect: the dilemma of urban development. New York, The Population Council, 1981. 93 p.
- "Villes et campagnes : problèmes du monde en développement ." Mondes en développement, (40), 1982. (No thématique).
- Les villes : espaces de droits et de libertés ?**
- ANKERK, G. Rapid urbanisation and the underprivileged in tropical Africa. Geneva, International Institute for Labour Studies, 1982.
- BONNAFOUS, Alain; PUEL, Hughes. Physionomies de la ville. Paris, Ed. Ouvrières, 1983. 163 p.
- CENTRE DE RECHERCHE D'URBANISME, Paris. Aménagement urbain et mouvements sociaux. Paris, 1978. 365 p.
- CHEVALLIER, D. L'espace social de la ville arabe. Paris, Maisonneuve et Larose, 1979. 363 p.
- CLAVEL Gilbert. "Exclusion sociale, cités de transit en période de crise économique." Futuribles, (74), fév. 1984, pp. 25-35.
- "Contre-pouvoirs dans la ville." Autrement, (6), 1976. (No thématique)
- COUSINS, Albert; NAGPAUL, Hans. Urban life : the sociology of cities and urban society. New York, J. Wiley, 19679 . 609 p.

- CREPIN-MASSY, C. L'identité sociale et l'habiter ou les rêves d'habiter des marginaux. Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1980. 292 p.
- Les exclus de la qualité de la ville. Paris, La Documentation Française, 1979. 99 p.
- GUGLER, Josef; FLANAGAN, William. Urbanization and social change in West Africa. Cambridge, Cambridge university Press, 1978. 235 p.
- HANNERZ, Ulf. Explorer la ville : éléments d'anthropologie urbaine. Paris, Les Ed. de Minuit, 1983. 419 p.
- HARGOUS, Sabine. Les déracinés du quart monde. Paris, Maspero, 1972. 180 p.
- HARVEY, D. Social justice and the city. London, E. Arnold, 1973.
- KONRAD, G.; SZELENYI, I. "Social conflicts of overurbanization." Dans : BROWN, Alan A. et autres, éd. Urban and social economics in market and planned economies. New York, F. Praeger, 1974 .
- NERVERS, Jean-Yves. "Gestion municipale et stratégies hégémoniques." Espaces et sociétés, (34-35), Juil.-Déc. 1980, pp 97-116.
- PETONNET, Colette. Espaces habités : ethnologie des banlieues. Paris, Galilée, 1982. 185 p.
- PONS, V.; FRANCIS, R. Urban social research : problems and prospects. London, Routledge and Kegan Paul, 1983, 194 p.
- REICHERT, Henri; REMOND, Jean-Daniel. Analyse sociale de la ville. Paris, Masson, 1980, 232 p.
- REMY, Jean; VOYE, Liliane. Ville, ordre et violence : formes spatiales et transactions sociales. Paris, Presses Universitaires de France, 1981. 238 p.

SCHNEIER, Graciela; SIGAL, Silvia. Marginalité spatiale: état et revendications urbaines; le cas des villes latino-américaines. Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1980. 93 p.

"Sociologie urbaine et politique urbaine." Recherche sociale, avr.- Juin 1983. (No thématique)

TOURAINÉ, Alain. "La marginalité urbaine." Boletín de estudios latino-americanos y del Caribe, (22), juin 1967, pp. 3-35

UNESCO. "Difficultés et obstacles rencontrés à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels en milieu urbain." Dans : Les droits de l'homme dans la ville. Paris, 1981, pp. 17-112.

UNESCO. Les droits de l'homme dans la ville. Paris, 1981. 166 p.

UNESCO. "Les moyens d'élaborer la mise en oeuvre des droits de l'homme en milieu urbain : médiation et lutte contre la délinquance." Dans : Les droits de l'homme dans la ville. Paris, 1981, pp. 113-148.

"Urbanization and social change in the arab world." Ekistics, 50(300), mai-juin 1983. (No thématique)

WRESINSKI, Joseph. "Les plus pauvres dans la ville : invitation séculaire au combat pour les droits de l'homme." Dans : UNESCO. Les droits de l'homme dans la ville. Paris, 1981, pp. 82-88.

#### **Demain, les besoins urbains**

BAIROCH, Paul. "Emploi et grandes villes : problèmes et perspectives." Revue internationale du travail, 121(5), sept.-oct. 1982, pp. 555-570.



- BAIROCH, Paul. Taille des villes, conditions de vie et développement économique. Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1977. 421 p.
- BAIROCH, Paul. Ville et développement économique. Paris, Gallimard, 1982.
- BESSAT, Colette. Développement urbain en Afrique noire: quel habitat promouvoir ? Expériences et perspectives. Paris, Ministère des Relations Extérieures : Coopération et Développement, 1983. 173 p.
- BLARDONE, Gilbert. "Urbanisation tertiaire et sous-développement économique." Informations et Commentaires, (43), avr.-juin 1983, pp.49-54.
- LANDRIEU, Josée. "Développement urbain et enjeux économiques et sociaux locaux." Dossiers de liaisons prospectives, jan. 1983, pp. 37-62.
- MARTINEAUD, M. Principales implications nutritionnelles et alimentaires de l'urbanisation. Genève, Organisation Mondiale de la santé, 1973.
- McKEE, D.L. "Main d'oeuvre excédentaire et bidonvilles autour des métropoles du tiers monde." Tiers monde, 23 (91), Juil.-sept. 1982, pp. 499-506
- NEWLAND, Kathleen. City limits : emerging constraints on urban growth. Washington, the World watch Institute, 1980. 31 p.
- O.C.D.E. Les transports urbains et l'environnement. Paris, 1980. 418 p.
- PICKFORD, J. Human waste disposal in urban areas. Geneva, International Labour Office, 1982. 37 p.
- POMMIER-PENEFF, P. "Quel emploi pour les villes de demain ?" Revue française des affaires sociales, 33(3), Juil.-août 1979, pp. 129-143.

"Quels transports pour les pays en développement?"  
Transports, avr.-mai 1981. (No  
thématique)

La rénovation urbaine et la qualité de la vie. New  
York, Nations unies, 1981. 65 p.

RICHARDS, B.J.; THOMSON, A.M. Basic needs and the urban  
poor : the provision of communal servi-  
ces. Geneva, International Labour  
Office, 1984. 272 p.

SANDBROOK, Richard. The politics of basic needs : urban  
aspects of assaulting poverty in  
Africa. London, Heinemann, 1982, 250  
p.

ZIV, Jean Claude; NAPOLEON, Charles. Le transport ur-  
bain : un enjeu pour les villes.  
Paris, Dunod, 1981. 236 p.

#### **Une nouvelle civilisation urbaine**

AGGER, S.G. Urban self-management planning for a new  
society. New York, M. Sharpe, 1978. 256 p.

BRADBURY, Katharine, et autres. Urban decline and the  
future of American cities. Washing-  
ton, Brookings Institution, 1982.  
309 p.

BUGNICOURT, Jacques. "Quelles alternatives urbaines pour  
l'Afrique ?" "Environnement afri-  
cain, 2(3), 1976, pp. 3-22.

CENTLIVRES-DEMONT, Micheline. Un nouveau regard sur la  
ville. Zurich, Juris-Druck, 1982. 192  
p.

CHOMBART DE LAUWE, Paul-Heny. La fin des villes. Paris,  
Calmann-Lévy, 1982. 246 p.

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET L'AVENIR  
URBAIN, Rome. Déclaration de Rome sur la  
population et l'avenir urbain. New York,

Fonds des Nations Unies pour les Activités en  
matière de Population, 1980.

DAVIES, R.L.; CHAMPION, A.G. The futur for the city  
centre. New York, Academic Press, 1983.  
304 p.

EL-SHAKHS, Salah. "The urban future : challenge and  
policy implications." Development :  
seeds of change, village through global  
order, (2), 1982, pp. 69-71.

FRANCE, MINISTERE DE L'URBANISATION ET DU LOGEMENT.  
Vivre en ville : éléments pour un débat. Paris,  
1982 . 235 p.

GAPPERT, G.; KNIGHT, R.V. Cities in the XXIst century.  
Beverly Hills, Sage Publ., 1983.

Gold, John R. The urban vision : twentieth century  
images of the future city. Beckenham, C.  
Helm, 1985. 200 p.

HAUSER, p. et autres . Population and the urban future.  
Albany, State University of New York, 1982.  
187 p.

"Initiatives locales et modes de participation urbaine  
en Asie." Les carnets de l'enfance, oct.-  
Déc. 1977. (No thématique)

LACONTE, Pierre. éd. "Changing cities : a challenge to  
planning." The annals of the American  
Academy of Political and Social Scien-  
ces, (451), sept. 1981. (No thématique)

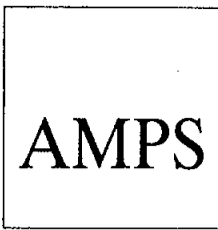
MEIER, Richard L. Urban future observed in the Asian  
third world. New York, Pergamon Press,  
1980. 243 p.

O.C.D.E. Mieux vivre en ville. Paris, 1978. 11 p.

O.C.D.E. Les villes en mutation. Paris, 1983. 2 vol.

PAGES, Michel. La maîtrise de la croissance urbaine.  
Paris, Presses universitaires de France,  
1980. 127 p.

- "Planification socio-urbaine et participation des plus pauvres." Les carnets de l'enfance, (57-58), 1982. (No thématique)
- RAGON, Michel. "Les grands projets architecturaux et urbains." Futuribles, Juil.-août 1982, pp 25-35.
- RENAUD, B. National urbanization policy in developing countries. New York, Oxford University Press, 1981. 183 p.
- SAFA, H.I. Towards a political economy of urbanization in third world countries. Delhi, Oxford University Press, 1982. 315 p.
- SALAS, Rafael. Population and the urban future. New York, United Nations, 1980.
- SCHMIDT, J.L. "Maîtriser l'urbanisation." Les cahiers français, 1974.
- SHAW, R.P. "Migrations et construction de logements : une stratégie pour réorienter les mouvements vers les villes." Revue internationale du travail, 119(4); juil.-août 1980, pp. 501-516.
- TODD, John; TUKEL, George. Reinhabiting cities and towns: designing for sustainability. San Francisco, Calif., Planet Drum Foundation, 1982.
- VICARI, Jacques. Agir sur la ville : essai d'écologie urbaine. Paris, Ed. du Moniteur, 1981. 276 p.



*For a new international order:*

WORLD SOCIAL PROSPECTS ASSOCIATION

First International Social Prospects Week

(Geneva, 5 - 9 November 1984)

THE MEGALOPOLIS OF THE YEAR 2,000 A.D.

WHERE ARE WE HEADED ?

by

Francesco Lamendola

In 1980, Los Angeles had 7,477,657 inhabitants, San Paulo in Brazil 8,732,000, Buenos Aires 9,710,000, Tokyo 11,469,000, New York Newark, New Jersey City 16,120,023 (1). All those fantascientific numbers put us spontaneously a natural question: is the phenomenon of megacities destined to increase indefinitely? will big cities stop their expansion within certain limits, or, on the contrary, are we going towards a planet wholly urbanized towards a single, monstrous whole city? (2) When David Hume published, in 1752, his Political Discourses, he thought there was a law of self-limitation in every urban development and that the number of 700,000 people probably had never been surpassed by an ancient city, neither would it have been in the future. (3) but, today, the conurbation Tokyo-Yokohama has surpassed the number of 21 million inhabitants. (4) What conclusions can we draw from all that? which economic and social expectations and what type of quality of life are reserved for us in the future cities?

#### THE PHENOMEN IS A NEW ONE

A quick survey of urbanization in the ancient world will convince us that the enormous increase of the modern megalopolis represents an historically new, revolutionary phenomenon. It is true that, according to the Old Testament, three days' walking were necessary to cross Nineveh (5), and that, according to Aristotle, when Babylon was taken, one part of the city became acquainted with the fact three days before the rest of the city. (6) But those date are, evidently, related to the metropolitan region and not only to the city itself. Archeological excavations suggest that Babylon, at the time of the Chaldean Dynasty, covered an area of 2,500 acres, that is 10,115 square kilometres, while Nineveh covered an area of 1,850 acres, equal to 7,485 sq. kil. (7)

If we consider then that the houses were mostly single-floored it will be clear that a population comparable with that of today's megalopolis could not live on such areas even including vast outskirts beyond the town walls. For Nineveh, for instance, an authoritative estimation points out that at the time of its maximum splendour, the number of inhabitants was 174,000. (8) That might lead us to think that Babylon did not reach 250,000. The outside walls of Babylon built by Nebuchadnezzar (605,562 B.C) stretched for 18 kilometres (9) therefore were almost equal in length to the perimetre of the walls of Aurelianus in Rome, which was almost 19 kilometres long (10). The architects of Ancient Rome however, had discovered the urban secret of the megalopolis: vertical instead of horizontal development. The height of the buildings (11) allowed such a concentration of people that inside the city walls there remained very wide spaces for horticulture. The Horti Sallustiani for example, covered most of the large area extending from the Sallustian Amphitheatre, Salaria Gate, and the walls. (12) Moreover, we learn from Suetonius (13) that in the huge Domus Aurea of Nero, there were cultivated fields, vineyards, grasslands, game woods. At the time of Augustus, the population of Rome reached at most one million people perhaps. (14) The exaggerated height of the buildings was lowered by law, by Nero after the ruinous fire of 64 A.D (15), after which the decrease in the population itself and the widening of the circling wall as ordered by Aurelianus, made life in the Capital more human.

As to the other large cities of the Ancient World, and all the more so, of the Middle Ages, there is little to say. It seems that

during the third century A.D. Antioch and Alexandria were not more populated than Rome (16). For Constantinople we have no trustworthy figures just as there are none for Indian towns or cities. The first modern city which exceeded one million people, seems to have been London, which in 1821 already had 1,140,000 inhabitants. Paris at that time had more than half that number, while another metropolis which reached one million inhabitants in the year 1800 was Peking. (17). Peking was a city whose planning was still archaic, as it developed horizontally, with an Imperial Park so large that in 1865, the French naturalist Armand David could distinguish a herd of 120 deer of a species unknown until then. (18) London, on the contrary, inaugurated the period of industrial megacities. In 1850 it already exceeded 2,000,000 inhabitants and by 1900 its population exceeded 5 million people. (19)

#### MODIFICATIONS IN TOWN PLANNING

The town planning problems created by the amazing development of industrial megalopolises are enormous; nevertheless, from the technical point of view, one after another, they have all been solved and surpassed. Where the availability of building areas is sufficient, from vertical development there has been a return to the horizontal. From that point of view, Los Angeles, the widest city in the world, has been planned with a culture in mind which stresses individualism. The public transport is insufficient to such a degree that it is impossible to live in the city without a private car (20).

The dimension of unrestrained middle-class individualism prevails and presents greater contrasts just where the availability of space is larger, somewhat as it happened in the towns of the pioneers in the North American prairies in the last century. The buildings arise



in a disorderly, random fashion, according to the requirements of the moment, the only aim being usefulness and maximum advantage. The tall blocks of flats rise domineeringly almost by the side of the small old houses. Chaos in town planning becomes a system and paradoxically it shows a certain proper way of functioning. But if the individual here celebrates his triumph on the dimension of social life, it is difficult to say how far he is truly the master of the situation and at what point he begins rather to become the victim. Winnipeg, in Manitoba, can be taken as the symbol of such a type of town planning (21).

In western towns of ancient history, adaptation to the new functions and dimension of the industrial megalopolis has been, as far as possible, rationalized. The centre of the town has gradually ceased to be a residence area for the native population and has been transformed into a management and business area. The upper and middle classes and even the working class have shifted towards the outskirts: the result being that the latter in the original sense, does not exist any longer. In the last century it was sufficient to pass beyond the city gates, to get out of a metropolis like Petersburg into the open countryside. (22) Nowadays, the concentration of the towns and the development of their suburbs is such that it is hard to say, in the coalfields of the Rhur, for instance, where one town ends and another begins. Demographic pressure is constantly increasing because, in spite of the fall in the birthrate, the migration from the countryside is always considerable. The economic and social life of the towns, thus attacked from the outside, has been deeply troubled. (23)

In striking contrast with the unlimited growth of the suburbs, the old town centers, especially by night, show the perplexing aspect of ghost towns. As a matter of fact, in 1981 Greater London had 6,696,000 inhabitants, but the City numbered only 5,893 people: ten times less than Viterbo, twenty times less than Rouen! (24)

#### OVER-URBANIZATION

The rural exodus and the vast population increases of the towns have resulted in a new phenomenon for which the term "over urbanization" has been coined. (25) A disproportionate percentage of the inhabitants of a region or a State concentrates in the Capital or the nearest industrial metropolis. Rome, for example, currently contains fourth of the population of Central Italy (26). It is outside Europe however, where the trend towards "over-urbanization" is having the most extreme consequences. Out of 2,781,778 inhabitants of Uruguay in 1975, the year of the last census, 1,238,380 dwelt in Montevideo a little more than 44 per cent. The phenomenon, on the other hand, is not limited to relatively small states, such as Uruguay. Argentina, for example, numbered 27,862,771 inhabitants in 1980, 9,710,000 of whom lived in the capital, Buenos Aires, which represents almost one third of the total population, (27) Research on the urban population increase in South America show that the phenomenon has also already started in Santiago, (Chile) Lima, (Peru), Caracas (Venezuela) and almost all the other capitals as well.

Let us consider the case of Lima. In the 1870's its inhabitants represented only 3% of the whole Peruvian population, and in 1925 the figure was still practically stationary at 4%; but by 1958 it had risen to 16% (28). After that year immigration from rural areas has assumed bewildering proportions: the city went from 561,000 inhabitants in 1961, to 2,862 in 1972, and today "Greater Lima", including also Callao, with its  $4\frac{1}{2}$  million inhabitants, already contains 25% of the entire national population (29). Considering that industry and commerce are simply not equipped to offer sufficient jobs for such a large number of immigrants, huge shanty towns called "barriadas" (similar to the favelas of Brazil) have sprung up, spreading as far as the eye can see.

What, then, attracts such large numbers of the future unemployed, from the villages of the coastline, from the "Sierra", the "Montana", the pre-Amazonian forest of the Andes? It is evidently a phenomenon whose origins are not economic, but cultural. The crowds of farm workers who incessantly and hopelessly assail the big cities are attracted by a cultural pattern which has nothing to do with their traditions. They have accepted that new pattern, but it does not mean that they can carry it out. (30) Their cultural genocide is not compensated for at all by the attainment of a minimum level of economic welfare: thus, the most degrading indigence adds its effects to those of a brutal acculturation. There is no ransom for the Goias farm worker whose bed, every night, is a pavement of Rio de Janeiro, nor for the Bengali farm worker who sleeps in the streets of Calcutta. The fact that the aim of economic betterment has proved to be tragically deceptive for so many of them, is yet not enough to deject more and more new immigrants.

On the contrary, it has been observed that exactly those continents such as southern Asia and Africa where the index of urbanization is lowest, are those where over-urbanization is highest. (31) It appears as if often the middle sized towns were skipped by the migratory stream. It is directed almost exclusively towards the big towns, which seem to exert an irresistible charm. Everywhere in Cairo just as in Singapore, or Bogota or Lagos that charm makes economic, social and moral situations almost unbearable.

As has been seen, the trend towards over-urbanization is common on all the built up areas of the western world, but it shows the most marked and most alarming aspects in the countries of the Third World. In the towns of eastern Europe, of the Soviet Union and in those of the People's Republic of China, however, the phenomenon has occurred only on a much smaller scale. It is true that Moscow experienced a powerful in-migration from the country in the 1920's and even afterwards (32); as a matter of fact, the housing problem is still chronic there, particularly as regards young married couples. But it cannot be denied that to some extent, a rational solution for the problem has been found, in spite of objective difficulties in both the town planning and socioeconomic aspects. The two ideological forces - the socialist and the capitalistic - have come face to face with each other - in the case of the two Berlins, or the case of Hong Kong and Canton and the contrast is striking. The Socialist Countries have had a certain success rendering life in the megalopolis more egalitarian although at a price, which, in the Western World, would be considered unacceptable.

The problem of these modern megalopolises cannot however be interpreted simply in economic terms. To some extent also it is a question of cultural choices. Once again, the demonstration comes from the Third World where the western model has been adopted, often in a simplistically imitative form, which has perpetuated and worsened the contradictions, without the compensation of economic profit. In Manila the same urban and social ills can be observed as are found in Chicago, Hamburg or Milan. Nevertheless, there is no industrial hinterland to explain the phenomenon. There is only an unreasonable partiality for imported patterns, or economic and cultural planning which have already demonstrated their frailty in their countries of origin. The culture of consumption has convinced the Peruvian, Nigerian, Phillipine farm workers that their former way of life was no longer tolerable, and it has whirled them away towards Lima, Lagos, Manila, like moths towards a candle.

#### CONCLUSIONS AND FUTURE PROSPECTS

Throughout history the towns have always had a pull effect due to their capacity to synthesize economic and spiritual energies. On the other hand, a town is capable of producing culture only as far as it keeps a dialectical connection with the country. That for centuries, has been the great role of Paris. Therefore, all the Europeans see her as their Mecca, as the cradle of their civilization. But if the interlocutor of the town is annulled, if the country disappears as it flows into the town itself, the creative relationship is broken. The town is unable to assimilate

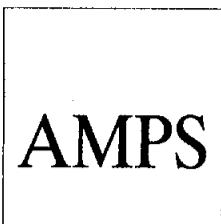
an influx only up to a certain point. Whenever the limit is surpassed, the town deteriorates. And it is not only the favelas of Rio de Janeiro, or the *barriadas* of Lima or the *bidonvilles* around Johannesburg which pay the price of assimilation, but the town as a whole which suffers. It is necessary, therefore, to check the unlimited development of the industrial megalopolis which is leading us towards degradation and barbarism. The first condition for averting the danger consists of becoming conscious of its seriousness and immediacy. (33) We have considered that the roots of the phenomenon are not only economic but also cultural. It is therefore necessary first of all to detect the earliest signs of over urbanization. It consists of a life style devoted to consumption, to initiative, to individualism, and does not always distinguish between "development" and "progress" (34). Every new measure, either political or economic, must therefore reject too great an emphasis on consumption but must seek fulfilment and renewal of the human being (35) To achieve this it is necessary to re-invent economics and create a society with a proper concern for the poor and their poverty and which provides adequate social welfare services (36). At present, society has a tendency to stress commercial competition as one of the strongest stimuli of civilization. However, too much emphasis on competition can lead to an unconcern with social tissue, which is detrimental to society as a whole (38). In getting down to work, we shall have to make important choices without ever losing sight of the end: the re-humanization of life. It is necessary to remember that politics as well as economics and culture itself, are only means to an end, and that end is man himself.

## BIBLIOGRAPH AND NOTES

- (1) Calendario Atlante De Agostini, Novara, De Agostini, 1984. In all the cases quoted, the population refers to the whole built-up area and not only to the Centre of the town.
- (2) P.L. BERETTA, Aspetti e caratteri dell'urbanesimo nel continente sud-americano, in L'Universo, Firenze, Istituto Geografico Militare, marzo-aprile 1967, pp.265-66.
- (3) D. HUME, Sulla popolosità delle nazioni antiche, in Discorsi politici, Torino, Boringhieri, 1969, pp.217-18.
- (4) Enciclopedia Europea, Milano, Garzanti, 1981, vol. 11, p.306, III4-15.
- (5) JONAH, 3, 3 and following.
- (6) ARISTOTLE, Politics, III; and HERODOTUS, I, 191.
- (7) A.L. OPPENHEIM, L'antica Mesopotamia, Roma, Newton Compton, 1980, p.130.
- (8) See A. PARROT, Ninive e l'Antico Testamento, Roma, Ed. Paoline, 1972, p.70.
- (9) A. PARROT, Babilonia e l'Antico Testamento, Roma, Ed. Paoline, 1973, p.15.
- (10) M. A. LEVI, L'Impero Romano, Milano, Il Saggiatore, 1967, vol. III, p. 917.
- (11) JUVENAL, Satire III, Verses 269-272.
- (12) Cf. G. LUGLI, Pianta di Roma antica, scale ~~1~~ 1:10.000, Roma, G. Bardi, undated.
- (13) SUETONIUS, Vita Neronis, Chapter 31.
- (14) Dizionario di Antichità Classiche di Oxford, Roma, Ed. Paoline, 1981, vol. 2, p. 1704.
- (15) TACITUS, Annales, XV, 43.
- (16) HERODIANUS, IV, 5.
- (17) G. ANKERL, Rapide urbanisation dans le tiers monde et plus particulièrement en Afrique tropicale, in Travail et Société, Genève, Juillet-Septembre 1983, p. 299.
- (18) H.W. SMOLIK, Enciclopedia illustrata degli animali, Milano, Feltrinelli, 1982, pp. 194-195.
- (19) G. ANKERL, quoted, p. 299.

- (20) Private transport and house rental are the heaviest items, after food expenses in the family budget typical of the western world. Statistical date 1982 for Italy. Corriere della Sera of 18.2.84, showed that the average family budgeted 16.6% for rent and 13.5% for transportation, total 30.1.
- (21) C. Wassermann, Il Canada, Milano, Garzanti 1961, page 75.
- (22) F. DOSTOEVSKI, Le notti bianche, Milano, Fabbri, 1968, p. 19. In 1848 Petersburg was still, and partly it is also to-day, a western-like metropolis.
- (23) C. MUSCARÁ, La società sradicata, Milano, F. Angeli, 1976, p. 93.
- (24) Calendario Atlante De Agostini, 1984, quoted, p.184,71,157.
- (25) G. ANKERL, quoted, pp. 303-304.
- (26) G. MUSCARÁ, quoted, p. 93.
- (27) Calendario Atlante De Agostini, 1984, quoted, p.653, 609.
- (28) P. L. BERETTA, quoted, p. 277.
- (29) Enciclopedia Europea, quoted, vol. 6, p. 905.
- (30) P. P. PASOLINI, Scritti corsari, Milano, Garzanti, 1981, p. 29.
- (31) G. ANKERL, quoted, pp. 302-303.
- ~~The~~ The population of Moscow, fallen from 1,800,000 in 1914 to less than one million in 1920 owing to famine and Civil War, arose again to two millions in 1926, over four millions in 1939, 6,500,000 in 1959, 7,061,000 in 1970, 8,202,000 in 1983. Cf. Enciclopedia Europea, quoted, vol. 7, p.817, e Calendario Atlante De Agostini, 1971, p.266, and 1984, p. 273.
- (33) J. Huizinga La crisi della civiltà, Torino, Einaudi, 1978 p.4
- (34) P.P. Pasolini quoted, pp. 215-219
- (35) L. Mumford, La condizione dell'uomo, Milano, Bompiani 1977 Vol.2, p. 513
- (36) A. Tévoédjré La povertà, ricchezza dei popoli Bologna,Ed. Missionaria Italy, 1979, p.88.





SIPS. 1/17  
Novembre 1984

*Pour un nouvel ordre international:*

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale de  
prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

COMMUNICATION DE M. EMILIO LUISONI

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

COMMUNICATION DE : EMILIO LUISONI, ARCHITECTE

à la 1ère semaine Internationale de Perspective Sociale-Genève 5-9.X.84 sur  
le thème :

L'EXPLOSION URBAINE . CHAOS OU MAITRISE ?

Mesdames,  
Messieurs,

Sur ce thème, beaucoup a déjà été dit, mais les résultats sont bien minces.  
Le chaos, hélas, l'emporte presque partout.

Ceci explique pourquoi, bien que invité par Monsieur Albert TEVOEDJRE,  
j'hésite à émettre quelques réflexions.

Praticien de l'habitat social, à force de mesurer la distance entre le  
souhaitable et le possible, j'en viens à préférer le silence.

Je dirai même qu'il y a de quoi sombrer dans un pessimisme noir.

Mais, peut-être parce que bâtisseur, j'y échappe.

Un optimisme (tragique) finit malgré tout par l'emporter chez moi.

Je partage cette pensée de l'écologiste René DUBOS. "Pensons globalement,  
agissons localement".

Je peux encore préciser que ma réflexion tourne autour de quelques critères  
communs au socialisme démocratique, et à l'écologie, à savoir :

- long terme
- qualité
- humanisme
- antitechnocratie
- décentralisation.

J'y reviendrai plus loin.

Ici, pour être concret, je me permettrai de signaler d'abord quelques pro-  
grammes auxquels j'ai participé, dont le sens et les résultats laissent  
entrevoir quelques pistes possibles pour maîtriser le chaos.

./...

1970 - 1980

Ville de Genève - Quartier des Grottes

La "pensée DOMINANTE" est pour sa destruction.

Le quartier n'est pas historique, ne mérite aucune action de sauvegarde. Il faut rentabiliser le terrain, donc prévoir une haute densité habitants-hectares. Au passage, un petit groupe de spéculateurs pense bien en tirer un profit.

La "pensée d'une MINORITE" dont je fais partie en tant que coauteur d'une des propositions urbanistiques, estime ce quartier aussi historique qu'un autre.

Préconise le respect, et refusant la table rase, propose une rénovation. Les habitants sont invités à prendre le relais et à se défendre.

Ils le prennent, l'affrontement a lieu. Les tenants de la destruction sont battus. Le quartier est sauvé.

Depuis ce choc, l'urbanisme à Genève ne sera plus comme avant. Dans bien des villes d'Europe, à la même époque, se produisent des séquences similaires. L'homme, et non le profit, est au centre de la réflexion. Le droit d'usage doit l'emporter sur le droit de propriété.

1976 - 1984

Amérique Latine

Ici, la croissance urbaine continuera. Les zones rurales se vident. Le reflux constaté dans les grandes villes européennes n'est pas pour demain.

Tout le monde cite l'exemple de Mexico. 1,7 millions il y a 40 ans, 17 millions aujourd'hui, une trentaine en l'an 2000.

Dans ce continent, un très grand pourcentage de la population non seulement bâtit son toit par autoconstruction directe, mais de plus, participe à l'équipement social du quartier qu'elle arrivera, tant bien que mal, après 5, 10, voir 20 ans d'installations précaires, à doter du minimum vital.

En Amérique latine, les universités forment d'excellents techniciens, ingénieurs et architectes. Seule une minorité de citoyens (20-40 %) pourra bénéficier de leurs compétences. Mais ces compétences sont inaptées à résoudre les problèmes du plus grand nombre.

Enfin, pour compléter le paradoxe, beaucoup de ces bons professionnels finiront, faute de travail, chauffeurs de taxis !

1976 - 1982

Pérou

Dans la zone des Andes centrales, le système de servage a duré jusqu'en 1968. Les paysans travaillaient gratuitement 3 à 4 jours par semaine sur la terre du patron. L'exode rural vers les villes de la côte était, et continue, à être très important.

J'ai participé, dans les vallées de Huayla et Conchucos, à un projet de développement microrégional intégré. C'est une "stratégie de développement" qui associe étroitement la population à chaque stade du programme. Conception, exécution, évaluation.

La micro-région (500-2000 km<sup>2</sup>) est un bon champs pour permettre d'intégrer avec logique la santé, stimulation infantile, éducation pour adultes, agence agraire, production, infrastructures diverses. Les besoins vitaux de la famille et la communauté sont perceptibles par tous. Il suffit de savoir écouter pour avoir non seulement le diagnostic, mais déjà une bonne partie des solutions.

Le plus difficile sera l'adéquation entre la logique et les programmes des Ministères et les réalités locales.

L'exécution s'appuyera sur l'organisation communale et les groupes de base qui existent partout.

On constate que pour rompre la méfiance instinctive et justifiée des populations, il faut commencer par les programmes de santé en s'appuyant sur l'éducation (qui dans presque tous les pays, est le service le mieux implanté), puis pousser l'intégration de la production et l'assainissement de l'habitat.

./...

Dès le début, un grand effort est réalisé dans la formation de promoteurs de la zone (puériculture, santé, agriculture, artisanat.)

Sortir les microrégions de leur isolement, les doter de services vitaux indispensables, former du personnel local, c'est l'approche la plus logique et la moins coûteuse pour freiner l'exode rurale.

1983 -

#### Nord Pérou

Les inondations et les pluies diluviennes inhabituelles pour la région, laissent quelques 300'000 habitants sans abri.

#### Colombie - Ville de Popayan

Un tremblement de terre pousse 25000 petites-gens hors des murs. Mais à Lima, Chimbote, ou Trujillo,

à Bogota, Medellin ou Cali, la catastrophe est permanente.

Elle n'a pas besoin ni d'inondations, ni de séismes pour exister.

Je participe à deux projets de restructuration de l'habitat avec des groupes locaux qui essaient de promouvoir un processus basé sur quelques idées force, à savoir :

- privilégier l'utilisation des matériaux locaux
- favoriser et orienter toutes les forces culturelles et techniques
- promouvoir la santé préventive et la culture
- promouvoir la formation et le travail
- viser des solutions novatrices et de qualité dans tous les domaines, urbanistique et architectural en particulier.

Dans quelques années, on mesurera les résultats. Mais je connais d'autres groupes qui travaillent dans cette direction, non seulement dans ce continent, mais en Afrique et en Asie, et qui peuvent se réjouir déjà de résultats significatifs.

./...

Je me suis permis de signaler ces projets simplement pour expliquer mon "agir localement" cher à René DUBOS.

Au sujet du "pensons globalement" du même auteur, je me permets ici de reprendre ma réflexion.

Pour moi, le chaos n'est pas spécifique à l'explosion urbaine. Il est reflet de ce qui se passe dans bien d'autres domaines, dont l'explosion urbaine n'est qu'un des aspects.

Cette perception plus globale, désignée aussi par commodité, sous le nom de "crise", touche à des degrés divers, l'ensemble des pays.

Elle mérite une lecture à plusieurs niveaux, mais de fait, hélas, on privilégie un discours économique réducteur.

Je constate une dissymétrie entre la logique du CAPITAL qui agit au niveau mondial (transnationales), celle des ETATS-NATIONS, et leur classe dominante, corsetée dans des frontières parfois arbitraires et les besoins vitaux des COLLECTIVITES LOCALES.

Trois logiques qui s'affrontent aux intérêts divergents apparemment inconciliables.

Je ne vois pas, pour le moment, de solutions concertées.

Alors, faut-il baisser les bras ? Ce n'est pas possible.

La solution du pire dessert toujours les plus démunis.

Je crois que le moment est venu de préconiser dans ce domaine aussi,

#### LA DESOBEISSANCE CIVILE.

J'emploie ce terme, faute de mieux, et lui garde quelques uns des sens Gandhiens, tels

- . la non violence
- . la vertu d'une certaine "pauvreté"
- . la libération des forces créatrices et de résistance populaires.

Elle seule est capable d'expérimenter non une, mais mille solutions.

Seule elle, me semble à même d'éviter la tentation du PLUS D'ETAT (qui finit toujours dans le "goulag"), ou le MOINS D'ETAT néo-libéral (qui favorise le plus fort et laisse les petits pour compte).

./...

N'oublions pas que l'habitat est le lieu privilégié où l'homme, s'il peut conserver sa faculté d'acteur, se bâtit en bâtissant.

Or, pour des millions d'êtres humains en ce moment, il faut en convenir

HABITAT = GUERRE

Je ne pense même pas aux lieux où la guerre est chaude, mais aux innombrables et anonymes entassements humains, où sévit

- promiscuité
- anonymat
- chômage
- insécurité
- pollution
- faim
- peur

..... LE CHAOS.

Je pense aussi aux autres groupes humains des zones rurales, privés des infrastructures sociales minimales qui vont grossir les villes et bouclent le cercle infernal du CHAOS.... comme une fatalité.

Depuis cette tribune, dans ce lieu prédestiné qu'est GENEVE, lançons le mot d'ordre

HABITAT = PAIX

Belle utopie ! dira-t-on, et pourtant...

- moins abstraite qu'une idéologie
- plus concrète par rapport aux besoins essentiels
- plus conviviale
- plus accessible aux communautés locales qui sauront trouver des solutions alternatives.

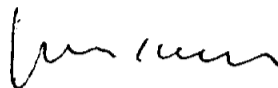
Pour agir, ces communautés n'attendront plus d'être en règle avec la logique du CAPITAL ou de l'ETAT.

Pour réussir, elles n'auront pas recours aux solutions lourdes de la TECHNOCRATIE.

Utopie ! A voir.

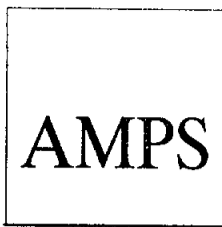
./...

En ce temps de parapluies nucléaires, ruptures écologiques, tensions entretenues, seules des utopies à visage humain, même si terriblement fragiles, auront quelques chances d'ouvrir des brèches vers un futur où la vie sera encore possible..... au SUD..... comme au NORD.



30. 06. 1984





SIPS. 1/20  
Novembre 1984

*Pour un nouvel ordre international:*

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale de  
prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

LES CONSEQUENCES SOCIALES D'UNE URBANISATION  
RAPIDE

par Mme Aissata Kane

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

Madame Aïssata Kane

I. Les principales causes de l'urbanisation

1°) L'identification tribale. Pour s'identifier, se marquer, réserver les liens entre les membres d'une même tribu et garder tous les ressortissants dans un groupe les populations se fixent, fondent un village ou les originaires de cette même tribu viennent habiter. Le village porte le nom du fondateur, souvent le patriarche doyen d'âge, ou le plus grand savant de la tribu, le chef ou bien le nom de la tribu elle-même, ou le fleuve, la forêt ou la montagne à la proximité ou encore le qualificatif du site (plaine, creux, baie, courbe du fleuve, source, etc...).

2°) L'administration coloniale : la puissance coloniale après la conquête totale des pays devenus ses territoires a créé ou agrandi les villages en villes en incitant les populations à venir s'y fixer :

a) Pour donner à la localité l'aspect d'une ville par le nombre des habitants et des habitats.

b) Pour assurer la sécurité et la défense des colons méfiants à l'égard des populations soumises à leur autorité.

c) Pour les besoins des services subalternes de l'administration et de la production (plantons, balayeurs, commis domestiques, jardiniers).

d) Pour être main d'oeuvre sur les chantiers de construction et les lieux de débarquement ou de chargement des marchandises.

e) Pour le recrutement des soldats, gardes ou gendarmes, etc..

f) Pour symboliser la colonisation, la pacification et la souveraineté sur le territoire.

3°) L'éclatement du système traditionnel : Des populations qui ont refusé d'être désormais main d'oeuvre servile au service aveuglé d'un maître sont aussi parties s'installer dans les villes ou elles ont fondé leur propre village changeant ainsi de condition.

4°) L'ère de l'indépendance : L'accession des pays à l'indépendance a déclenché un désir de changement en premier celui de la localité espérant changer en même temps de catégorie sociale et avoir donc une vie aux conditions meilleures passant rapidement de rural à urbain sans transition.

5°) La Sécheresse et la Dégradation de l'Economie Rurale :

La sécheresse a eu pour conséquences néfastes la suppression de toutes les activités rurales : le cheptel anéanti, le terrain de culture asséché, les puits et les points d'eau taris. Les populations face à ce désastre ont fui les campagnes pour s'installer hâtivement à la périphérie des villes, et recevoir les secours.

La production des ruraux s'est également détériorée, les consommateurs attachent peu d'intérêt aux produits naturels, préférant souvent ceux importés.

Par ailleurs les prix à l'exportation n'enrichissent pas le producteur à cause des intermédiaires nombreux concernés par cet achat.

6°) L'attrait des villes : la beauté, les éclairages, les actions de modernités et les effets bienfaiteurs des progrès scientifiques et technologiques ont incité les ruraux à venir en ville.

## II. L'urbanisation et les conséquences

Ainsi les villes se sont formées hâtivement sans planification et souvent sans plan précis. Les conséquences sont :

a) le contraste : c'est le contraste entre les quartiers eux-mêmes ou entre les habitats d'un même quartier tandis qu'à côté voisinent avec de belles villas et immeubles modernes ce qui faussent l'harmonie de la cité.

b) le déplacement : le déguerpissement des populations malgré eux de leur quartier pour être installés de force ailleurs. L'état ayant donné une affectation à ces lieux pour rétablir une certaine harmonie de la ville.

c) concentration malsaine : les populations sont installées sur des terrains au hasard, terrains malsains et impropres très souvent à l'habitat humain (terre salée - sablonneuse - anciens dépotoirs - proximité des cimetières ou anciens emplacement campement et chantiers industriels évacués après les travaux).

d) l'insuffisance de la superficie : Des parcelles sont attribuées aux familles, parcelles de superficie identique, qui tiennent compte d'aucun critère que celui du placement immédiat d'où l'étroitesse des habitations mettant les occupants dans des conditions infectes.

e) Le manque d'encadrement : livrées à elles mêmes les populations surtout jeunes se créent des activités malsaines (banditisme - alcoolisme, drogue, vol, prostitution) ce qui fait dire que le pourcentage dans cette catégorie de délits est très importants chez ces populations.

f) Les pénuries : le surpeuplement des villes créées, les pénuries périodiques de ravitaillement et la perturbation de la fourniture d'eau et d'électricité. Ces pénuries affectent le moral de toutes les populations et mettent les états dans une situation de crise quasi perpétuelle.

g) Les surcharges : A cause de l'excès de populations non tenues en compte il y a partout des perturbations qui baissent le rendement et l'efficacité des institutions.

1 - Les Classes surchargées : les écoles sont bourrées d'enfants d'âge scolaire, les classes contiennent le double de leur capacité normale.

	Nombre initial	Nombre actuel
Cours préparatoires	55	100 Elèves
Cours élémentaires	45	80 Elèves
Cours moyens	35	70 Elèves.

2 - Les dispensaires surchargés : Ils sont envahis, d'où le grand découragement du personnel, incapable de donner à tous la satisfaction en les soignant convenablement, face à des insuffisances de tout ordre (médicaments - matériel de soins - personnel - salles).

3. Les moyens de transports surchargés : Les transports publics sont insuffisants pour véhiculer toutes les populations dans leur déplacement dont certains sont vitaux (courses dispensaires-écoles -voyages). Elles se groupent aux arrêts de bus ou de taxi occasionnant des embouteillages causes d'accidents, d'énervements, de bagarre et occasion propice aux actes de banditisme (vol- railleries - brutalité par exemple ) ;

h) l'absence de salubrité : Les familles, la volaille et bétail cohabitent sur une même ère d'habitation, il s'en dégage une atmosphère de malpropreté inadmissible pour les êtres humains, contrairement à la zone rurale où l'espace suffisant permet une nette séparation des parcs de bétail, de poulailler et de la demeure des personnes ;

i) l'assainissement : aucun système d'évacuation des eaux sales n'est prévu. Les débris ménagers et les objets hors usage sont déversés ou entassés partout à l'intérieur des parcelles ou à proximité. L'assainissement n'existe pas ;

j) La pollution : l'air pur favorable à la bonne santé surtout pour une population très vulnérable est pollué, et dégage des odeurs malsaines et âcres des cuisines de toutes sortes en plein air des matières fécales et eaux pourries dans des fosses mal fermées ;

k) encombrement des voies de circulation : les passages entre les habitations s'il y a passage sont étroits et encombrés, ce qui prive les populations de l'aération indispensable. En plus en cas d'incendie cela favorise la propagation rapide du sinistre.

+

+

+

.../...

### III. Les problèmes sociaux:

#### A. L'état moral des populations

Ces populations sont très souvent aigries, démoralisées et abouliques. Les difficultés quotidiennes, l'indifférence des autres et les insuffisances de toutes sortes en sont la cause.

a) Des populations aigries: Elles rejettent irrationnellement les causes de leur malheureuse situation sur les autres compatriotes nantis, et souvent envers eux elles nourrissent de très mauvaises intentions et des sentiments de méchanceté traduits par des vols, des agressions, du chahut et les refus de voter pour ceux qu'ils connaissent, la médisance. Elles sont promptes à l'énervement prêtes à toutes les bagarres sans motif valable d'où les fréquentes prises avec la police et les autorités.

Elles ont la mentalité d'étrangers dans leur propres pays et se comportent avec les autorités administratives comme avec celles de l'époque coloniale.

b) Des populations démoralisées: Elles sont mornes, tristes, hypersensibles, abattues à la moindre émotion, très sensibles et désespérées aux difficultés. Elles perdent le temps, parce qu'elles n'ont pas la perspicacité de trouver rapidement la solution d'une petite difficulté de ménage, de scolarité, de déplacement ou la voie à suivre pour le règlement d'un problème. Elles n'opposent aucune résistance aux événements.

c) Des populations abouliques: Certaines personnes sont abouliques atteintes d'une absence morbide de volonté. Elles n'ont envie de rien entreprendre, se réfugient dans une fatalité qui les immerge dans la léthargie. Elles attendent tout des autres: les dons, charité, distribution gratuite. Elles se retranchent derrière un fanatisme religieux générateur d'une résignation de la situation de misérable de nécessiteux, ayant perdu le goût de toute activité susceptible de réhausser les niveaux économiques et culturels. Elles sont arrivées en ville déshéritées, elles vivent déshéritées dans leur quasitotalité.

#### B. Les difficultés quotidiennes

Les populations déshéritées, attirées par la ville sont après leur installation très déçues. Elles s'aperçoivent très vite que la vie en ville pour un individu sans moyen financier et sans travail rémunéré ou source de revenu est une vie de détresse, de misère et de tracasseries journalières. La ville n'est pas forcément l'occasion d'une promotion, comme à l'exemple des premières populations venues des campagnes dont les hommes furent des manoeuvres bien payés des chantiers de l'indépendance (immeubles administratifs ou privés - villa - route - port - aéroport) et des infrastructures industrielles. Ces manoeuvres deviennent la main d'oeuvre spécialisée, ouvriers efficaces des cités, agents efficaces de leur développement et de leur entretien.

Par contre les populations arrivées en grand nombre n'ont pas bénéficié de cette chance. Elles sont aigries, démoralisées, abouliques, désœuvrées parce que mal logées, mal vêtues, mal nourries, mal scolarisées, mal soignées, mal insérées dans le cadre urbain et mal ravitaillées en eau et en énergie.

1. Mal logées - l'habitat: les habitations sont mal situées, faites avec des débris de toutes sortes (tôle, fer, bois, cartons) ramassés au hasard des poubelles.

L'aspect physique: c'est une image vivante de la désolation traduisant les conditions de vie à l'intérieur y ajouté l'exiguïté des lieux, l'insalubrité et la malpropreté.

L'aspect humain: les habitants sont malades, des adultes amaigris et des enfants décharnés tenaillés par la sous-alimentation victimes malheureuses de la malnutrition, et proie facile des maladies endémiques.

2. Mal vêtues - l'habillement: l'habillement de ces populations haillons ramassés, mendiés, constituent le prototype de la misère et symbolise les insuffisances de ces familles. En plus de l'état des habits il faut y ajouter leur anadaptation aux intempéries, le froid et le vent notamment d'où toutes les maladies pulmonaires et des complications gastriques dues au refroidissement.

3. Mal nourries - l'alimentation: la nourriture est insuffisante en quantité, la ration alimentaire quotidienne est loin d'être atteinte. L'organisme ressent les conséquences qui se traduisent par la vulnérabilité aux microbes et les maladies de carence en vitamines et calories. La nourriture est toujours à base de céréales ou de tubercules (si ce n'est du pain sec). Les éléments nutritifs complémentaires sont rares par ce que vendus chers (viande - poisson). L'absence d'éducation nutritionnelle contribue à la mauvaise alimentation ne sachant utiliser et doser les denrées disponibles (feuille naturelle - haricots par exemple). Par ailleurs les denrées mal conservées pourrissent ce qui crée les pénuries pendant une période de l'année.

4. Mal scolarisées - l'école: l'école est loin pour ces populations de remplir sa mission sociale.

a) Les écoles périphériques: leur enfants vont dans les écoles des périphériques ou les conditions sont moins favorables à un enseignement de qualité: classe pléthorique - mauvais matériels, maîtres sans qualification, etc..

b) Les écoles du centre-ville:

Leur enfants fréquentent les écoles du centre de la ville ou ils se retrouvent avec les enfants de bourgeois citadins, bien habillés, bien nourris, venus à l'école sans fatigue parce que transportés par une voiture ou après une courte distance de marche.

Par contre les enfants des populations économiquement faibles qui sont dans ces écoles ne profitent pas de la qualité de cet enseignement. Ils arrivent en classe en retard, souvent affamés après avoir parcouru une longue distance. Ils n'ont pas à la maison aussi les mêmes conditions de travail (éclairage - bureau de travail - calme requis, etc...)

c) L'arrêt de la scolarité: Leur enfants arrêtent les études au bout de quelques années pour chercher un travail rémunéré afin de faire face aux besoins personnels et familiaux. A cela il faut ajouter les inconvénients de l'inadaptation du programme, le coût de la scolarité, la durée trop longue des études, l'éloignement des écoles secondaires et supérieures, la dure compétition aux examens et la concurrence déloyale des enfants riches, et pourvus de facilités, le coût de la scolarité qui comprend l'absence de contribution aux travaux, les frais de scolarité, etc..

5. Mal soignées - les soins de santé: les centres médicaux sont très éloignés des habitations - le malade a beaucoup de difficultés pour s'y rendre - le moyen de transport est payé et cher pour lui. et ses accompagnateurs. Par ailleurs l'attente est très longue, à cause du grand nombre de malades. Le médecin et son équipe ont des horaires fixés, ils s'arrêtent et renvoient les malades à une autre fois - ce qui occasionne quelques fois plusieurs déplacements sans être consultés ou le spectacle de malades accouchées à même le sol. Par ailleurs aussi les médicaments sont limités dans une ration journalière et la gratuité de leur distribution est quotidienne ce qui oblige le malade à venir tous les jours chercher ses médicaments. Si non il leur est remis une ordonnance donc le coût élevé n'est pas à leur portée. Ceci explique l'inefficacité des traitements sur leur organisme. Il y a le système d'hospitalisation qui évite les déplacements et met à l'abris de l'ordonnance. Cependant la vie dans un hôpital n'est pas favorable à leur bon moral. C'est l'isolement, la solitude et un milieu de techniciens vêtus de blanc, couleur du linceul aux gestes et langage ésotériques n'ayant de rapport avec le malade que l'administration des doses journalières de comprimés, de potion ou de piqûres. En plus il faut y ajouter le menu alimentaire inadapté ainsi que la manière de manger et l'installation des malades (bâtiment étage - chambre sans aération - literies).

6. Mal insérées - la situation de citoyens de seconde zone:

Ces populations sont regroupées dans les zones périphériques par la force - intentionnellement ou non comme s'il s'agissait des parias ou des groupes relégués. Elles subissent toutes les décisions même celles qui les concernent sans être consultées. Elles sont déplacées plusieurs fois pour la récupération des terrains propriété de l'état ou des privés. Elles sont associées rarement aux activités citadines sauf les accueils populaires et les marches militantes. Leur habitations ne sont pas insérées dans le plan de la ville, d'où le désordre des installations.

7. Mal ravitaillées en eau - l'eau de boisson: l'eau source de vie est pour eux source de problèmes, tracas et maladies.

a) Difficultés de ravitaillement: l'eau n'est pas à l'état naturel comme dans les campagnes, elle est propriété des autorités. Elle est vendue à la borne fontaine, et transporté péniblement dans les demeures. Elle fait quelque fois l'objet de spéculation:

Exemple 4 UM (0,4 FF) le fut de 200 l prix à la borne fontaine  
2 UM (0,2 FF) par bassine  
1 UM (0,1 FF) le seau

Les revendeurs: vendeurs d'eau à domicile  
40 UM (4 FF) le fut de 200 l  
20 UM (2 FF) la bassine  
10 UM (1 FF) le seau

Les particuliers vendeurs d'eau à partir de leur robinet privé:  
20 UM le fut de 200 l

Certaines familles démunies totalement payent just'à 1 200 UM (120 FF) par mois pour la consommation en eau. C'est une somme importante pour des personnes sans revenus.

L'état de l'eau: rare et chère, elle est aussi malsaine, parce que stockée dans des futs ou autres recipients impropres à la conservation d'une eau. C'est pourquoi elle est polluée et favorise des diarrhées et autres maladies intestinales. L'eau subit les variations climatiques, elle est froide ou chaude suivant le temps qu'il fait. La mauvaise conservation la colore et lui donne une mauvaise odeur quelques fois.

Mal approvisionnées en énergie: une des merveilles de la ville est le spectacle fascinant de l'éclairage et la facilité des activités de production et d'entretien de la vie. Or les quartiers de ces populations sont sans éclairage, et les combustibles pour la cuisson des aliments pas à la portée de toutes les familles. L'obscurité nocturne favorise les actes de banditisme de vols et prostitution notamment. Les femmes font la cuisine péniblement utilisant tous les débris inflammables (bois, résidus industriels, cartons, etc..). Le charbon et le bois coûtent chers (ex 10 UM le kg soit 1 FF à raison de 2 kg par jour soit 2 FF). Cette somme est énorme pour des personnes sans ressources qui doivent faire face à d'autres dépenses.

#### IV. Solution au problème de l'urbanisation

##### ↑ - fixation et maintien des populations

La meilleure solution est de fixer les populations dans les campagnes en les maintenant dans leur milieu naturel de loin plus salubres et plus sain sur leur moral, par l'amélioration des conditions de vie.



- La création et le développement des travaux ruraux (agriculture, élevage, pêche traditionnelle, production artisanale, etc.).

- L'allègement des corvées domestiques par la mécanisation des travaux agricoles et les méthodes de puisage d'eau de pilage des céréales, de transport du bois, etc..

- L'installation en zone rurale: des dispensaires, des écoles efficaces et autres infrastructures de progrès.

- La décentralisation de l'administration pour faciliter le contact avec les administrés et permettre la solution des problèmes et l'établissement des pièces requises, symbole de citoyenneté (acte de naissance, carte d'identité, acte de mariage, etc.).

- La réhabilitation morale des citoyens ruraux: En mettant l'accent sur: l'importance de leur rôle dans la vie de la nation à toutes les occasions pour le maintien de notre personnalité et le refus d'assimilation.

En revalorisant leur production en leur accordant la priorité dans notre consommation.

En réhabilitant leur connaissance dans tous les domaines (médecine pharmacopée - tenue traditionnelle - pratiques compatibles avec le progrès).

En les consultant pour toutes les décisions qui les concernent (project agriculture, création école - dispensaires - passage route, etc.).

En considérant leur avis sur les changements qu'ils ont voulu faire opérer à leur milieu ou à leurs pratiques.

En soulignant les bien faits de la vie en milieu rural - pour la dignité, la salubrité, l'honneur de nos nations, et la bonne santé morale et physique de nos enfants.

## B. L'encadrement et l'organisation des populations victimes de l'exode.

Certaines populations sont fixées définitivement. Les villes désormais doivent composer avec elles. Il faut les encadrer et les organiser en vue de l'amélioration des conditions de vie.

### 1. Le travail et la production

- Des campagnes de reconversion des mentalités en faveur du développement (travail - production - épargne - économie domestique - utilisation rationnelle des matériaux énergétiques, etc.).

- La création de travail productif dont la vente des produits procure de l'argent indispensable à l'entretien des familles; ex: opération maraîchères avicoles et petits élevages - artisanat, etc.

- La création d'atelier de couture et de tricot pour la confection d'habits - la suppression des taxes et droits de douanes sur les productions rurales et matériel à usage agricole, artisanales, etc.

- La création et l'essor des industries utilisatrices d'une forte main d'oeuvre.

- La distribution du matériel rudimentaire pour la pratique des métiers.

## 2. La formation et l'éducation:

La formation de petits métiers de tailleurs, coiffeurs, réparateurs de toutes sortes, restaurateurs.

- la création d'écoles primaires et secondaires bien tenues dans les quartiers périphériques.

- L'installation de centres de loisirs (salle de théâtre - cinéma - parcs de jeux, etc.

L'éducation civique: le citoyen, ses droits, devoirs et les formalités administratives relatives à la scolarité des enfants - l'établissement de pièces d'état-civil et autres.

-La mise en place de structures d'encadrement, d'éducation et d'animation.

## 3. L'Habitat - l'habillement et l'eau:

- La réalisation d'un habitat bien protecteur contre les intempéries en utilisant les matériaux locaux (banco - paille).

- La suppression des taxes sur les matériaux de construction.

- L'intégration dans les plans des villes de leur quartier (lotissement - assainissement - voie de circulation.

- L'approvisionnement régulier et peu coûteux en eau et des distributions gratuites à certaines occasions pour faire les grandes toilettes de demeures.

- L'exonération des taxes sur les étoffes ordinaires et des habits en laines (pullover et couverture par exemple).

-L'éducation autour des problèmes d'eau - désinfection et conservation.

#### 4. La santé et l'hygiène:

- Le rapprochement des dispensaires de leur habitations et installation de centres de soins de quartier et de consultations périodiques.
- L'incitation a des séances d'investissement humain, de nettoyage.
- L'initiation aux méthodes élémentaires d'assainissement et de salubrité.
- Des causeries sur les maladies - préventions - dépistages - premiers soins et les notions d'hygiène.
- La promotion des centres de formation d'accoucheuses et d'auxiliaires de nutrition.

#### 5. Transport - Ravitaillement - Allègement des travaux:

- La multiplication des moyens de transport abordables (car - charrettes, etc.).
- Une assistance suffisante en vivres de premières nécessités.
- La distribution de moulin pour le pilage et décorticage des céréales.
- L'apprentissage des techniques simples de conservation des denrées alimentaires.
- La construction et vulgarisation des foyers améliorés utilisant le bois ou le charbon.
- L'abattement des prix du gaz butane et cuisinières à gaz.

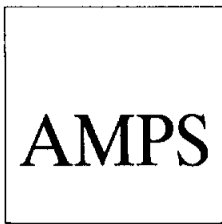
Conclusion: L'urbanisation rapide pose des problèmes humains pénibles, problèmes qui privent un grand nombre d'hommes et de femmes des prérogatives d'êtres humains à part entière. Les solutions impérieuses de ces problèmes poignants, quotidiens exigent des solutions humaines urgentes à l'échelle de l'humanité qui toute entière doit être sensibilisée et obligée à apporter par solidarité humaine sa contribution.

Les Etats Africains font des efforts énormes pour assister cette catégorie de compatriotes. Des projets et des annexes de projets sont supprimés et le coût réinvestit en leur faveur. Des impôts sur les salaires et les revenus sont imposés à tous les citoyens.

Le monde entier doit aider l'Afrique à aider ces populations pour les tirer de la pauvreté.

Aïssata Kane

Aïssata Kane



*Pour un nouvel ordre international:*

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

SIPS. 1/16

Novembre 1984

Première Semaine internationale de  
prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

SUGGESTIONS

de Mme Tijana Maksimovic-Binno  
et M. Jules Nicolas

1. Le thème "Maîtrise ou chaos ?" invite à réfléchir en termes bipolaires, alors qu'il est essentiel de réexaminer cette approche positiviste (ou négativiste, cela revient au même), qui est à mon sens une des racines majeures de nos problèmes en général. Je suggère qu'on se penche en tout premier lieu sur ce problème d'approche, avant d'aborder les autres facteurs de croissance urbaine.

2. Si le thème et la date approximative de la Semaine internationale prochaine pourraient être choisis et annoncés lors de celle-ci, cela permettrait, je crois, une plus ample participation, qu'une annonce à la veille des congés me semble réduire sensiblement.

3. Enfin, une suggestion en ce qui concerne les Informations AMPS : ne pourraient-elles pas paraître plus régulièrement, et comporter entre autre une partie consacrée aux suggestions et à la discussion collective des membres de l'AMPS sur le programme de travail de celle-ci, y compris sur les thèmes pour les Semaines internationales ? Et j'apprécierais beaucoup que l'Information AMPS continue dans les deux sens.

## Thèses sur certains facteurs généraux d'échec spatial

## VOLONTE DE MAITRISE COMME FACTEUR DE "CHAOS"

Larousse : "Chaos = confusion générale des éléments, de la matière avant la création du monde; désordre"

Asja Binno, 8 ans, bilingue : "Qu'est-ce qui a un sens, mais n'en a point pour toi ? Le langage que je te parle, mais que tu ne comprend pas."

- Tout obéit à une logique interne, tout fait partie d'un ordre que nous comprenions ou non, que nous le voulions ou non. Si l'on parle de chaos, ce n'est que la mesure de notre incapacité d'abord de respecter, puis de comprendre le monde, qui n'est, qui ne doit et qui ne peut jamais être sous notre maîtrise exclusive, car son premier principe est la stricte complémentarité de tous ses éléments et êtres, et son deuxième principe est le changement éternel de cette complémentarité. Tant que l'homme prétendra au trône créateur, du maître, il se trouvera ébahi et apeuri par ce qu'il nommera désordre, chaos : c'est le résultat inévitable de toute tentative impossible au monopole, de tout positivisme qui en sert d'assise.

- Exister a deux dimensions essentielles : temporelle et spatiale. Tout être vivant crée son espace en l'utilisant. Aucune approche théorique sur la maîtrise des phénomènes spatiaux suivant les connaissances scientifiques (fief d'une minorité infime de l'humanité) n'y change rien. Tant qu'il y aura tentative de maîtrise de l'espace par la minorité politique, technocratique, scientifique, elle n'y trouvera que le "chaos" fait par la majorité, exclue peut-être du pouvoir, mais d'autant plus forte par son pouvoir de vie, le plus direct, le plus efficace qui soit.

- L'éthique vécue, pratiquée et non proclamée, qui diffère toujours de la première, influe en tout premier lieu sur l'organisation/utilisation de l'espace. L'éthique vécue correspond au domaine proscrit par la science

"objective" : domaine des sentiments plutôt que de la connaissance, la base de l'éthique proclamée.

- L'entente de l'homme avec son espace plutôt que la maîtrise de l'homme sur l'espace passe par une lutte pour la reconnaissance du pouvoir de la vie; par l'élimination du mépris pour le "subjectif", mépris qui est le corrolaire de l'idéal "homme objectif - machine programmée, maîtrisable"; par un respect de la réalité même si l'on ne la comprend pas, même si elle ne nous renvoie pas un simple écho de nos vœux; par la reconnaissance de nos propres limites; par la réhabilitation de toute méthode de compréhension et de sensation du monde et de l'homme, y compris intuitive et expérimentale sans fondement ni conclusion théorique - voie traditionnelle, qui se traduit directement en comportement, en espace, en objets, sans passer par des livres et des conférences; par l'inclusion de l'inattendu et d'improbable dans nos projets, par la flexibilité de tout plan; par la proclamation du droit fondamental de l'homme à la création permanente de son espace.

#### ELEMENTS POUR LA DISCUSSION SUR LE SORT DES MINORITES ET DES MARGINAUX

- La réduction d'être dépasse le seuil critique fondamental, qui est défini autant par les besoins que par la possibilité de les satisfaire par ses propres moyens, complétés par les moyens de ses proches (qui le sont en dehors du circuit du marché et de l'argent, qui se définissent en tant que tels par rapport aux valeurs humaines et non par rapport à leurs substituts matériels).

- Tout marginalisation humaine trouve son empreinte dans l'espace, qui est le diagramme vivant de tout rapports de forces humains et naturels. Chercher à dépasser la marginalisation espace est vain si l'on perpétue la marginalisation humaine, à quel niveau que ce soit, racial, national, économique, sexuel ou d'âge.

#### ELEMENTS POUR LA DISCUSSION SUR "LA VILLE COMME LIEU PRIVILEGIE D'EXERCICE DES DROITS ET DES LIBERTES ET TERRAIN DE CONTESTATION DES POUVOIRS.

- Exemple de la construction illicite à Béjaïa, algérie.

SUGGESTIONS EN CE QUI CONCERNE LES CONCLUSIONS DE  
LA SEMAINE INTERNATIONALE

(encore que je préfère qu'on les formule vraiment en fonction  
de ce qui sera dit)

1. Définir les limites de notre compréhension du monde, de notre pouvoir de le manier.
2. Reconnaître l'espace comme point focal de toute force humaine et naturelle, et renoncer à l'objectif vain de le maîtriser définitivement. Opter plutôt pour une harmonisation dynamique de toutes les forces connues et inconnues (inattendues), par la flexibilité et surtout par la pleine participation active (non seulement verbale) de tout utilisateur direct de l'espace.
3. Reconnaître le poids idéologique de toute volonté de maîtriser l'espace, qui n'est qu'une expression tendance au monopole, et dont le corrolaire est la marginalisation de la majorité de l'humanité et de la nature, ce qui ne garantit que des conflits éternels.
4. Démystifier le monopole, la science et la technique moderne, en réhabilitant tout mode d'être, de connaître et de sentir, car en dernier ressort tous ces modes ensemble sont les forces décisives qui se lisent dans l'espace habité par l'homme.
5. Elaborer et faire vivre une éthique de professionnels engagés dans l'aménagement de l'espace en fonction d'une vision globale du développement intégré sans monopole, fut-il proclamé "neutre", comme celui de la science "objective" et des techniques.
6. S'engager davantage dans la spécialisation de la découverte des problèmes et de leurs racines, tout en diminuant la spécialisation dans la recherche des solutions, qui s'avèrent plus réalistes si elles viennent de la vie. Tout espace appartient à la vie qui le forme, non au pouvoir déclaré.



1. L'explosion urbaine est le résultat manifeste des politiques de désarticulation des sociétés humaines imposées de force en divers points du globe. Il est intéressant que tous, sans considération idéologique ou profession de foi se sentent concernés.

Néanmoins, les dangers d'une politisation ou d'idéologisation de ce problème persistent encore. Aussi, dans la recherche des pollutions, toute démarche politicienne à l'échelon national ou au niveau international, devrait, dès le départ, être écartée.

Dans les discussions, toute accusation directe ou indirecte à l'endroit d'un régime politique devrait être récusée.

Il va de soi, l'application de toute recommandation ou la mise en oeuvre de toute résolution aurait besoin du soutien, voire de l'approbation des pouvoirs publics des pays concernés. Un appui non conditionné.

2. Les facteurs endogènes ou exogènes de la croissance urbaine varient d'un pays à l'autre. L'on risquerait de tourner en rond, une génération encore, à penser généraliser sous une forme ou une autre le phénomène de l'accroissement urbain ou le développement anarchique de certaines métropoles.

L'AMPS ne devrait nourrir des prétentions, à l'occasion de ce symposium de se constituer laboratoire, en quête d'une panacée.

La croissance urbaine est un cancer pour certains pays. De même l'émergence de villes nouvelles et une croissance réfléchie de celles existantes seraient la planche de salut pour certaines communautés dans le sud. Des corrections dans l'épanouissement de certaines communautés urbaines, seraient une chance de survie pour des minorités dans divers pays du nord.

3. Dans les pays du nord et du sud, il faudrait partir des constatations présentes et tenir compte de trois éléments structureaux :

- la nature de l'Etat central
- les composantes ethno-anthropologiques des populations concernées
- les soubresauts du pouvoir de l'Economie dominante

Le point 8 du commentaire de l'ordre du jour paraîtrait exhaustif. Et pourquoi s'inscrire tout dans une perspective manichéenne ? Une tendance généralisée que de concevoir l'étude de la ville uniquement en fonction de la campagne. La démarche inverse, toute tendancieuse qu'elle soit, serait aussi un dogme.

4. Une fois rejeté, le faux rapport de dépendance ville/campagne ou inversement, l'on arriverait à mieux saisir les problèmes des cités urbaines avec leurs spécificités. Leur croissance et l'augmentation exponentielle des besoins humains, Aussi ceux de la campagne : le milieu rural s'appauvrissant et se dégénéralant, sans cesse.

5. Il ne se fait point de doute. Les gouvernements de tous les pays, et avec eux tous les partis politiques et les organisations sociales ou religieuses, se sont toujours penchés sur ces problèmes que sont :

- l'accroissement anarchique des villes et son cortège de malheurs pour les plus défavorisés.
- l'exode agraire et son phénomène induit l'exode rural; le déperissement des moyens de subsistance.

6. Le progrès technologique est sans cesse mise en cause, non sans raison. Les élites intellectuelles des milieux concernés ont-elles toujours pu jouer pleinement leur rôle ? Le moment ne serait-il pas venu de leur offrir certaines opportunités.

7. Par ailleurs, un peu partout, quels médias au service des communautés touchées par le mal. Quels sont les moyens de transmission ou de communication offerts à ces communautés pour s'exprimer et surtout pour contre-attaquer ? La radio, la télévision, la presse écrite convient qui à faire quoi ? Nous n'ignorons pas les effets déstabilisateurs de la presse "pub" pour ces communautés.

8. Ils faudrait une autre école pour un autre monde. Cette semaine internationale de prospective sociale devrait pouvoir offrir à ces communautés du nord et du sud de meilleures assurances et des chances égales de se découvrir un monde nouveau.

9. Le symposium devrait pouvoir mobiliser les ressources humaines disponibles oeuvrant sur le terrain. Coordonner les énergies agissant, jusqu'ici, en cohortes dispersées. Et sans assistance aucune, dans nombre de cas.

10. A cet effet, le point 14 du document no. 2 devrait s'inscrire comme un élément déterminant dans le programme d'action de l'AMPS. Ce en tant que sujets de conférence, de thèmes, de sujets de dissertation ou de travaux de recherches à l'échelon universitaire. Notamment, dans les pays du nord et du sud.

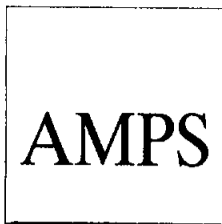
11. Les services de certaines ONG ou Institutions spécialisées de l'ONU - telles la FAO, le PNUD - pourraient être sollicitées.

Le succès de telles démarches dépendrait de la capacité de l'AMPS à faire de ces thèmes des éléments d'intégration inter-communautaire à l'échelon national et intra-régional.

12. A la lumière des points 8, 9 et 10 sus-mentionnés, il serait nécessaire, à la faveur de la semaine internationale de prospective sociale du 5-9 novembre 1984, d'envisager la création de comités régionaux et sous-régionaux aux fins d'élaborer des lignes d'action réalistes et réalisables.

Composés d'originaires ou spécialistes, les différents problèmes pourraient être abordés sans ambiguïté et les solutions proposées seront susceptibles d'embrasser les mille et une facettes des conditions d'existence des communautés concernées. Les possibilités d'utiliser les ressources humaines, matérielles et naturelles disponibles sont évidentes.

13. Employés à plein temps ou à temps partiel par l'UNITAR, ces responsables (point 12 sus-mentionné) devraient pouvoir se réunir périodiquement aux fins d'échanges de vues et de données. Ils pourvoieraient, ainsi, à une préparation minutieuse, à une élaboration scientifique de la prochaine session de l'AMPS.



SIPS. 1/11  
Novembre 1984

*Pour un nouvel ordre international:*

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale de  
prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

COMPORTEMENTS SOCIO-ECONOMIQUES ET BESOINS  
EN SURFACES HABITABLES POUR L'ANNEE 2000

par P. MOESCHLER et  
C. RAFFESTIN

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

COMPORTEMENTS SOCIO-ECONOMIQUES ET  
BESOINS EN SURFACES HABITABLES POUR L'ANNEE 2000

P. MOESCHLER

-

C. RAFFESTIN

Il paraîtra étonnant, voire curieux, à beaucoup que Genève puisse être considéré comme un grand système urbain menacé par les chaos. Pourquoi ? Parce que l'on s'imagine, à tort, que l'urbanisation non maîtrisée est une caractéristique des mégalo-poles millionnaires ou plusieurs fois millionnaires. En fait, il s'agit moins d'un problème dimensionnel que d'un problème relationnel; il s'agit moins d'un problème de densité que d'un problème de concentration. En d'autres termes, c'est la complexité et la distribution d'une croissance dans un territoire donné qui sont à l'origine des difficultés d'urbanisation et cela d'autant plus qu'il existe des limites qui sont autant de blocages.

Les 246 km<sup>2</sup> du territoire genevois divisés en 45 communes abritent, en chiffres ronds, 350.000 habitants soit une densité de 14,2 hab/ha. Pour un système urbanisé cela n'a rien d'excessif. Certes les 246 km<sup>2</sup> ne sont pas occupés par la "ville". L'agglomération est constituée par 28 communes qui concentrent 96 % de la population. Dès lors, le problème apparaît sous un jour un peu différent. Genève est enclavé territorialement parlant en territoire français. Les frontières internationales qui ont donné à Genève son assiette territoriale actuelle résultent des décisions prises au Congrès de Vienne en 1815. Si ces limites sont aisément franchissables par les hommes, les biens et les informations, elles sont infranchissables en matière de développement urbain à moins d'imaginer un système transfrontalier que le droit ne permet pas de réaliser dans le contexte actuel. Le dynamisme genevois est donc condamné, sous réserve d'ajustements futurs, à se contenter de l'espace à disposition lui-même bloqué par des limites intérieures, celles des différentes zones instituées par les décisions urba-

nistiques de l'Etat. Les zones agricoles très protégées, à juste titre, interdisent un étalement de l'agglomération.

Ce double système de limites est particulièrement intéressant du point de vue de l'observateur car il peut engendrer à terme une crise urbaine si la croissance démographique genevoise se poursuit. Cette croissance démographique est due pour une lourde part au solde migratoire positif et pour une faible part à l'accroissement naturel. On peut estimer, en moyenne, qu'au cours des 35 dernières années le solde migratoire a été compris entre 2.500 et 3.000 personnes par an alors que l'excédent naturel n'a représenté en moyenne que le 10 à 15 % de ce nombre.

La croissance de la population genevoise est donc essentiellement fonction de l'immigration. A cet égard, Genève est un véritable "hall de gare" avec un turnover compris entre 15 et 20 % selon les années (Immigrants + Emigrants/population totale). Sans ce solde migratoire la population genevoise, fortement malthusienne, diminuerait et vieillirait excessivement. Ces mouvements migratoires sont extrêmement difficiles à prévoir mais il est loisible de penser qu'ils sont fonction du dynamisme économique, encore que l'absence d'instruments statistiques satisfaisants empêche d'établir une corrélation autre que qualitative.

Si, à long terme, il est relativement aisé de se faire une idée des mouvements migratoires, il est exclu de les prévoir d'une année à l'autre. On peut tout au plus les suivre et les décrire mais en tout cas pas les prévoir. En revanche, il est envisageable sur la base de modèles de construire des scénarios de manière à se faire une idée des conséquences futures de la croissance démographique. Croissance dont les effets les plus caractéristiques intéressent le logement. En ce sens, Genève connaît des difficultés comparables aux grandes métropoles du reste du monde car le taux de croissance des logements est toujours inférieur à celui des besoins.

Cela nous amène à considérer les comportements sociaux d'une part et les comportements économiques d'autre part.

En effet, pour tenter de faire des estimations, il convient de construire des scénarios qui nécessitent de préciser une série d'hypothèses tant du point de vue socio-démographique que du point de vue socio-économique.

### Les comportements sociaux

Les besoins en surface habitable dépendent, pour une bonne part, des comportements successifs de l'individu au cours de son cycle de vie. C'est ainsi que le nombre et la surface des logements nécessaires pour répondre aux besoins d'une population dépendent en partie du comportement de ses membres à l'égard du mariage et du mode d'habitation.

Il est certain que l'élévation du taux de divorcialité, avec la tendance des divorcés à vouloir conserver le type de logement qu'ils habitaient, ou que le relèvement de l'âge au mariage, qui retarde le moment de l'augmentation de la dimension du ménage, influencent la demande en surface habitable. C'est cependant à l'attitude face au mode d'habiter que nous nous intéresserons ici, et plus précisément du point de vue du comportement à l'égard de la décohabitation.

A Genève, un chef de ménage est, par définition, le titulaire d'un logement. L'évolution des taux de chefs de ménage, par âge et par état-civil, est donc un élément essentiel de toute prévision en matière de besoins en surface habitable. Cette évolution traduit des changements de comportement.

L'évolution des taux de chefs de ménage ne peut être saisie, à Genève, qu'à partir des données fournies par les deux derniers recensements fédéraux (1970 et 1980). Il apparaît, sur la base des calculs effectués, que ces taux sont, dans toutes les catégories (célibataires, veufs, divorcés ou mariés répartis par sexes et par classes d'âge quinquennales), toujours plus élevés en 1980 qu'en 1970. Chacune de ces catégories com-

prend donc un nombre relativement plus grand de chefs de ménage en 1980 qu'en 1970. Il s'agit d'un phénomène de décohabitation qui induit une demande accrue de logements.

La décohabitation des jeunes est tout particulièrement frappante. Dans la catégorie d'âge de 20 à 24 ans (tous états-civils confondus) les taux de chefs de ménage étaient, en 1970 de 35 % chez les hommes et de 15 % chez les femmes. Ils atteignaient respectivement, dans ces mêmes catégories, 43 % et 30 % en 1980. On assiste donc, chez les femmes, à un doublement du taux des chefs de ménage en 10 ans.

A l'autre extrémité de l'échelle des âges, la tendance est identique, même si les augmentations ne se traduisent que par quelques points. Les conséquences pour le logement n'en sont pas pour autant négligeables. On n'oubliera pas, en effet, que cette augmentation du taux, si faible soit-elle, concerne une population qui, compte-tenu de l'élévation de l'espérance de vie à la naissance, devient, relativement, toujours plus nombreuse. Les personnes âgées, et en particulier les veuves et les veufs, ayant la plupart du temps conservé leur appartement ancien, peu de personnes finissent par occuper beaucoup de grands appartements.

La prévision des besoins en surface habitable à Genève à l'horizon 2000 passe donc par l'estimation de l'évolution des taux de chefs de ménage. Différentes hypothèses ont été retenues.

On peut admettre que les taux de chefs de ménage n'évolueront plus. C'est l'hypothèse 0, dans laquelle ils conservent les valeurs calculées pour 1980.

On peut aussi prolonger la tendance observée entre 1970 et 1980. Mais il est évident qu'elle ne peut se poursuivre indéfiniment. Le modèle choisi pour la faire évoluer recourt donc, pour modérer son évolution, à une fonction logistique. Dans ces conditions les taux de chefs de ménage prévus pour l'an 2000 sont respectivement pour les hommes et les femmes de



de 20 à 24 ans de 59 % et 71 %. Ces chiffres peuvent paraître à certains trop élevés, à d'autres trop faibles. Cette constatation appelle une remarque.

On oublie trop souvent qu'un modèle est une construction symbolique et logique fondée sur une représentation mentale de la réalité. L'utilité de la simulation mathématique d'un modèle réside donc pour l'essentiel dans l'opportunité qui est offerte, par un jeu d'équations mathématiques, d'évaluer les conséquences d'hypothèses tirées de ces représentations mentales. On rappellera, par ailleurs, que les modèles prédictifs n'ont de réelle valeur que dans la mesure où les processus du changement sont connus. Or, en matière d'évolution des comportements le moins que l'on puisse dire est que les théories du changement sociétal sont relativement peu développées.

C'est pour cette raison que l'évolution du taux de décohabitation est laissée à l'appréciation de l'utilisateur du modèle. Il a la possibilité de se situer par rapport à quatre hypothèses. L'hypothèse 0 est l'extrapolation logistique de l'évolution observée entre 1970 et 1980 (hypothèse 100 %) dont il a été question plus haut. Deux autres fonctions ont été calculées. La première conduit en l'an 2000, toujours pour les catégories d'hommes et de femmes de 20-24 ans, à 51 % dans les deux sexes. Ici la progression est plus lente. Elle se développe d'une manière telle que ce chiffre correspond à la valeur atteinte en 1990 déjà dans l'hypothèse 100 %. Cette hypothèse est l'hypothèse 50 %. Enfin, une autre fonction fait augmenter les taux plus rapidement (hypothèse 150 %). Dans cette hypothèse, ces derniers sont pour les hommes et les femmes de 20-24 ans toujours, respectivement de 67 % et 85 % à l'horizon 2000.

Il va de soi que ces trois fonctions (hypothèses 50 %, 100 % et 150 %) ont été calculées pour chacune des catégories mises en cause (distribution de la population par sexe, par âge et par état-civil), à savoir pour 91 groupes d'individus. L'utilisateur peut donc choisir en connaissance de cause!

L'influence du comportement à l'égard de la décohabitation, sur les besoins en surface habitable, est considérable. En l'an 2000, - par rapport aux besoins induits par un solde migratoire global positif de 3.000 individus sans augmentation de la valeur du taux de décohabitation (hypothèse 0) -, l'augmentation du nombre de logements nécessaires serait de 9 % avec l'hypothèse 50 %, de 17 % avec l'hypothèse 100 % et de 23 % avec l'hypothèse 150 %. Les taux les plus élevés s'observant dans les populations les plus jeunes, la demande en logements de petite dimension est celle qui s'accroît le plus rapidement. Pour les studios, par exemple, cet accroissement est, dans les mêmes conditions que ci-dessus, respectivement de 22 %, 42 % et 60 % pour les hypothèses 50 %, 100 % et 150 %, alors que la demande de cinq pièces, généralement occupées par des personnes plus âgées, ne subit qu'un accroissement de 3 %, 4 % et 5 %, respectivement dans les trois hypothèses.

#### Comportements économiques

Les problèmes posés par la croissance démographique et les comportements sociaux ne sont évidemment pas indépendants de la situation économique et des hypothèses qu'on peut faire à ce sujet. Les soldes migratoires au-delà de leur signification démographique connotent une tendance économique. Cela dit, il faut prendre garde à la mutation économique (et sans nul doute également sociale) que nous vivons depuis une dizaine d'années. Si dans la structure économique genevoise antérieure à la crise qui a débuté autour des années 1973-75, on pouvait faire la supposition que les soldes migratoires étaient des indices sérieux de l'activité économique classique, peut-être en va-t-il un peu autrement aujourd'hui. Que l'on songe en particulier au recul très sensible de l'industrie traditionnelle et inversement à l'émergence d'activités à cheval sur le secondaire et le tertiaire.

Autrement dit, après avoir connu un développement par explosion, l'économie genevoise pourrait s'orienter vers un développement par implosion

qui nécessiterait moins de main-d'oeuvre qu'auparavant mais de niveau de formation beaucoup plus élevé (ingénieurs en électronique, en informatique et/ou en bio-technologie). Cependant, il est difficile de dire si les mutations qui se dessinent vont aboutir ou non, si ces activités vont créer un "nouveau paysage industriel" remplaçant l'ancien. C'est pourquoi, il faut réfléchir sur des scénarios qui cristallisent des soldes migratoires pouvant avoir une signification économique. Nous en choisirons 3 : le scénario 1000, 3000 et 5000.

Il faut pourtant s'en préoccuper pour interpréter les trois scénarios. Le "scénario des 1000" peut apparaître peu réaliste comparativement à la période précédente. Si on l'interprète dans la perspective ancienne il serait révélateur d'un "assoupissement" économique et donc d'une diminution des offres d'emplois sur la place de Genève. Mais si on l'interprète dans une perspective future d'offres d'emplois de haut niveau, donc plus rares, il n'est pas irréaliste. Si l'on retient cette interprétation, il faut admettre que la demande de logements sera modérée mais que les logements devront présenter une qualité nettement supérieure et des surfaces plus grandes. C'est pourquoi nous avons fait plusieurs hypothèses de surfaces que nous exposerons après la présentation des scénarios. Dans cette perspective, nous avons un solde migratoire étranger nul. On peut penser que la préférence sera donnée au niveau des emplois à des Suisses.

Le "scénario des 3000" apparaît, lui, plus réaliste que le précédent dans la perspective ancienne d'une reprise économique ayant intégré une série de mutations. On peut penser que ce solde migratoire, non négligeable, ne posera pas trop de problèmes pour autant que l'on trouve les surfaces nécessaires à la couverture de besoins qualitatifs plus élevés. Il n'est pas interdit de penser que les 3.000 migrants ne seront pas une catégorie homogène demandant tout à la fois plus de qualité et plus de surface. Encore qu'à terme, toutes choses égales par ailleurs, il faut s'attendre à des exigences plus élevées qu'aujourd'hui en matière de logement. Le "scénario des 5000" réaliste pour la période antérieure ne l'est pas pour les 15 ans à venir. En effet, on peut difficilement imaginer que les acti-

vités classiques, qui connaissent aujourd'hui des difficultés sérieuses, puissent reprendre une importance telle qu'elles déclenchent une forte immigration. En revanche, on peut imaginer, dans l'hypothèse où les mutations amorcées réussiraient, qu'elles entraînent la création d'un nouveau paysage économique générateur de beaucoup d'emplois nouveaux. Les soldes maximum pourraient atteindre 5.000 mais pas pendant une période très longue. Ce n'est pas parce qu'il y a des limites physiques qu'on ne peut pas dépasser, c'est surtout en raison des mutations économiques qui vont déclencher des aspirations sociales et culturelles qui risquent d'entrer en contradiction avec un environnement inadéquat.

Nous pensons qu'en l'état - et ce jusqu'en l'an 2000 - les trois scénarios vont se combiner et que nous allons assister à la réalisation des scénarios de 1000, 3000 et 5000 par phases. Malheureusement, nous ne disposons pas de suffisamment de données sur l'économie actuelle, au niveau des entreprises, pour indiquer le ou les types de combinaisons qui seront susceptibles de se réaliser.

#### Scénarios démographiques

L'effectif de la population et sa composition par classes d'âges dépendent non seulement de la valeur des soldes migratoires observés, mais également du volume des flux et des profils de migration par âges calculés selon les types de flux. Ce sont ces paramètres qui déterminent, compte tenu d'une mortalité et d'une fécondité données, la structure de la population au terme de la projection.

On peut constater que l'augmentation du solde migratoire positif annuel conduit à un accroissement de l'effectif total de la population en même temps qu'elle contribue à ralentir le vieillissement naturel de cette dernière.

Trois scénarios ont été retenus - parmi beaucoup d'autres envisageables - pour prendre en compte l'évolution de la population du canton de Genève au cours de ces prochaines décennies.

Le premier reproduit année après année la situation observée en 1981, le solde global était alors de + 3.176 habitants. Le deuxième admet un solde positif annuel de 1.000 habitants. Le troisième suppose un solde positif annuel de + 5.000 habitants.

L'estimation des besoins en surfaces habitables, envisagée à l'horizon 2000, nécessitait que l'on choisisse une valeur de référence exprimée en  $m^2$ /habitant. Cette façon de calculer évite de prendre en compte, d'une manière explicite, la décohabitation. On a retenu deux valeurs : 42,9 qui semble correspondre à ce que l'on peut observer actuellement et 48  $m^2$ /habitant une valeur plus élevée que l'on atteindra vraisemblablement dans un avenir pas trop éloigné. Les résultats de l'estimation figurent au tableau 1.

Les chiffres obtenus, aussi bien pour le nombre total de  $m^2$  nécessaires que pour l'effectif de la population, montrent que les hypothèses faites restent compatibles avec un développement de Genève qui n'entraînerait pas le bouleversement des structures actuelles, socio-économiques aussi bien que spatiales. Il est certain qu'en deçà et au-delà des valeurs limites de 35.000 et de 45.000 habitants, pour la population, des problèmes de nature différentes commenceraient à se poser.

#### En guise de conclusion

Le modèle que nous avons utilisé n'est en aucune manière un modèle prévisionnel. Il s'agit d'un modèle qui permet, tout au plus, de faire des estimations. Estimer signifie que l'on ne maîtrise pas tous les paramètres et surtout qu'on ne dispose pas d'une théorie du changement socio-démographique et socio-économique. Une estimation, par opposition à une prévision, est une manière de se prémunir contre certaines réalisations futures. Une estimation est une information qui dépend largement

des hypothèses faites préalablement. Qu'une ou deux hypothèses n'aient plus de sens et alors le modèle est compromis à long terme.

Ainsi, par exemple, si la territorialité genevoise devait changer, c'est-à-dire si un large pan du système de relations était modifié, il faudrait alors envisager un autre urbanisme, une autre économie, etc... Bref, il faudrait redéfinir les conditions du modèle et élaborer d'autres scénarios.

Il n'est pas exclu, d'ailleurs, que plusieurs scénarios se combinent dans le temps.

Tableau 1. Surfaces selon valeurs de référence. Surfaces globales pour le canton de Genève. Solde +1000, +3000, +5000 (1)

Année	m <sup>2</sup> / habitant (en millions / 10 <sup>6</sup> )			m <sup>2</sup> / habitant <sub>2</sub> total (4) (dont 11% en villas: 62,5 m) en millions (10 <sup>6</sup> )		
	Solde +1000	Solde +3000	Solde +5000	Solde +1000	Solde +3000	Solde +5000
1990	42,9 (2) 15,6	42,9 (2) 16,6	42,9 (2) 17,3	42,9 16,4	48 18,1	48 18,1
2000	16,0	18,0	19,6	16,8	18,5	20,6

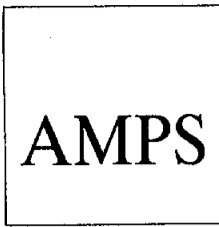
Soldes

	+1000	+3000	+5000
(1) <u>Immigrés</u>			
Nationaux	4'000	3'274	4'000
Femmes	5'000	4'961	5'000
Etrangers	11'000	12'933	13'500
Femmes	5'000	6'088	6'500
<u>Emigrés</u>			
Nationaux	3'500	3'425	3'500
Femmes	4'500	4'544	4'500
Etrangers	11'000	11'282	11'000
Femmes	5'000	4'829	5'000
Population totale horizon 2000	370'000	420'000	460'000

(2) Estimation de la valeur actuelle

(3) Zurich

(4) 100% de la population (dont 11% en villas)



ISPW. 1/14  
November 1984

*For a new international order:*

WORLD SOCIAL PROSPECTS ASSOCIATION

First International Social Prospects Week

(Geneva, 5-9 November 1984)

URBAN EXPLOSION AND THE NEED FOR A DEVELOPMENTAL  
PARADIGM SHIFT

by Manfred A. MAX-NEEF



### About the Author

Manfred A. Max-Neef is a Chilean economist, founder and Managing Director of the Centre for Study and Promotion of Urban, Rural and Developmental Alternatives - CEPUR. This institution was created in December 1981, and is largely dedicated to the re-orientation of development in terms of stimulating forms of local self-reliance and satisfying fundamental human needs, and, more generally, to advocating a return to the human scale.

Max-Neef taught at the University of California (Berkeley) in the early sixties, and later served as Visiting Professor in a number of American and Latin American Universities. He has worked in projects in Latin America, as an expert in social development with the Pan American Union, as a general economist with FAO, as a Project Manager with ILO, and as a Consultant with UNICEF, and has written extensively on development alternatives. Although he has devoted most of the last 15 years to the promotion of development alternatives in urban and rural poverty-stricken areas, including Indian communities, he dedicates part of his time to music and to the study of medieval thought and history.

For his practical and theoretical contribution to a new economics he was awarded the Alternative NOBEL PRIZE (Economics) in 1983.

URBAN EXPLOSION AND THE NEED FOR A  
DEVELOPMENTAL PARADIGM SHIFT

1.- Preamble

The big cities in Third World countries are growing at such a fast pace that they are becoming burdensome and unmanageable systems. The process has no precedent in history. Unemployment, urban informal sectors and squatter settlements increase in their midst at alarming rates, as a consequence of migratory waves that originate in the rural areas and small cities and seem to have no ending. Simultaneously small - and even intermediate - cities deteriorate and the rural areas become poorer.

In 1950, according to population studies carried out by the United Nations, only two of the world's 15 largest cities were located in the Third World. In the year 2000 it will be 12: The largest will be Mexico City with 31 million inhabitants; Sao Paulo, in Brazil, will be the second with 26 million, and Rio de Janeiro the seventh with 19 million. In 1970 the Third World had only 16 cities with more than 4 million people. By the year 2000 it will have 61; of which one third will be in Latin America.

The immoderate urban growth that accompanies an equally speedy debasement of small cities and urban impoverishment represents, for the poorer nations, a problematique of incalculable proportions for which no adequate and practical solutions have been designed, notwithstanding the efforts of certain preoccupied and conscientious groups. The existing - and alarming - tendencies are the product of a development strategy that failed, inasmuch

as it emphasized rapid industrialization at the expense of rural development. The unexpected consequence was hyper-urbanization. There seems to be no doubt that the development criteria that originated after the Second World War is still predominant the world over. However, the debilitation of agriculture has reached such painful proportions in many parts of the world and metropolitan deterioration seems so evident, that vigorous efforts and actions geared towards rural improvement and revitalization of small and intermediate cities appear to be the most sensible and urgent priorities for the immediate future.

Almost all countries in the Third World have manifested their preoccupation with the process of hyper-urbanization affecting them. The United Nations carried out an enquiry about the subject in 1977, the result of which revealed that, from a total of 119 governments interviewed, 113 considered that their demographic distribution was unacceptable. 94 of those governments expressed that they were engaged - or were intending to engage - in finding adequate solutions to the problem.

The possibilities of finding solutions - at least for the time being - are not simple. One of the reasons is that the problem has not attracted, so far, a sufficient and widespread interest on the part of economists and other social scientists; notwithstanding the findings of some biologists and sociologists with respect to pathological behaviour generated by hyperconcentration of animals in restricted territories, and of humans in concentration camps and other overcrowded environments. Hence, political leaders and administrators have been lacking the necessary support to address the question in depth in order to search for feasible solutions. This lack of interest appears to be mainly due to the fact that hyper-urbanization affecting

the poorer countries was never foreseen by the heavily mechanistic and reductionist development theories applied, and, therefore, it was not supposed to come about. Quite on the contrary a number of intricate self-regulating mechanisms (or planned controls) were supposed to make the development process "tend" toward a relative global equilibrium. The fact that such mechanisms refused to function, has desconcerted many theoreticians. So, we are faced with a problem and still do not quite know how to handle it, since the most adequate theoretical tools, necessary for its analysis and interpretation, are not yet at our disposal.

Furthermore, an argument that appears time and again as a indirect justification for the lack of corrective actions, is that no clear and general formula has been devised for the measurement of hyper-urbanization and, therefore, it cannot be established when it begins or what its magnitude may be at a given point in time. Although such an argument is, from a scientific point of view, completely unconvincing, it may be heard many times.

The need for viable alternatives are accepted in the majority of countries, although they are hardly practised. Subsidized employments, higher incomes, fiscal incentives and the greater share of amenities continue to favour the large urban centers, so that the rural zones and the smaller cities have no possibilities of appearing as valid and attractive alternatives of life vis-à-vis the metropolitan areas. The reduction - and perhaps even the elimination - of such preferential treatments are sometimes suggested as imperative for the governments of the poorer nations, despite the fact that they may require the undertaking of some radical and often unpopular measures. In any case, if procrastination persists, the Third World coun-

tries may never reach the aspired levels of well-being that mechanistic and reductionist development models were supposed to bring about. Most benefits are being annuled due to severe and chronic urban problems.

It is here suggested that solutions of a technocratic nature are no longer possible. A developmental paradigm shift seems indispensable. A shift that allows for the construction of a new economics - a Human Scale Development Economics - that may allow for a more holistic and systemic approach to a problematique that clearly transcends the capacity of mechanistic and reductionist analyses. The sections that follow will therefore, be dedicated firstly, to a vision of where we stand; secondly, to a specific discussion of two problems related to metropolization and; thirdly, to a description of the components of a Human Scale Development Economics within whose range more coherent and humanistic solutions may be designed for the future.

## 2.- Where do we stand (\*)

Three decades in which a technocratic, mechanistic, and topdown development paradigm has been predominant have produced a kind of global crisis that has no precedent in history. The characteristics of the crisis, as it affects the Third World, can be synthetized in terms of a disturbing paradox: that the economic benefits accruing from the dominant development models are used in the solution of those acute problems and contradictions created by the same development models. In short, a self-defeating process: the serpent devouring its own tail.

(\*) This section has been extracted from the speech delivered by the author in Stockholm, Sweden, on December 9, 1983, on the occasion of receiving the Alternative Nobel Prize.

In almost any Third World country we may grossly divide population into two main groups. Firstly, are those people who are directly or indirectly linked to a "development strategy" and, secondly, are those people - most often the majority - who are left to design their own "survival strategy". The fact that both groups still coexist the world over and that, furthermore, the increase of the latter group - both in absolute and relative terms - is indisputable, should be proof enough that the mechanistic possibilities of the so called "trickle down effect" originally attributed to global development models, did not work.

The accumulated experience and frustrations have allowed for an alternative development paradigm to surface. Generally identified as the bottom-up approach - although much older than the former - it has only in recent years gained sufficient "respectability" to become the object of increasing attention among experts, policy makers and concerned public in general. The 1975 "What Now" Dag Hammarskjöld Report, while proclaiming the urgency as well as the philosophy for "Another Development", was a decisive step in raising public and specialists consciousness with respect to the need to unleash new processes where the overriding goals of development and equity might truly converge.

If understood as an alternative process, the new emerging paradigm can be envisaged, at this stage, as a chain with several loose links. As a body in search of its consolidation it still leaves much to be desired. We do know the body's principal components, but we still do not know how they should interrelate for the whole to function harmiously. A return to the human scale, active and creative public participation, satis-

faction of fundamental human needs, ecological constraints, local self-reliance; are some of its basic goals. Size of systems (or critical systems size) and efficiency as a quality (not quantity) are two its parameters. By-passing of centralized power and authority, bureaucratic structures, mechanistic models and other technocratic instrumentalities are cornerstones of its philosophico-political foundations. All the pieces seem to be there. The grand question is how to put them all together.

If we reflect on the essence of both paradigms, we may conclude that the former, being essentially simple, has been artificially complicated. The new one, being essentially complex and sensitive, is running the risk of being artificially oversimplified. In fact, one sometimes gets the impression when discussing with adherents to the new alternative, that a frequent belief seems to be that promoters and activists alone can take care of the entire process. This is a dangerous assumption. While practitioners and promoters of alternative processes are legion already, the number of those dedicated to the systematization of accumulated knowledge and experience is small. Moreover, those few groups who are dedicated to the task work mostly in isolation and are, hence devoid of the benefits of joint experience and mutual learning that a dynamic network of horizontal communication can bring about. The systematization is a fundamental and urgent task. For groups who share a common philosophy and similar motivations the systematization may allow for the construction of a common language as well. Only if such a language is shared, can the alternative paradigm grow and expand on solid ground.

### 3.- Two basic problems

#### a.-) Work, Unemployment and the Informal Sectors

The great majority of economic analysts would agree that rising unemployment (and underemployment) ranks as one of the two most important economic problems of today's world (the other being international indebtedness). Although it is a problem that has always existed to greater or lesser degrees, everything seems to indicate that now we are facing a new type of unemployment that is here to stay, because it has become a structural component of the world economic system as we know it, or, at least, as we have been taught by conventional economics to understand it.

There is much evidence to the effect that while unemployment increases during periods of recession, it diminishes only modestly with economic recovery, thus leaving the number of those seeking jobs practically unchanged. This means - as has been pointed out by some economists - that unemployment grows with each economic cycle. The old and well known positive correlation between economic growth and employment no longer holds. We seem to have reached a stage in which employment may be becoming "uneconomic", as it happened with slavery at some point in time in the past. We can, therefore, safely assume that future economic growth, as conventionally understood, will be jobless growth.

In the face of such a reality one may be tempted to argue that the solution of the problem may only be achieved through deep structural changes. If it were so, one must still ask: What structural changes, or rather structural changes of what? The answer suggested here is that significant innovations in the



economic and developmental discourse must take place, if changes to follow in the structure of economic systems are to be meaningful at all. The language of development economics is poor (or impoverished) and is no longer suitable for the interpretation and understanding of a new reality. In conventional economics, work means employment; that is, a paid job. Other forms of work, outside the formal market (or monetary) system remain outside economic analysis.

It seems reasonable that under such circumstances the concept of work be deeply and extensively revised. Economic analysis should be extended beyond the limitations imposed upon it for over a century. The origins of the limitations, as far as our topic is concerned, are clear: "The age of economics has coincided with the age of employment" (James Robertson). Both were born at the same time. Hence, employment is what economics knows how to handle as work, and only paid work (jobs) counts as a true economic activity. But, what will it mean for economics if employment, as conventionally understood, is slowly drawing towards an end?

It will mean that we must learn to accept, understand and interpret as "economic" many social activities that have traditionally been excluded from economic analysis. In other words, we must highlight the importance of the invisible informal sectors represented by the so called "white and underground economies", which have become particularly important as a consequence of hyper-urbanization. Their sheer size, not only in poor countries, is so important that excluding them from evaluations about a nation's economy or living standards will generate inadequate and misleading images of reality.

The economic discourse must be enriched, so that every activity that has economic significance be recognized as having economic value. If no efforts are made along this line, the "white and underground economies"; that is, the only sectors from which solutions to unemployment may emerge, will remain invisible, and the hoped for solutions will remain elusive.

As pointed out by James Robertson, "the assumption that people's economic and social activities don't really count unless the economists, accountants and statisticians can actually count them, is an example of the much more general so-called "Cartesian" approach that has been typical of every field of understanding during the industrial age. However, in the last few years the arbitrariness and irrationality of this assumption, that the only important phenomena are those which can be measured and calculated, has begun to be seriously challenged in such fields as medicine and science. Similarly, in the last few years an increasing number of people have begun to realize that we do actually live in a dual economy, part informal and part formal; that what we do for ourselves and one another outside the formal economy is significant; and that for the future the informal sector of activity may prove to be one of the most important growth areas for economic and social progress - and for work". (\*)

Economic theories that grew out of the industrial revolution can no longer remain unchanged and be applied in a world that is involved in a profound transition towards a post-industrial era. The apparent irreversibility of rising unemployment, especially in metropolitan areas, is just one of the most dramatic manifestations of the inadequacy (or incompleteness) of

---

(\*) "What comes after Full Employment"; unpublished paper.

such theories in today's world. Hence, a coherent answer to the consequences of unemployment is no longer a technical matter which existing theories can handle.

Even under the worst conditions of unemployment; that is, in countries where the unemployed have no security or compensation of any kind, those who are afflicted devise survival strategies about which very little is known. In general, we know that at least two broad categories of activities can be distinguished. Firstly, non-income generating solidarity actions, particularly in metropolitan marginal sectors, such as "common pots" and other forms of mutual aid whose purpose is to satisfy the groups' most urgent necessities of food and shelter. Secondly, income generating "trades of survival" that insert themselves as a part of the so called "underground economy". While the former are activities of a relatively visible and sedentary nature, they can sometimes count on aid from institutions of the formal sector. The latter instead, tend to turn into a whole self-contained socio-economic system that gyrates, with astounding adaptability, like a satellite around the formal metropolitan society, offering trivial gadgets, cheap consumer goods, and odd services, but always following the basic working principle of "quick in, and quick out". Partly a "Dickensian world", but also more than that. The trades of survival reveal - as dramatic as some of them may be - an enormous imagination, ingenuity and variety at work. Their classification alone, based on the knowledge accumulated by groups working at the grass-roots levels may be of enormous value, since many of those trades could become the object of a better organization and even formalization, since demand for many of them does indeed exist in the formal society.

The underground economy is not only composed of the survival trades. Part of it are forms of tax evasion activities, normally - and sometimes wrongly - identified as "criminal activities". The fact is that the underground economy is a structural component of all poor countries, and is increasing enormously in the industrialized nations. Estimates of its extent in the United Kingdom put it at 8% of the GNP. In Italy it is supposed to sustain a good portion of the entire economy. All these are activities that are not recorded in the accounts of the formal system.

There is also little information about the size, variety and diversity of the "white economy" in Third World countries. In Sweden, time budget studies have shown that the working time in the formal economy; that is, private and public sectors, amounts to some 6 billion hours per year. The volume of work carried out, just in the "white economy", composed of house work (cooking, cleaning, washing), shopping, work with children, upkeeping, travel and miscellaneous, amounts to almost 7 billion hours per year (\*). If such is the proportion in a country like Sweden, one should not be surprised that in many poor countries the size of the informal economy might be twice or more than that of the formal economy. Therefore, excluding such a voluminous sector from economic analysis will only permit the design of economic policies and development plans based to a great degree on fiction.

Both the underground and white economies are carried out at the local level (\*) and represent a concrete answer to national global policies that normally neglect the needs of people in the local space. Their potentials, if the work they gene-

---

(\*) Lars Ingelstam, "A Third Sector Approach to Sweden's Future" FUTURES, April 1983.

(\*) Local levels can also be considered as parts of a metropolitan territory, such as marginal settlements or quarters.

rate were formalized and their activities were assigned a justified economic value, can certainly not be underestimated as an answer to existing unemployment, mainly through the generation of self-employment.

b.-) Money and Local Development Financing

The "formalization" of informal trades, aims mainly at the generation of self-employment at the local levels. Self-employment means, in turn, the creation of small enterprises, micro-businesses and forms of common ownership such as cooperatives or self-managed small scale productive units. Such ventures require access to financial assets that the centralized monopolised currency systems, represented by investment and commercial banks, can hardly provide. While such systems can allow development at a global-national level by providing cashflow financing, such facilities are basically irrelevant to small scale local economic activities. Furthermore, a centralized currency system can have definitely negative and damaging effects for decentralised innovation and development efforts.

There are four fundamental reasons for the inefficiency of such systems at the local level: a) A monopoly price (interest rate) is charged for access to bank credits, so that interest costs may not reflect risk; b) Banking institutions are not free to create as much credit as there may be sound business opportunities to be financed; c) Development efforts are limited by the access to paper money instead of by resources like labour, materials and technology; d) Self-financing development and productive opportunities are eliminated because interest costs may be far higher than the business risks might justify.

Such a situation justifies a profound discussion about alternative forms of financial organization for the satisfaction of local economic potentials. Topics such as decentralized local banking and creation of transitory local currencies as has been described by S. Turnbull based on Australian experiences: "barefoot banking" as now being developed in Sri Lanka, and others, should be the object of special attention.

Local self-reliance is a condition for the generation of self-employment. Yet no local self-reliance can be possible unless the problem of local development financing is solved.

#### 4.- Components of a New Development Paradigm

A systematization related to a Human Scale Development Economics should incorporate considerations on the following components: a) The question of micro-macro articulation; b) The concept of human needs as a system; c) A reinterpretation of the concept of poverty; d) The problem of scale, efficiency and critical systems size; e) The aim of self-reliance; f) Ecological constraints; and g) The question of indicators.

##### a.-) Micro-macro articulation

As stated earlier, the new paradigm is complex. Hence, no fixed rules or recipes can be applied universally. One should, however, start by keeping in mind the existence of the Principle of Contradiction. This principle may be stated in the following terms: Any actions intended to improve something have, at least, one negative consequence. (\*)

---

(\*) This principle was well described and developed by the Roumanian team of the "Goals Processes and Indicators of Development" (GIPD) Project of the U.N. University.

Many examples can be given to show the validity of the principle. A trivial example may illustrate the idea. Let us consider a transportation system in terms of three parameters: size of the vehicles, comfort of the passengers and economy of the system. Given the size parameter, if we want to improve the comfort of the passengers, the economy of the system will deteriorate. If we want to improve the economy of the system, it will have to be at the expense of passenger's comfort, since the vehicles will have to be more crowded. Both parameters cannot be improved simultaneously. Another example may be a housing project for urban marginal dwellers in a metropolis which, while locally solving a problem, will most probably accelerate the flux of rural-urban migration, thus worsening the housing problem as a whole in an already hyper-urbanized area.

Since a Human Scale Economics starts at the base of society—that is, at the micro level, whether in rural, urban or metropolitan spaces, the Principle of Contradiction will show its effects much more strongly to local development promoters than it would to national planners at the macro level. This, for the simple reason that negative effects can hardly be hidden at the local level, while they can be obscured or overlooked altogether at the macro level due to the use of abstract aggregated indicators.

The existence of the Contradiction Principle is determinant for the strategy of an alternative paradigm. In fact, as shall be shown later, it reinforces the idea of collective self-reliance. That is, that actions cannot be locally isolated, but must necessarily complement each other. The effects of the

Principle of Contradiction may be controlled (even if only partially) through the application, as a strategy, of the Principle of Complementarity, which may be stated thus: "Any actions intended to improve something somewhere, require at least one additional action somewhere else."

The Principle of Complementarity must work both horizontally and vertically. A clear example of required horizontal complementarity is the example of a housing project as indicated earlier, where additional actions are required not only in the metropolitan area, but also in that place where the migratory flux originates. The importance of vertical complementarity is contained in the arguments that follow.

One of the most important manifestations of the Principle of Contradiction may be found in the apparent micro-macro disarticulation brought about by the economic development model. It is certainly astounding that, despite many cases of impressive GNP growth in Third World countries over the last decades (excluding the last few years of generalized crisis), poverty has increased dramatically, both in absolute and relative terms. In other words, while the macro processes seemed to improve, the conditions at the micro level constantly deteriorated, in most cases.

The situation described leads us to pose one of the most challenging questions with which the new paradigm is faced. The question is: Does the observed disarticulation between the micro and macro levels, as reflected by their contradictory (divergent) tendencies, respond to a natural law (or to an intrinsic quality of reality); or is it a contradiction only in ap-



pearances due to the indicators being used?. An answer to this question is of paramount importance. No new paradigm can grow and expand on solid foundations if the answer remains elusive.

An attempt to solve this fundamental problem should be a principal concern. Despite the difficulties involved, since the experiences of many groups working at regional and local levels will have to be systematized, some description can be advanced with respect to how the problem may be tackled. Three scales (or three spaces) coexist in a form of dialectical struggle with one another: the local, the regional and the national scales (or spaces). In most cases what we find is the national scale (generally represented by the metropolis) imposing its own development style, as well as its ~~ry~~<sup>p</sup>hythm, upon the other scales, thus provoking disequilibriums and disarticulations. Hence, what is required is to design a system whereby what we call an "Optimization of Scales" can be achieved.

The "Optimization of Scales" implies two basic principles. One is of a strategic nature, and has already been stressed in writings and documents about "Another Development". It is the principle that whatever can potentially be solved at the local level, is what must be solved at the local level; the same holding for the other scales. The second principle has to do with synchronization of what we identify as the "Socio-~~Ry~~<sup>p</sup>thms". That is, that the dynamics of each scale is determined by different ~~ry~~<sup>p</sup>thms. How these different ~~ry~~<sup>p</sup>thms can be brought to generate a harmonious whole must be investigated by confronting the observed experiences of groups and experts

who have worked at the different scales. Sufficient information exists, although dispersed, so that a systematization of it may allow for what we consider to be a major breakthrough.

b.-) The concept of human needs as a system

The concept of "basic needs", as currently used, does not necessarily represent a way of breaking with the traditional paradigm of economic growth. Despite its widespread use, it still conceals vagueness and ambiguities. In fact, a prevalent shortcoming in the existing literature and discussions about "basic needs" or human needs in general, is that the fundamental difference between needs and satisfiers is either not made explicit or is overlooked altogether. As shall be shown, this simple failure may be turning the entire venture of reorienting development efforts towards the satisfaction of human needs, into a simple cosmetic improvement of the economistic view of development.

It is here suggested that human needs must, first of all, be understood as a system: that is, all human needs are interrelated and interact. If we disaggregate the two broad categories of needs; that is, needs of having and needs of being, we suggest the following system (similar to the one proposed by Mallman) composed of nine fundamental human needs; Permanence (or subsistence) Protection, Affection, Understanding, Participation, Leisure, Creation, Identity (or meaning) and Freedom.

From such a classification (which can be further disaggregated, of course) it follows, for example that housing, food, income are not to be considered as needs, but as satisfiers of the fundamental need of Permanence (or subsistence). By the same

oken, education is a satisfier of the need of Understanding. Defense, cure and prevention are satisfiers of the need of protection, and so on.

The proposed differentiation is not arbitrary. On the contrary, it allows for relevant hypotheses. Two basic hypotheses may be pointed out. First: Fundamental human needs are finite and few and classifiable. Second: Fundamental human needs (as contained in the proposed system) are the same in all cultures and all historical periods. What changes, both over time and through cultures, is the form or the means by which these needs are satisfied. Each economic, social and political system adopts different styles for the satisfaction of the same fundamental human needs. In every system they are satisfied (or not satisfied) through the generation (or non generation) of different types of satisfiers. We may go as far as to say that one of the aspects that defines a culture is its choice of satisfiers. Whether a person belongs to a consumerist or to an ascetic society, his fundamental human needs are the same. What changes is his choice of quantity and quality of satisfiers. Cultural change is - among other things - the consequence of dropping traditional satisfiers for the purpose of adopting new or different ones.

Participation and Freedom, included in the system, have a dual nature in addition of being needs, Participation is a process and Freedom is a condition for the adequate satisfaction of the entire human needs system.

As described here, the concept of human needs represents a departure from the traditional strategy of "basic needs" satisfaction. It is incompatible with the economic growth paradigm and coherent with the new paradigm being proposed here.

It must be stressed, however, that the proposed system must not be interpreted as a static approach to the question of human needs. In fact, each need can be satisfied at different and changing levels. Furthermore, each need can be satisfied intrahumanly, inter-humanly and extra-humanly; that is, in relation with oneself, in relation to others and in relation to the environment.

c.-) A reinterpretation of the concept of poverty

The traditional concept of poverty is limited and restricted, since it exclusively refers to the predicaments of people who may be classified below a certain income threshold. The concept is again strictly economic. If, on the other hand, the system of fundamental human needs is taken as a reference, one should speak not of poverty, but of poverties. In fact, any fundamental human need that is not satisfied reveals a poverty: Poverty of subsistence (due to insufficient income, food, shelter, etc.); of protection (due to violence, arms race, etc.); of affection (due to authoritarianism, oppression, exploitative relations with the natural environment, etc.); of understanding (due to bad quality of education); of participation (due to marginalization<sup>of</sup> and discrimination<sup>against</sup> women, children and minorities); or identity (due to imposition of alien values upon local and regional cultures, forced migration, etc.) and so on and so forth. Through the widening of the concept it may be concluded that poverties do not only affect the "poor countries", but the "rich countries" as well. This is important, because a new paradigm should be conceived as an alternative to fight all poverties and not just economic poverty.

Poverties interpreted in relation to human needs implies the opposite as well; that is the detection of forms of wealth in relation to human needs. This is important because every hu-

man group is affected simultaneously by forms of poverty and of wealth. A methodology based on the proposed alternative interpretation of poverty can have applicability in programmes to improve the quality of life of marginal groups. It is the author's experience that a dynamic process of change can be brought about at the local level not only by designing from the start solutions for the problems of poverty, but often more effectively by stimulating first the elements of wealth. This will enhance people's self confidence, which is a prerequisite for stimulating imagination and the will to tackle the existing poverties.

It can be observed that poverties affecting one or several human needs can generate what may be identified as a "needs trade-off". That is, that when one need is clearly under-satisfied, the system as a whole tries to regain some form of balance by satisfying other needs at a higher level. For example, this can often be detected in groups that are very poor in terms of subsistence, where manifestations of solidarity and mutual help may increase the sensation of protection, affection and participation. It is such trade-offs that must be detected since, in that manner, a process of change can be brought about in an organic and coherent manner.

d.-) Scale, efficiency and critical systems size.

It is assumed that the size of systems within which people act and interact directly affects their possibilities of adequately satisfying certain of their fundamental human needs. Participation and Identity are cases in point. Whenever a system (city, enterprise) grows beyond its critical size, the people

involved may become (at best) "efficient objects", at the expense of losing their possibilities of acting as "creative subjects". The new paradigm being human needs satisfaction oriented requires a drastic revision of the concept of efficiency. The efficiency of a system should not be measured only in terms of its economic productivity, (cost/benefit or capital/output ratios), but also, and more important, in terms of its ability to contribute to the satisfaction of the fundamental human needs of those who are, directly or indirectly, affected by the system's existence or performance.

Traditional concepts of economic efficiency were mainly responsible for the establishment of the so-called economies of scale; that is, large scale, and mostly capital intensive, productive systems. In turn, this meant that development was more concerned with production than with the human beings operating behind production. Development had more to do with objects than with people.

Efficient systems in the conventional economic sense have been generally responsible for having brought about the substitution of uniformity for variety and of monotony for diversity; because monotony and uniformity turn out to be more "efficient" according to traditional economic coefficients than variety and diversity. Since efficiency coefficients are merely quantitative (monetary) indicators, qualitative aspects such as vulnerability, natural and resource sustainability, environmental harmony and people's self-realization through work performed, have never been taken into consideration.

Today we are aware of many shortcomings in the traditional concept of economic efficiency: increasing alienation of people involved in mass production, destruction of small scale farming as a consequence of the green revolution, erosion of plant genetic resources, soil degradation due to excessive use of pesticides and chemical fertilizers, all forms of pollution, waste of non-renewable energy resources, and, last but not least, hyper-urbanization and increasing unemployment.

Such observations should lead, for instance, to the conclusion that it may be both coherent and advisable to strive for the coexistence of several regional development styles within one country, instead of insisting on the prevalence of "one national style", which has proven so far to be efficient for the enrichment of some regions at the expense of the depletion of other regions. "National styles" are mostly conceived for the purpose of advancing or maintaining national unity. It should, however, not be forgotten that unity does not mean uniformity. There may be a stronger basis for real unity when a multiformity of cultural potentials is allowed to flourish freely and creatively, having been given the opportunities, the technical support, and the stimulus to do so.

e.-) The aim of self-reliance

Self-reliance is a basic pillar of a Human Scale Economics. However, the concept is often misunderstood. It does neither mean autonomy, nor self-sufficiency, although both or either of such states may on occasions be a consequence of it. It implies a sort of regeneration or revitalization through one's

own efforts, capabilities and resources. Strategically it means that what can be produced (or what can be solved) at local levels is what should be produced (or what should be solved) at local levels. The same principle holds for the regional and national levels.

Self-reliance means to change the way in which people are enabled to perceive their own potentials and capabilities, which have often been, or still are self-depreciated as a consequence of the dominant center-periphery relations. The reduction of economic dependency, which is one of the aims of self-reliant development, does not attempt to be a substitute for trade and exchange per se. There are always goods or services that cannot be generated or provided locally, regionally or nationally. Hence, self-reliance must necessarily achieve a collective nature. It must turn into a process of interdependence among equal partners as a means for solidarity to prevail over blind competition.

As opposed to the traditional paradigm, mainly concerned with the generation of material satisfiers (without much equity in their distribution), self-reliant development allows for a more complete and harmonious satisfaction of the entire system of fundamental human needs. It does not only generate satisfiers for the needs of having, but for the needs of being as well. Through the reduction of economic dependency, subsistence is better protected, inasmuch as economic fluctuations (recessions, depressions, etc.) do more harm where a structure of center-periphery relations prevails. It enhances, furthermore, participation and creativity. It stimulates and reinforces cultural identity through an increasing self-confidence. A better understanding of productive processes and technologies



is also achieved when the communities themselves are capable of self-management.

f.-) Ecological constraints

The behaviour generated by the antropocentric cosmology which puts man above nature is essentially coherent with the traditional paradigm. The economic vision of development, through its use of aggregated indicators such as the GNP, adds - without any discrimination - as positive all processes where market transactions are involved, regardless of whether they are productive, unproductive or destructive. The indiscriminate depletion of a natural resource makes the GNP grow, as does a sick population which increases its consumption of pharmaceutical drugs and hospital services. By the same token, self-construction with local building materials is "economically" less attractive than building with centrally mass produced components and materials regardless of whether they are best suited to climate or other regional or local characteristics.

Since a Human Scale Economics is primarily concerned with the satisfaction of human needs of both present and future generations, it fosters an ecologically sound concept of development. This implies, among other things an effort to construct indicators capable of discriminating between what is positive and what is negative for a process of truly humanized development that may guarantee the availability of basic resources in the long run.

Traditional indicators are highly misleading. A dramatic example is that of the American farming system. Highly mechanized and petroleum subsidized, it is the least efficient sys-

tem in the world if measured in terms of the amounts of energy used for a given output of calories. On the other hand, if measured in monetary terms, it generates huge profits and, hence, contributes to the growth of the GNP. Such examples are valid also for Third World countries that have adapted to the traditional development paradigm. In México, according to information provided by the Xochically Foundation, it is estimated that about 19,000 k/cal are used up in order to put 2,200 k/cal of food on the table. The amount of energy spent in transportation of food products alone, is in México almost equal to the total energy required by the primary sector for the production of food products. That such situations are accounted for as being positive, is a conceptual aberration if one thinks in terms of an alternative paradigm.

g - The question of indicators

The image we have of development is the image we receive through its indicators. If indicators are inadequate, not only will our perception be distorted, but policies and actions will be counterproductive. The fact that many distortions and poor results became evident during the last decades was the reason for organizing the GPID Project of the United Nations University. Its contributions have been valuable and important and have allowed <sup>us</sup> to clarify many questions that remained elusive. However, certain aspects have not as yet been tackled. Especially those related to the micro level and to the lack of micro-macro articulation, as fundamental contributions to the solution of the urban explosion.

The reality and problems that are contained in the micro level indicators cannot be interpreted as a reduction in scale of those reflecting the macro level. Hence, indicators for ano-

ther development paradigm at the local scale, cannot be macro indicators simply adapted to the local scale. Indicators at the local scale must be of an entirely different nature. They must be capable of indicating degrees of human satisfaction and of human poverties; contradictions and complementarities; degrees of attainable and achieved self-reliance, processes that may work or break down given the size and structures of the local spaces and systems. In addition, the required indicators must serve to evaluate and assign value even to those human activities where no market transactions and monetary fluxes are involved. In short, we require indicators that may indicate what happens in those sectors that are "invisible" because they are excluded by orthodox indicators.

Some important fads about development must be overcome.

One is what we may call the "scientific respectability" of the indicator. In this respect the economic tradition - especially through the influence of econometrics - has imposed the impression that only cardinal indicators can be taken seriously. Ordinal indicators or scales are looked upon with great suspicion. An increase of 12% in the yields of an agricultural product, or an improvement of the capital/output ratio of a certain productive activity are accepted indicators of positive development. Whether the people who are an active part of *the* process are better or worse off after the cardinal goals have been achieved, seems to be irrelevant. Such an attitude is very strange, indeed, if we are willing to accept that development is about people and not about objects.

It is a disturbing contradiction that, while people's behaviour and sensations are ordinally determined, their development and progress should be cardinally measured. "We do this,

because it is better than that; we choose this road because it is faster, or nicer, than the other; we arrange our lives in this manner because it may give us more satisfaction than if we arrange it in another manner."

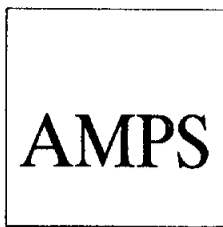
Cardinal indicators should, of course, not be substituted by ordinal indicators. What is required is, again, a complementarity. Cardinal indicators are valid as long as they relate to human development or if complemented with other indicators that are relevant. Development at the human scale is human development where human beings are. No abstraction is possible at the human scale. Indicators must, therefore, respond to this constraint. To produce such indicators - which may in addition be understood and handled by the communities themselves - is another of the fundamental purposes of an alternative paradigm.

Last but not least, it should be stressed that the purpose is not to produce a great number of indicators since, as has been pointed out by Galtung, a large number of indicators adds up to a bad indicator.

##### 5.- Conclusions

- a) The urban explosion is mainly the result of the indiscriminate application of mechanistic and reductionist development strategies.
- b) The economic benefits and surpluses accruing from the dominant development models are mainly used in the solution of those acute problems and contradictions created by the same development models.

- c) The metropolitan problems can no longer be solved "in situ".
- d) Solutions can no longer be subject to technocratic maneuvering.
- e) A paradigm shift is indispensable and urgent, since the urban explosion is just a symptom of a major problematique that can only be interpreted within a holistic systemic vision of reality.



SIPS. 1/19  
Novembre 1984

*Pour un nouvel ordre international:*

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale de  
prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

CRISE DANS LE SYSTEME DE FINANCEMENT DU  
LOGEMENT AU BRESIL

par Ana Ma. MONTENEGRO

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

Ana Maria MONTENEGRO

Au dernier recensement (1980), le taux d'urbanisation au Brésil dépasse 65%. La population urbaine reste néanmoins très concentrée, en particulier dans les Régions métropolitaines (1). Ces régions métropolitaines connaissent, depuis quelques années, une baisse importante du nombre d'emplois - phénomène lié à une conjoncture de récession économique, qui dépasse même ce qui pourrait être attribué aux seules répercussions de la crise économique mondiale dans l'économie brésilienne.

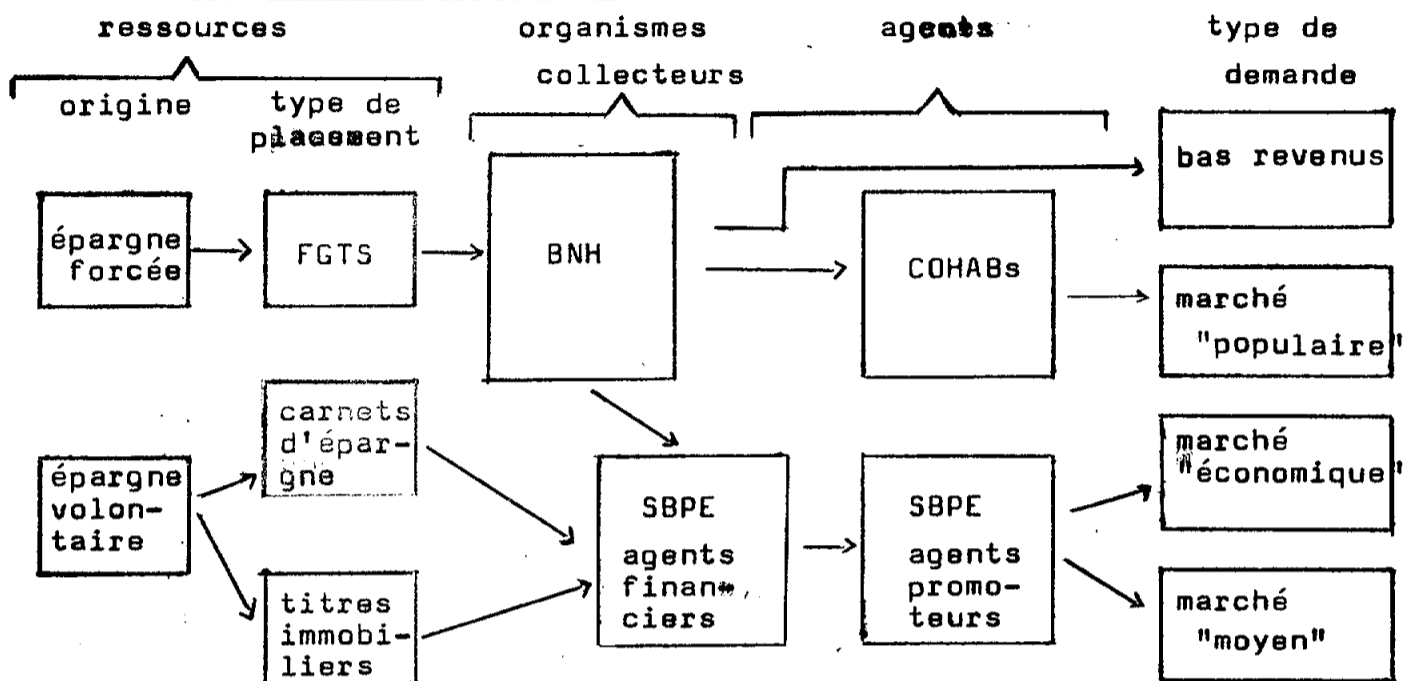
Si les mesures et les conséquences d'une politique récessive sont relativement récentes, d'autres données, sur une période plus longue, témoignent de la constante dégradation des conditions de vie du citoyen urbain. Le recensement de 1980 indique une hausse, relative et absolue, depuis 1970, du nombre de familles urbaines qui ne disposent pas d'un logement permanent. C'est dire que, surtout dans les grandes villes, le nombre de domiciles de fortune (bidonvilles et autres formes précaires d'abri) est aussi en hausse.

Or, cette même période intercensitaire est celle de l'essor de la Banque nationale du logement - BNH et du Système de financement du logement - SFH, essor que l'on mesure à la fois par le volume de ressources dont le SFH a pu disposer et par l'importance prise par la BNH, créée en 1964 et devenue quelque temps après la deuxième banque du pays. Par contre, en ce qui concerne la production de logements, les résultats sont plus difficiles à apprécier: en chiffres absolus le nombre de financements accordés a effectivement augmenté, mais la part des réalisations destinées aux couches les plus pauvres de la demande n'a pas progressé dans les mêmes proportions.

Depuis deux-trois ans le SFH connaît de très grandes difficultés et, actuellement, on peut dire qu'il est en crise - processus dont ce travail voudrait rendre compte.

Il paraît utile de décrire brièvement, à travers le schéma ci-dessous, très simplifié, la place et les fonctions des principaux éléments qui structurent le système brésilien de financement du logement.

SYSTEME DE FINANCEMENT AU LOGEMENT - SFH (schéma simplifié)



**FGTS**: Fonds de garantie du temps de service : épargne forcée, constituée par 8% de la masse salariale, indexée sur la correction monétaire et génératrice d'intérêts. Le travailleur y a droit en cas de licenciement, retraite ou mort (sa famille). Il peut l'utiliser partiellement pour financer des dépenses extraordinaires (type mariage ou maladie) et pour l'achat d'un logement (pour payer jusqu'à 80% de la valeur des mensualités auprès du SFH).

**SBPE** - Système brésilien de prêt et d'épargne : agents financiers, publics (Caisses d'épargne) et privés (Sociétés de crédit immobilier-SCI et Associations de prêt et d'épargne-APE), et agents promoteurs, semi-publics (Compagnies de logement, par état de la fédération-COHABs) et privés (entreprises, caisses de retraite, etc...)



Le SFH fut organisé dès 1964 et constitue un élément essentiel du modèle économique et politique mis en place avec l'arrivée des militaires au pouvoir. Le système est orienté et contrôlé par la BNH et mis en pratique par des agents promoteurs et financiers, privés et publics, chargés de programmes sectoriels de production et de vente de logements et des activités financières qui en découlent. Les programmes sectoriels sont censés répondre à des types différents de demande (que la BNH a définies selon des niveaux de revenus) et sont soumis à des conditions et des limites de prix jugées adaptées à ces segments de marché.

Le SFH a une unité propre de mesure, l'UPC (2), qui permet d'indexer sur la correction monétaire (3) l'ensemble de ses programmes de financement de logements et de rémunération de l'épargne. Les ressources du SFH proviennent du FGTS (constitué par une épargne forcée dont la BNH assure la gestion) et de l'épargne volontaire, recueillie (au moyen de titres immobiliers et de carnets d'épargne garantis par la BNH), par les agents financiers SBPE. En outre le SBPE bénéficie de ressources importantes que lui transfère périodiquement la BNH. Cela signifie en fait que l'épargne forcée, appartenant à l'ensemble de salariés, dont le SFH pourrait disposer pour le financement de la demande populaire, est en partie dirigée vers les couches les plus favorisées de la population, clientèle du SBPE.

Les informations concernant le nombre de financements accordés indiquent que dans les premières années de son existence le SFH a surtout financé des logements destinés aux segments de marché définis comme "populaire" (financement par les COHABs, valeur maximale 500UPC, familles dont les revenus ne dépassent pas 5 salaires-minimum) et "économique" (financement par les agents du SBPE, valeur maximale 3.500 UPC, revenus jusqu'à 10/12 salaires-minimum). A partir de 1970 le marché "moyen" (financement du SBPE, valeur maximale 5.000 UPC, revenus non définis) l'emporte. Depuis 1975, notamment après un relèvement de la valeur maximale des financements (de 500 à 650 UPC, de 3.500 à 5.000 UPC), les deux premiers segments de marché reprennent de l'importance. Mais alors, divers changements interviennent - il en résulte une baisse de l'absence et des retards de paiement des

.../...

mensualités aux COHABs, tandis que les financements sont désormais accordés surtout à des clients dont les revenus dépassent largement les seuils fixés antérieurement. De plus en plus le SFH s'adresse aux couches moyennes de la population au détriment des familles plus démunies. Simultanément sont mis en place des programmes beaucoup plus modestes (type parcelles assainies et maisons-embryon) pour répondre à la demande des familles dont les revenus n'atteignent pas 5 salaires-minimum (4).

Actuellement les difficultés que connaît le SFH peuvent se mesurer à la fois par l'infléchissement négatif de la courbe de financements accordés et d'unités de logements produites, et par un regain de grande ampleur des retards de paiement des mensualités que les bénéficiaires du système doivent acquitter. Ainsi le nombre de financements accordés, après une période d'élévation rapide entre 1975 et 1982 (5), baisse sensiblement: 555.000 financements en 1982, 181.000 en 1983, 70.000 jusqu'en juin 1984. A ce mois (juin), le remboursement de 50,9% du nombre total de financements n'est pas à jour. Ces retards, pour 17% des bénéficiaires du système, est de plus de trois mensualités (6,3% en juillet, 12,3% en décembre 1983) (6).

Quels sont les facteurs des difficultés, voire de la crise, qui frappe le SFH ? S'agit-il seulement de dysfonctionnements ou de défauts internes, propres au système ? Ou plus profondément la crise découle-t-elle de contradictions entre d'un côté les tâches que le système s'est données et les moyens dont il dispose et, de l'autre, des données de la société globale, dans une conjoncture marquée par une politique récessive et ses repercussions sur l'emploi et les salaires ?

x

Il n'est pas question d'essayer de rendre compte ici de la politique économique du gouvernement brésilien, mais, sans prétendre à l'exhaustivité, de faire uniquement référence à quelques unes de ses conséquences: celles qui se répercutent de manière très directe sur le SFH.

.../...

Si l'on se réfère aux dernières années, on enregistre une baisse accentuée du revenus des familles dont les ressources mensuelles sont supérieures à 5 salaires-minimum (7) - ce phénomène est, évidemment, beaucoup plus ancien pour les couches les plus pauvres de la population, dont les salaires réels sont constamment dévalués. Une étude de l'Ordre des économistes de São Paulo évalue à 19,93% la baisse globale, entre 1979 et 1983, du pouvoir d'achat des familles dont les revenus vont de 6 à 33 salaires-minimum. Cette baisse serait de l'ordre de 10% pour ceux dont les revenus se situent entre 6 et 10 s.m., de 30,5% pour les revenus de 10 à 20 s.m., et de 47% pour les revenus de 20 à 30 s.m.. L'Association commerciale de Rio de Janeiro calcule, pour la période entre juin 1983 et juin 1984, des pertes de 12,3%, 27,5% et 34,2% pour les familles disposant, respectivement, de 3, 15 et 30 salaires-minimum. Tandis que la Société des ingénieurs et architectes de Rio de Janeiro dénonce l'insuffisance des augmentations de salaires des fonctionnaires de l'état de Rio de Janeiro, qui se solderait actuellement par une perte de 31% par rapport aux salaires perçus en 1979. Une autre enquête évalue à 360.000 le nombre de personnes dont les revenus sont passés, entre 1979 et 1982, au-dessous de 5 salaires-minimum; le chiffre serait de 138.067 personnes si l'on considère la barre de 20 salaires. En tenant compte du rythme de croissance de la population, le nombre de ceux dont les revenus auraient dû dépasser ces deux seuils est estimé, respectivement, à 900.000 et 180.000 (8).

1979 semble une année charnière - on peut dire qu'alors, jusqu'au mois d'octobre, l'élévation annuelle des salaires visait, ne serait-ce qu'officiellement, à recomposer le pouvoir d'achat. Cette recomposition, de toute façon, n'avait lieu qu'avec un certain retard par rapport à l'inflation et, évidemment, ne changeait en rien les disparités de la distribution des revenus dans le pays. Depuis, un nouvel indice, l'INPC (9), sert de base à la correction des salaires et, surtout, il ne s'applique pas intégralement aux différentes tranches de salaires. Issue des accords avec le FMI, la dernière version des modes successifs de calcul adoptés par le gouvernement, est celle du décret 2.065,

.../...

du 10 octobre 1983. Selon cette nouvelle réglementation, les augmentations de salaires sont basées sur un pourcentage de l'augmentation de prix donnée par l'INPC, variant de 100 à 60% selon l'échelle des revenus. C'est dire que seuls les salariés gagnant jusqu'à 3 salaires-minimum ont des ajustements correspondant à 100% de l'INPC.

Remarquons aussi que tout cela se passe dans une conjoncture où le sous-emploi ne cesse de grandir. Le chômage (officiel) touche désormais des couches de la population que le "miracle" avait comblées: diplômés, cadres en général, y compris ceux dont l'activité était liée à la planification et l'aménagement urbain. Aussi, à l'impossibilité réelle de faire face à certaines dépenses, s'ajoute une impossibilité préventive - nombreux sont ceux qui ne s'aventurent pas, craignant que la perte de l'emploi ou le décalage entre l'augmentation de leur salaire et celle des mensualités relatives à l'achat d'un logement ne vienne grever leur budget de manière insoutenable.

Ces indications rapides permettent de comprendre que l'on aboutisse, en ce qui concerne le logement, à la fois à un stock d'invendus (10), à une baisse importante des mises en chantier et à un ralentissement du rythme de remboursement des dettes auprès du SFH. Les effets de la crise et, plus encore, d'une politique de recession, se reflètent donc au niveau de la commercialisation et de la production d'immeubles, de même qu'à celui des mécanismes pourvoyeurs de ressources pour le SFH.

x

Les retenues à la source pour les salariés et l'épargne volontaire, collectées respectivement au titre du FGTS et des carnets d'épargne, forment la base des ressources du SFH.

Le FGTS correspond à 8% de la masse salariale. Or, l'actif du FGTS est depuis quelques années de plus en plus compromis. Le chômage s'y répercute à double titre: en diminuant les sommes que les entreprises déposent dans le FGTS et en augmentant celles retirées par les travailleurs licenciés. Les retraits pour motif de chômage atteignent environ 46% des sommes déposées annuellement. A son tour la diminution de leur salaire et de

.../...

leur pouvoir d'achat explique que de plus en plus les bénéficiaires du SFH recourent à leur FGTS pour s'acquitter de leurs mensualités. Au titre de ces deux types de retraits, chaque mois le montant des sommes retirées par les salariés et licenciés dépasse les sommes déposées (de 37,1% en janvier, 40,5% en avril, 63% en juillet 1984). On prévoit pour 1984 que les retraits correspondront à 90% des dépôts relatifs à cette année. (11).

Quant à l'épargne volontaire, elle est recueillie par les agents financiers du SFH (Caisses d'épargne, SCI et APE), essentiellement au moyen de comptes sur carnet. Signalons qu'en 1983, quand la croissance de l'épargne interne n'a pas dépassé l'inflation, les carnets ont néanmoins maintenu une certaine performance: les placements y ont augmenté de 205,6% pour une inflation de 206,9% (nov.82/nov.83). Comment l'expliquer ?

Depuis le 3e trimestre de 1982, les retraits des comptes d'épargne devenaient supérieurs aux dépôts. La tendance se confirmera en juillet de l'année suivante, notamment du fait qu'en juin les versements mensuels dûs par les acquéreurs auprès du SFH avaient été réajustés de 130%. Aussi, cherchant à la rendre plus attrayante par rapport aux autres formes de placement à court terme, le gouvernement changera (en août) la formule de rémunération de cette épargne: les intérêts et la correction monétaire seront désormais calculés chaque mois (au lieu de tous les 90 ou 180 jours selon le montant de l'épargne). Depuis, une reprise s'est confirmée; mais en fait de plus en plus la performance de ces carnets découle du remboursement des divers prêts au logement accordés par ces agents financiers (et non pas d'un volume supérieur de dépôts sur carnet par rapport aux retraits). Or, de plus en plus ce remboursement des prêts pose lui-même problème, dans la mesure où augmente le phénomène de non-paiement des mensualités par les bénéficiaires. Par ailleurs, en janvier dernier, les entreprises de crédit immobilier de Rio de Janeiro annoncent que, les 3 premiers jours du mois, les retraits ont atteint une somme équivalente à 0,42% du solde des carnets d'épargne qu'elles détiennent. Elles l'attribuent à des intérêts trop bas (8% en janvier). Depuis, sous la poussée de la correction monétaire, il y a eu une hausse du montant des intérêts acquis mensuellement (jusqu'au rendement record du mois de mars dernier: 12,8%) (12).

... / ...

L'ensemble de ces données explique que le SFH se retrouve devant un pourcentage croissant de mensualités non-acquittées ou acquittées avec beaucoup de retard.

Bénéficiaires du SFH ayant plus de 3 mensualités en retard (sur le nombre total de bénéficiaires)

juillet 1983 - 6,3%	janvier 1984 - 13,5%
août - 6,7%	février - 14,1%
septembre - 7,3%	mars - 15,1%
octobre - 10,6%	avril - 17,2%
novembre - 12,1%	mai - 17,4%
décembre - 12,3%	juin - 17,0%

(source: JB 1.9.84)

Un phénomène nouveau est apparu et va en se développant: celui du recours en justice de la part des bénéficiaires contre la BNH. La base de ce recours en justice est la rupture de contrat: les réajustements des mensualités réclamées correspondent à un pourcentage de leurs revenus beaucoup plus grand qu'il n'avait été stipulé par le contrat initial de financement. Ainsi un financement de 3030 UPC obtenu par une famille disposant de 15 salaires-minimum devait être remboursé par des mensualités qui correspondaient lors du contrat, en 1983, à 33,7% de ses revenus; en juillet 1984, le même pourcentage atteint 43%, suite à une augmentation <sup>des mensualités</sup> de 191%, tandis que les salaires de ce niveau de revenus, sur 12 mois, n'ont été réajustés que de 144,5% (13). Aussi, au mois d'août dernier, la FAMERJ (14) annonce que les bénéficiaires ayant intenté une action contre la BNH sont désormais 200.000 (dont les derniers 70.000 ce mois).

La tranche de revenus de 15 salaires-minimum est actuellement, selon le président de la BNH, celle où l'on enregistre la plus grande concentration de débiteurs. D'ailleurs, pour l'ensemble du SFH, les bénéficiaires en retard sont surtout ceux dont les revenus dépassent 5 et même 7 salaires-minimum.

x

Cela nous renvoie aux informations données plus haut et fait conclure que les problèmes du SFH sont d'autant plus grands qu'il n'a rempli que très partiellement sa vocation - affichée

.../...

tout au moins - de produire et financer en priorité des logements pour les couches défavorisées de la demande. Actuellement à peine 50% des bénéficiaires ont des augmentations de salaire qui équivalent à celle de leur mensualité (15). Ce qui ne veut pourtant pas dire que leur budget n'est pas, de plus en plus, compromis par des dépenses d'alimentation, habillement et transports dont le rythme de hausse en fait les postes les plus chargés. Et encore suppose-t-on que les hausses de salaire correspondent effectivement, comme il est dû à ceux dont les salaires montent jusqu'à 3 salaires-minimum, à l'inflation : nous retombons sur la question du décalage entre indices - mais ici il suffit d'avoir en tête que ce décalage se reflète aussi sur les remboursements des financements auprès du SFH (16).

Quoi qu'il en soit, il paraît nécessaire de s'arrêter sur les protestations des bénéficiaires du système - ce qui permet aussi de parler des solutions, ou plutôt des palliatifs, que la BNH met en place et tente de faire accepter par les acheteurs.

L'historique de ces formules, proposées par la BNH, commence à être long; mais on peut dire que toutes consistent à renvoyer à plus tard une partie du paiement. Non seulement ces formules ne répondent pas au problème essentiel - c'est à dire, que les mensualités augmentent plus que les revenus des bénéficiaires - mais leur mise en pratique revient en fait à renchérir le financement total.

Le dernier réajustement des mensualités, applicable à partir de juillet dernier et calculé d'après la correction monétaire, est de 191%. En septembre les bénéficiaires pouvaient se réjouir d'avoir obtenu la reconnaissance de leur droit à l'équivalence salariale. Mais, de toute façon, ils y voient un droit acquis depuis le début du contrat de financement. Tandis que la BNH a décidé de ne l'appliquer qu'à partir d'octobre 85 et propose, jusqu'à cette date, d'accorder un bonus. C'est à dire, des diminutions gradatives des 12 mensualités dûes jusqu'à ce mois-là. Le droit à ce bonus est soumis à des changements <sup>contractuels</sup> qui portent à la fois sur l'indice de correction (qui serait alors celui appliqué aux salaires jusqu'en septembre 85), sur la périodicité des réajustements des mensualités (qui serait ramenée de un an à six

mois pour les anciens contrats et dorénavant applicable à tous les nouveaux) et sur la forme <sup>de calcul et</sup> de remboursement du solde débiteur.

Le désaccord des <sup>bénéficiaires</sup> mutualistes concerne même la manière de concevoir l'équivalence salariale. La formule de la BNH, réajustement basé sur la variation du salaire de la catégorie professionnelle du bénéficiaire, signifie que les réajustements suivraient automatiquement et globalement les réajustements des salaires. C'est dire qu'à chaque fois qu'une catégorie revendiquera et obtiendra une réévaluation de salaire, elle obtiendra en contrepartie une augmentation de ses mensualités. C'est ce que dénonce la FAMERJ, qui exige que les mensualités continuent à être calculées d'après la correction monétaire, mais sans jamais dépasser les augmentations de salaire.

Le désaccord entre la BNH et ses clients n'épuise pas l'univers de contradictions où est impliqué le SFH. La BNH est, nous le savons, l'organisme qui dicte et veille à ce que soient appliquées les orientations du SFH. Or, ces orientations sont mises en oeuvre par les agents promoteurs et financiers qui, ayant bénéficié, depuis la mise en place du SFH, de transferts de ressources d'une ampleur considérable, se préoccupent d'autant plus de leurs profits que ceux-ci sont doublement entamés par les pratiques de non-paiement et par le manque à gagner qui découle de la baisse de <sup>la</sup> production et de la vente d'immeubles. Ces agents sont donc obligés de composer avec la BNH, ce qui signifie, ou devrait signifier, l'acceptation d'une baisse de leurs marges de profit et une ré-orientation de leur action. Signalons seulement que les agents financiers ont accepté le bonus (dont ils doivent payer un pourcentage), mais préconisaient que soit renvoyée à plus tard la question de l'équivalence salariale. En période de changements politiques, ne vaut-il pas mieux attendre pour négocier ? Entretemps, les industriels de la construction et de la promotion immobilière se sont déclarés favorables à des mesures dont ils attendent qu'elles relancent la demande de logements. D'ailleurs l'Association commerciale de Rio de Janeiro vient de se prononcer pour une révision de la politique de salaires - baisse de la demande oblige.



Quoi qu'il en soit cela permet de revenir à la question posée au début de ce travail. Les problèmes qu'affronte le SFH ne dépassent-ils pas son cadre propre ? Le président de la BNH déclarait récemment que la BNH n'est que l'agent du gouvernement en ce qui concerne le logement, mais non pas son agent économique (17). Il ne fait pas de doute que la réussite économique du SFH - et de ses agents - était liée à une croissance économique largement concentrationniste, qui a pu simultanément élargir le marché du logement et modérer un type de demande permettant des taux de profit très confortables. Mais ce type de demande, auquel le SFH s'est adressé en priorité, tranche avec les possibilités et les besoins de la majorité de la population. La revendication exprimée par la FAMERJ n'a jamais cessé d'être à l'ordre du jour: que le BNH se transforme en une entité à caractère social. Mais est-ce possible et raisonnable de l'attendre de la part d'une banque ?

(Paris, octobre 1984)

Notes :

- (1) Régions métropolitaines: São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Recife, Pôrto Alegre, Salvador, Fortaleza, Curitiba et Bélem.
- (2) UPC: unité de compte BNH/SFH dont la valeur correspond à celle des obligations remboursables sur le Trésor national (ORTN), réajustées tous les trois mois, selon l'inflation, et dont la valeur était de Cr\$ 2.910,93 en janvier 1983, Cr\$ 7.545,98 en janvier 1984, Cr\$ 16.619,90 en septembre 1984.
- (3) Correction monétaire: réajustement de la dette (capital et intérêts) et des mensualités selon les taux d'inflation.
- (4) Les tranches de revenus correspondent aux revenus mensuels des familles, évalués par rapport au salaire-minimum. En septembre 1984 le salaire-minimum est de Cr\$ 97.176,00.

.../...

- (5) Nombre de financements accordés par le SFH jusqu'en 1978: 2.049.654; entre 1979 et 1982 : 2.042.655 (Rapport annuel de la BNH, 1982). Le Président de la BNH chiffre à 4.236.000 le nombre d'unités de logement financées jusqu'en juin 1984 (Communication à l'Escola Superior de Guerra, le 20.08.84 - cf.note 17).
- (6) Pour une présentation plus détaillée de la BNH et du SFH, consulter MONTENEGRO, A.M. (article à paraître dans le prochain numéro de la Revue de l'Institut de géographie de Reims, consacré au Brésil).
- (7) 5 salaires-minimum : limite inférieure des ressources pour qu'une famille puisse se porter candidate à l'achat d'un logement produit et financé par les COHABs.
- (8) Jornal do Brasil, 22.1.84, 29.8.84.
- (9) INPC: indice national des prix aux consommateurs.
- (10) Uniquement en ce qui concerne les logements construits grâce à des financements du SBPE à ces agents promoteurs, ce stock est évalué à 60.000 (Jornal do Brasil, 11.8.84).
- (11) Jornal do Brasil, 8.8.84.
- (12) Les carnets d'épargne sont garantis par le gouvernement jusqu'à la limite de 3.500 UPC. Ces comptes sont indexés sur la correction monétaire et reçoivent des intérêts annuels de 6% et ont des avantages en ce qui concerne l'impôt sur les revenus. Selon M.DA MATTA, alors président de l'association qui regroupe les entités de crédit et d'épargne immobilier-ABECIP, (et actuel président de la BNH), en septembre 83, 87% des épargnants (sur carnet d'épargne) ont des revenus jusqu'à 7 salaires-minimum; leur solde correspondant à 10% du solde total des comptes sur carnet. 5% des épargnants ont des revenus qui dépassent 20 salaires-minimum; leur solde correspond à 74% du total. (cf.Revista ADEMI, septembre 1983; cf.aussi, à propos des carnets d'épargne Veja 10.8.83, Jornal do Brasil 15.1.84, 30.8.84).
- (13) BNH, O reajuste das prestações da Casa Própria no SFH 1984, sans date.
- (14) La Fédération des amis et habitants de Rio de Janeiro-FAMERJ évalue à 70% les financements dont les mensualités sont en retard (Boletim FAMERJ, 14.4.84).
- (15) idem note 13.

- (16) L'inflation est calculée par l'indice général des prix - IGP, dont les paramètres sont autres que ceux utilisés pour le calcul de l'INPC (cf.note 9).
- (17) DA MATTA, Nelson, O sistema financeiro da habitação, communication à l'Escola Superior de Guerre, 20.8.84, 26p.

AMPS

*Pour un nouvel ordre international:*

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale  
de prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

EXPLOSION URBAINE : CHAOS OU MAITRISE : CAS DU CAMEROUN

par Benoît MOUGOUE

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

## I.- CONTEXTE GENERAL DU TIERS-MONDE

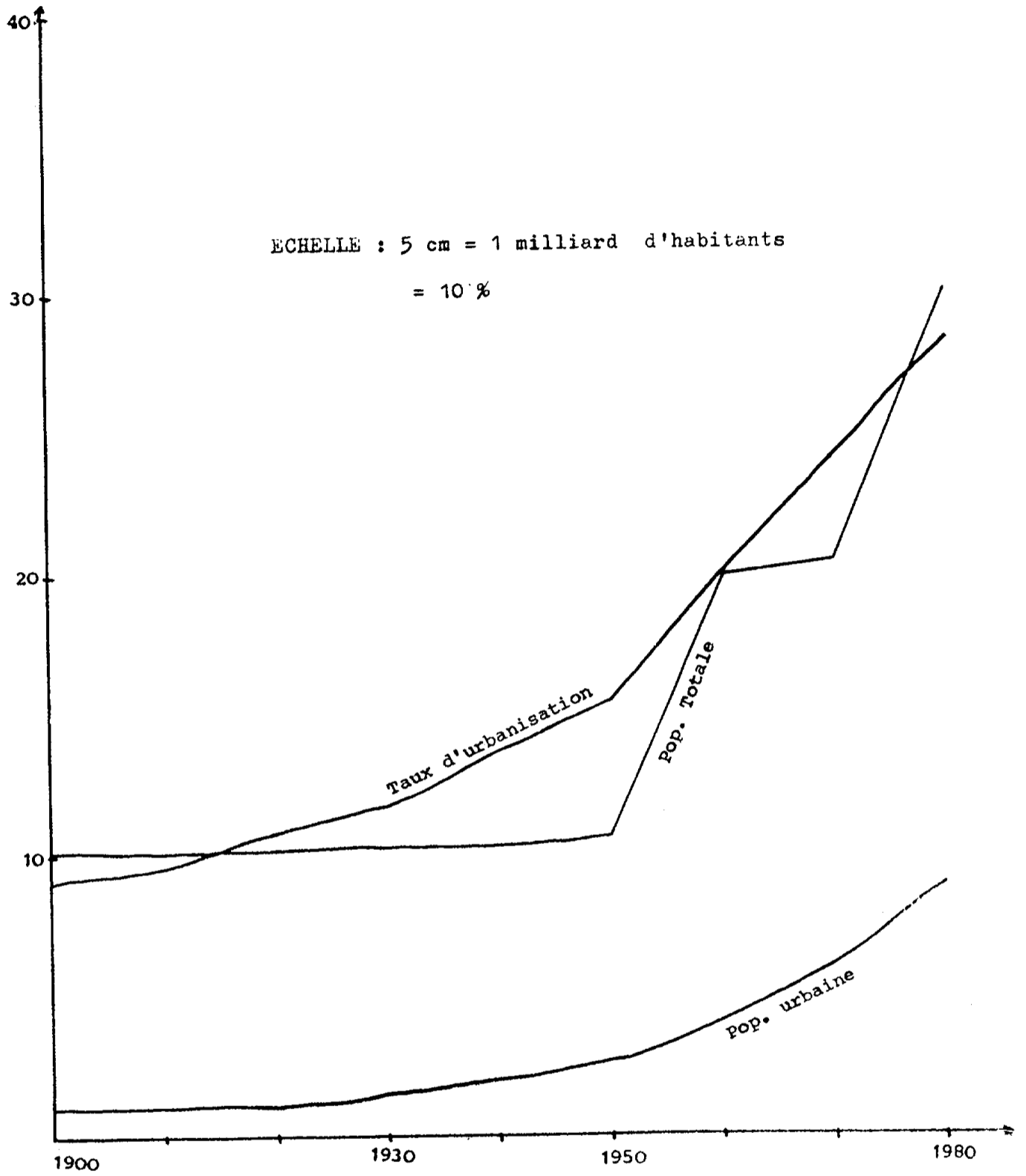
Les pays du Tiers-monde et en occurrence ceux de l'Afrique, sont confrontés aujourd'hui à une croissance démographique très accélérée qui rend impuissants les pouvoirs publics. Ils éprouvent de sérieuses difficultés grandissantes à ajuster l'exploitation de leurs ressources en fonction de cette croissance.

Sur le plan numérique, la population de l'ensemble des pays du Tiers-monde a été appréciée par le professeur BAIROCH de l'université de Genève. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-après.

Tableau I. Evolution de la population de l'ensemble des pays du Tiers-monde de 1900 à 1980 (1)  
(en million d'habitants).

DATE	POPULATION TOTALE	POPULATION URBAINE	TAUX D'URBANISATION
1900	1 089	99	9,1
1910	1 137	109	9,6
1920	1 188	129	10,8
1930	1 325	157	11,8
1950	1 651	259	15,7
1960	2049	414	20,2
1970	2589	626	24,2
1980	3282	933	28,4

EVOLUTION DU TIERS MONDE DE LA POPULATION



A la suite d'une fine analyse de ce tableau, Mathieu Claude met en évidence les trois tendances fondamentales suivantes(1)

- 1) Une accélération de la croissance de la démographie naturelle qui passe de 0,9 % par an (entre 1910 et 1950) à 2,20 % par an (de 1950 à 1980).
- 2) Une croissance spécifique et beaucoup plus rapide de la démographie urbaine qui passe de 2,2 % (entre 1910 et 1950) à 4,6 % par an (de 1950 à 1980)
- 3) Undépeuplement des campagnes dont le taux de croissance effective regresse progressivement par rapport au taux naturel moyen observé.  
0,65 % au lieu de 0,9 % entre 1910 et 1950  
1,8 % au lieu de 2,30 % entre 1950 et 1980.

Devant cette croissance démographique, on constate une attitude controversée des gouvernements.

- Certains pays (Inde, Chine) tentent de mettre sur pied une politique de réduction numérique de leur population par un contrôle des naissances (méthode contraceptive) et une légalisation des avortements.

- D'autres, au contraire, assez passifs, adoptent implicitement une politique pro-nataliste en encourageant la grande famille. (Le continent africain dans son ensemble). Ici des allocations et des primes spéciales sont accordées pour le nième enfant.

---

(1) Claude Mathieu: Statistiques démographiques et aménagement du Territoire : PP. 1-2 J.  
Cette communication a été faite au séminaire National sur l'utilisation des données statistiques qui s'est tenu à Yaoundé du 16 au 19 Juillet 1984.

Dans tous les cas, les efforts sont vains. On tente sans succès à réaliser une adéquation entre la population et les ressources disponibles. Le bien-être des habitants est loin d'être atteint.

Au niveau du globe terrestre, on multiplie des efforts pour maîtriser cette croissance. On organise des conférences y afférentes. Ce qui traduit le comportement désespéré des experts.

L'analyse du cas de l'Afrique montre que les prévisions de la croissance démographique dans ce continent continueront d'être préoccupantes dans l'avenir(1). Les tableaux ci-après en constituent un témoignage éloquent (2).

---

(1) Dans un article publié dans Jeune Afrique n° 1232-1233 des 15-22 Août 1984 intitulé "Trop d'enfants en Afrique" Sophie BESSIS? écrit : Le problème démographique se posera de plus en plus parce que l'Afrique n'a pas su faire/<sup>face</sup>aux besoins les plus immédiats de sa population et s'est révélée incapable de maîtriser les principaux facteurs de croissance ou de repression économique.

Aujourd'hui, de nombreux pays n'ont plus le choix : Il leur faudra gérer, dans les pires conditions, une population supplémentaire qu'ils ont appelée de leurs vœux sans rien faire pour préparer concrètement sinon son épanouissement, du moins sa survie.

(2) Les chiffres de ces tableaux sont tirés des projections des Nations Unies intitulées : Estimates and projections of urban, Rural and city populations 1950-2025 : The 1980 assessment) citées par Claude Mathieu au Séminaire National sur l'utilisation des données démographiques tenu à Yaoundé du 16 au 19 Juillet 1984.

.../...



TABLEAU II.- Population urbaine/Population totale (en millions)

	1980	2 000	2025
Afrique	:(121)/(440)	:(331)/(801)	:(837)/(1453)
reste Tiers-monde	:(895)/(2863)	:(1790)/(4043)	:(3317)/(5368)

TABLEAU III. Taux d'urbanisation (%)

	1980	2000	2 025
Ters-monde	: 30,75	: 43,78	: 60,90
Afrique	: 27,5	: 41,3	: 57,6

TABLEAU IV. Taux de croissance urbaine/Population Totale (%)

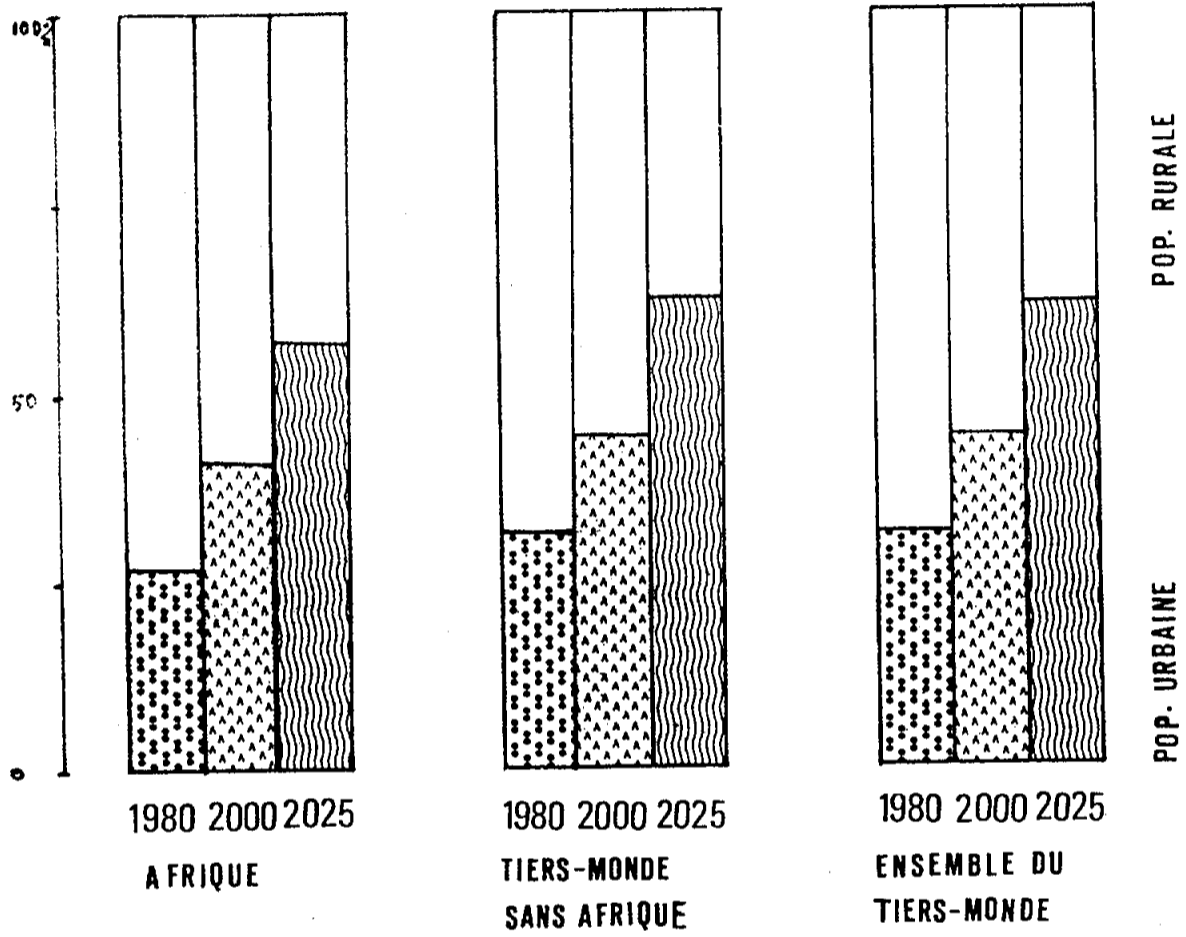
	1980	2000	2 025
Tiers-monde	: 4,6/1,90	: 3,7/1,45	: 2,6
Afrique	: 3,10	: 5,2/2,40	: 4,75

De ces tableaux, on peut retenir que la population urbaine de l'Afrique, sur le plan numérique, pourra septupler d'ici l'an 2025 et que le taux d'urbanisation doublera dans le même temps. Quant à la population totale, elle triplera au moins entre 1980 et 2025.

Dans le contexte de la croissance de la population du Tiers-monde en général et de l'Afrique en particulier, quelle place occupe le Cameroun ?

.../...

# EVOLUTION DU TAUX D'URBANISATION



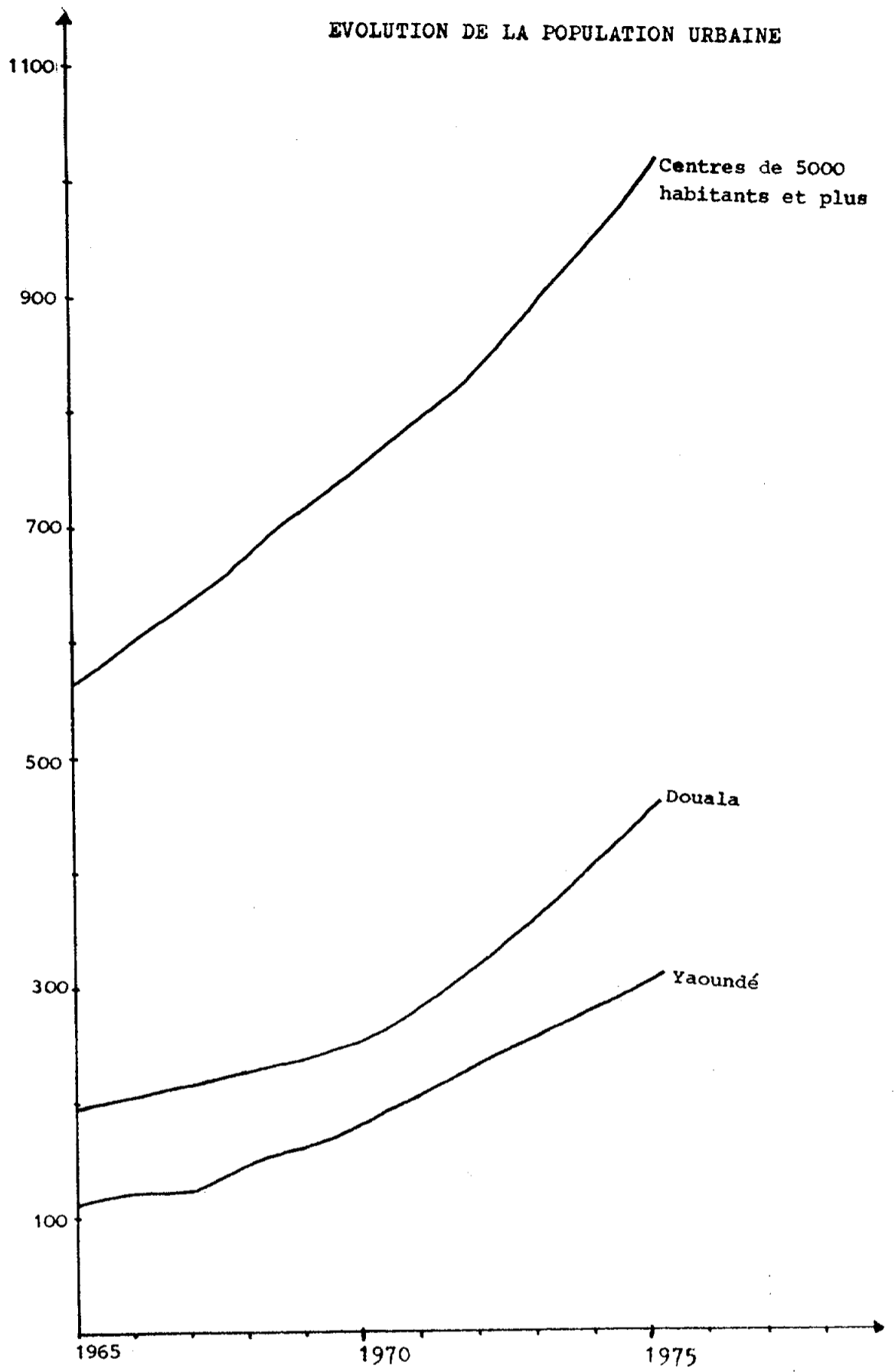
**Tableau V : Evolution de la population Camerounaise de 1965 à 1970**  
(en milliers d'habitants)

Nomenclature	1965	1966	1967	1968	1967	1970
YAOUNDE	111	122	123	144	160	178
DOUALA	185	205	215	226	237	250
AUTRES CENTRES DE 5000 habi- tants et plus	564	598	631	672	714	757
RESTE DU TERRI- TOIRE NATIONAL	4 439	4 490	4 543	4 589	4 625	4 651
POPULATION TOTALE	5 309	5 415	5 512	5 631	5 736	5 836
POPULATION UR- BAINE	16,39 %	17,01 %	17,58 %	18,50 %	19,37 %	20,31 %
POPULATION TOTALE						

**SOURCES :** BIYONG B. : Evaluations et projections démographiques en République Fédérale  
du Cameroun  
Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale  
Pp. 43 et 87, tableau 5 et 27 Mai 1970

.../...

EVOLUTION DE LA POPULATION URBAINE



## II. - TENDANCES DE LA POPULATION CAMEROUNAISE

### 1) Evolution Rapide de la population Camerounaise.

En 1965, la population camerounaise est évaluée à 5 309 000 habitants avec un taux d'urbanisation de 16,39 %. Yaoundé et Douala rassemblent 35,17 % (soit respectivement 12,76 et 22,41 %) de la population vivant dans les centres urbains de 5 000 habitants et plus.

En 1970, le Cameroun compte 5 836 000 âmes avec un taux d'urbanisation estimé à 20,31 %. Dans le même temps, la population des deux métropoles est évaluée à 428 000 individus soit 36,11 % des habitants des centres urbains de 5000 âmes et plus.

Au R.G.P.H de 1976, le pays compte 7 663 246 habitants parmi lesquels :

- 2 184 242 soit 28,50 % vivent dans le secteur urbain tandis que
- le secteur rural renferme 5 479 004 personnes soit 71,50 % de la population totale.

A cette même date, Yaoundé et Douala totalisent 772 132 âmes soit 35,35 % de la population du secteur urbain.

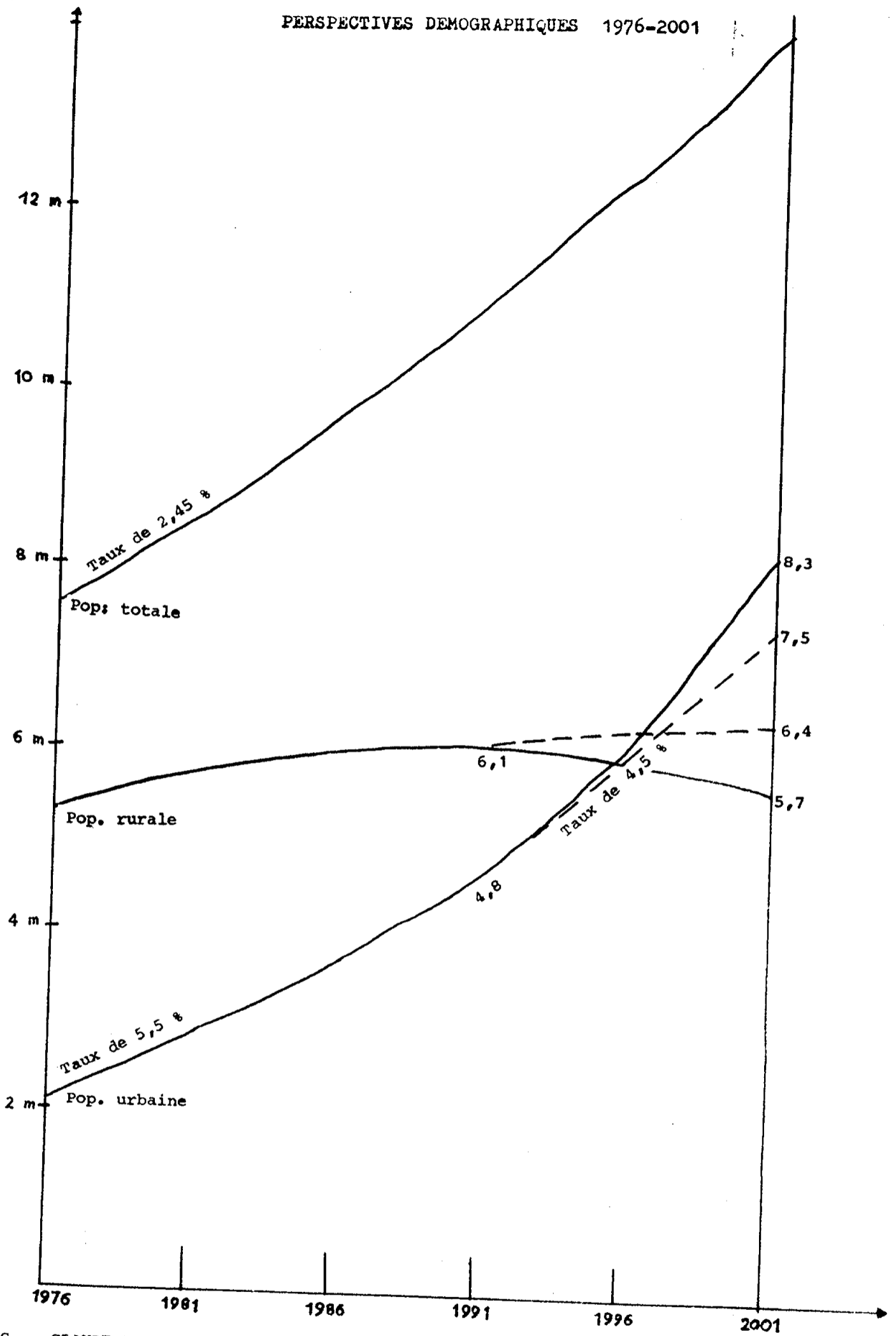
Ces chiffres traduisent dans les faits la croissance accélérée de la population camerounaise au lendemain de l'indépendance. En outre, ils caractérisent au mieux l'explosion urbaine que connaît le pays depuis un quart de siècle et qui va toujours crescendo.

### 2) PERSPECTIVES DE LA POPULATION CAMEROUNAISE

Si on fait une projection de la population Camerounaise à partir du R.G.P.H de 1976, on arrive aux résultats suivants.

.../...

PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES 1976-2001



SOURCES : CLAUDE MATHIEU. Statistiques Démographiques et Aménagement du Territoire  
Communication sur les données démographiques au Cameroun P. 28

En 1984, la population totale du Cameroun se chiffre probablement à 9,3 millions d'habitants dont 3,5 millions d'urbains. Ce qui, au regard du taux d'urbanisation qui est voisin de 37 %, le situe dans la moyenne africaine.

Pour l'an 2000 les estimations portent sur 16 millions d'habitants dont 7,7 millions d'urbains et 8,3 millions de ruraux. A cette date, le taux d'urbanisation avoisinera 48 % (1).

Ces chiffres montrent à coup sûr une explosion spectaculaire de la population urbaine au Cameroun, explosion qui était déjà ressentie en 1976.

Au R.G.P.H de 1976, le Cameroun comptait 1 urbain pour 2,5 ruraux.

Dans le même temps, 17 villes abritant chacune au moins 20 000 âmes concentraient 63 % de la population urbaine soit le quart de la population totale du Cameroun.

En l'an 2000, un camerounais sur deux soit un urbain pour 1,07 rural vivra dans les villes.

---

(1) Il convient de préciser que ces projections sont sous-tendues par une augmentation de la croissance démographique nationale de 2,4 à près de 3 % et un infléchissement de celle des villes passant de 6,6 en 1982 à environ 5 % en l'an 2000.

Tableau VI. : Population des villes de plus de 20 000 habitants au Cameroun en 1976.

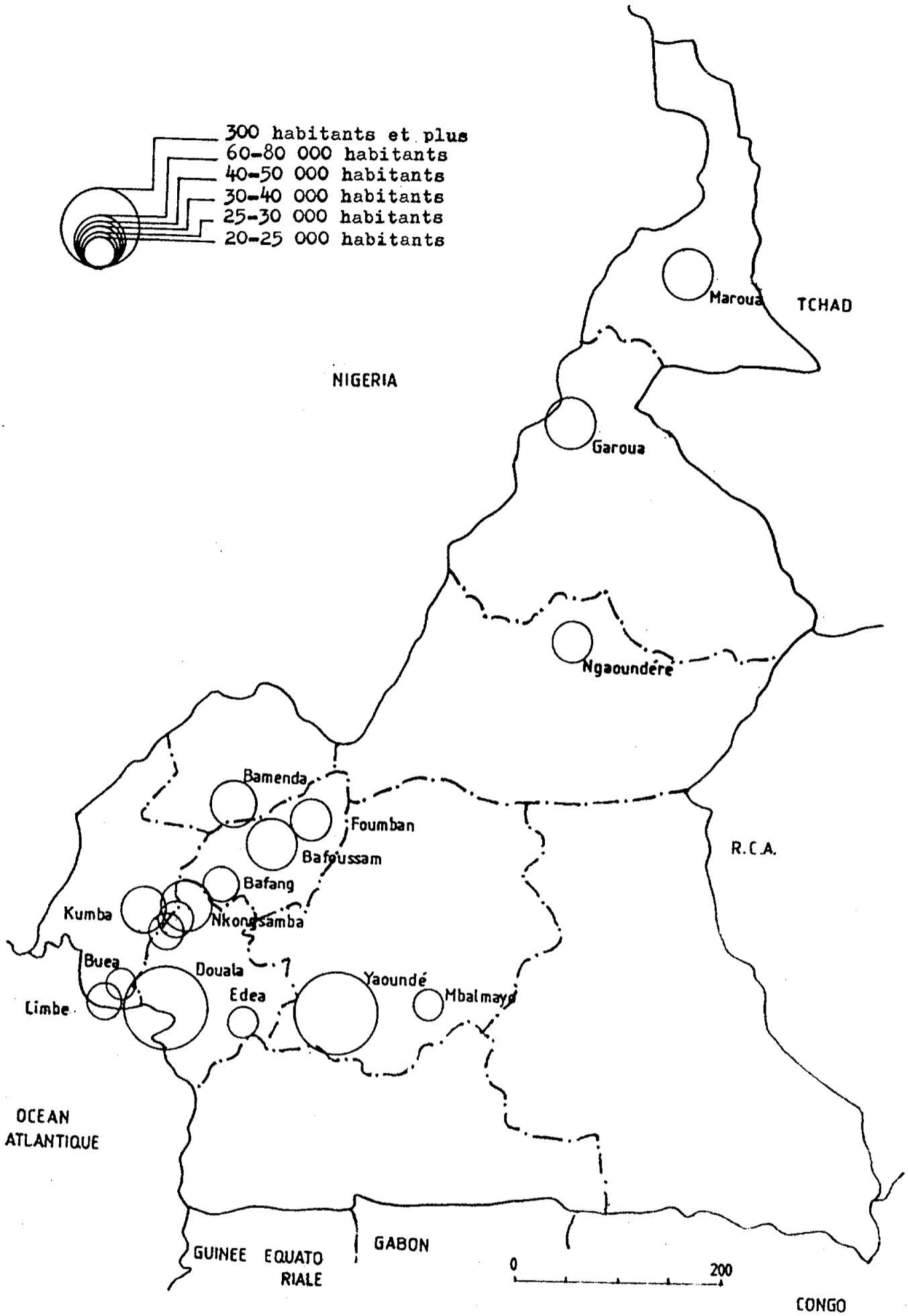
N°	VILLE	POPULATION
1	DOUALA	458 426 habitants
2	YAOUNDE	313 706
3	NKONGSAMBA	71 298
4	MAROUA	67 187
5	GAROUA	63 900
6	BAFOUSSAM	62 239
7	BAMENDA	48 111
8	KUMBA	44 175
9	NGAOUNDERE	38 992
10	FOUMBAN	33 944
11	LIMBE	27 016
12	LOUM	26 773
13	BAFANG	25 733
14	EDEA	25 493
15	BUEA	24 584
16	MBALMAYO	22 106
17	MBANGA	21 459
	TOTAL	1 375 142 habitants

SOURCE : Ministère de l'Economie  
et du Plan  
Direction de la Statistique  
et de la Comptabilité  
Nationale.

Principaux résultats du  
Recensement Général de la  
Population et de l'Habitat  
d'Avril 1976.  
P. 12



CAMEROUN : Distribution spatiale des villes d'au moins 20 000 habitants en 1976.



### III. CAUSES ET CONSEQUENCES DE CETTE EXPLOSION URBAINE

L'explosion urbaine au Cameroun est la résultante de la croissance interne de la population mais aussi et surtout le fruit de l'immigration nourrie par l'exode rural. Les centres urbains exercent chaque jour une ponction humaine très remarquable qui vide les campagnes environnantes. Ce phénomène est accéléré par les conditions de vie meilleures dans les villes.

Il faut ajouter à cela le mythe et le charme propre des villes qui constituent le mirage des centres urbains au Cameroun.

Sur le plan économique, on observe un développement déséquilibré des villes qui attirent les jeunes gens nourris d'ambitions et pleins d'espoir, parfois fondé, d'y trouver un emploi.

En effet, Yaoundé et Douala, respectivement capitale politique et capitale économique, constituent les deux pôles industriels du pays. Elles drainent la quasi-totalité des investissements dans ce secteur et pourvoient un nombre important d'emploi. En 1980, on dénombre 65 511 emplois à Yaoundé et 111 135 à Douala (1) (cf. tableau VII).

L'hypertrophie de l'administration y constitue indéniablement un élément d'attrait de la population. A ce titre, Yaoundé présente des particularités certaines.

En dépit de la décentralisation amorcée des établissements universitaires, Yaoundé demeure encore la ville estudiantine du pays. On y trouve presque tous les types d'enseignement et une bonne infrastructure d'accueil. Ce qui y attire la plupart des jeunes.

---

(1) Ces chiffres sont issus d'une enquête sur les activités visibles de la rue que la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat sous notre diligence a menée à Yaoundé et Douala en 1978. L'obtention du nombre d'emploi a été faite par l'application d'un coefficient de pondération et de corrélation.

La mise à jour des résultats a été l'oeuvre de la SEDES qui, pour la circonstance, a conduit des investigations complémentaires sur le terrain en 1980.

TABLEAU VII. Nombre d'emploi par type d'activité à Yaoundé et Douala en 1980

VILLE	SECTEUR MODERNE			SECTEUR INFORMEL			TOTAL	
	INDUSTRIE	INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	BÂTIMENT, T-P ÉNERGIE	ADMINISTRATION	SERVICES AUX COLLECTIVITÉS ET AUX PARTI-CULIERS	PRODUCTION SERVICE		COMMERCE
YAOUNDE	3.658	4.705	5.093	14.177	16.135	8.599	13.144	65 511
TOTAL	PRIMAIRE ET SECONDAIRE			TERTIAIRE			INFORMEL	
	13 456			30 312			21 743	65 511
DOUALA	6 157	23 844	8 906	38 278		12 662	21 288	111 135
TOTAL	PRIMAIRE ET SECONDAIRE			TERTIAIRE			INFORMEL	
	38 907			38 278			33 950	111 135

SOURCES : Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat  
Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

Les emplois dans l'espace urbain de Yaoundé et de Douala. Situation et perspectives  
Rapport d'avancement des études par SEDES  
PP. 15 et 58

NOVEMBRE 1980

Ces différents facteurs conduisent à un gonflement demeuré des populations citadines qui posent d'énormes problèmes sur tous les plans.

- Carence des logements se traduisant par un entassement progressif et soutenu des gens dans les quartiers centraux ou péri-centraux et une occupation anarchique des sites urbains. Ce qui, à coup sûr, dégrade le cadre de vie qui, malgré tout, reste supporté par les uns et les autres.

- Déséquilibre criard entre les équipements collectifs implantés et les besoins réels de la population. La santé et l'éducation sont les deux principales cibles. La carence et l'insuffisance numérique des équipements sanitaires et éducatifs sont ressentis tant par les pouvoirs publics que par les citoyens-usagers comme une tare de la société urbaine.

- Inadéquation population/emploi qui se traduit par une prolifération indéniable du secteur informel en général et du petit métier en particulier.

- Faiblesse du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population qui ne peut bénéficier des effets de la ville et qui vit, malgré elle, en marge de la société citadine sous le poids d'un complexe d'existence.

- Dépravation des mœurs allant parfois jusqu'au rejet de l'éthique et des valeurs de la société traditionnelle.

- Conflits des fonctions spatiales de l'espace urbain.

- Rareté ou pénurie de l'espace viabilisé se manifestant par une spéculation effrénée du bien foncier.

.../...

IV. EFFORTS DU GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS POUR  
MAITRISER L'EXPLOSION URBAINE

Face à la croissance spectaculaire de la population urbaine, au Cameroun, les pouvoirs publics diversifient leurs efforts pour contenir et maîtriser le phénomène. Des actions concourantes sont engagées dans tous les secteurs de la vie nationale.

- REDYNAMISATION DES COMMUNAUTES VILLAGEOISES

La croissance effrénée de la population urbaine au Cameroun exige une réflexion permanente et la mise sur pied d'une politique adaptée en vue de la maîtriser. De plus en plus, les décideurs politiques pensent à jouer sur les zones rurales, véritables bassins-propulseurs de la population afin de fixer les habitants sur place. Dans cette optique le gouvernement manifeste une volonté indéniable à doter les zones rurales d'un arsenal d'infrastructures et d'équipements pouvant permettre à la zone rurale de résister à la ponction humaine qu'exerce la ville sur elle. Cette politique vise à rendre le cadre de vie rural viable en y améliorant substantiellement les conditions d'existence. Elle semble plus pragmatique et mieux réaliste que la politique de promotion de villages-centres prônée dans les années 1970 (1).

- PLANS D'URBANISME DIRECTEURS :

Devant la modicité des moyens et la multiplicité des sollicitations des milieux urbains, le gouvernement Camerounais a consacré l'élaboration des documents d'urbanisme comme l'un des leviers de sa politique de maîtrise urbaine. Ces documents, de nature variée (2) ont pour vocation : Planifier, programmer pour organiser afin de mieux accueillir. Ces documents indiquent avec clarté les opérations conséquentes à conduire dans une ville pour un horizon donné afin de ne

---

(1) Les villages-centres dont les critères de sélection n'étaient pas bien définis, devaient constituer irrésistiblement une étape vers la création des centres urbains.

(2) Au Cameroun, la nouvelle législation prévoit de doter chaque ville d'un document d'orientation appelé SDAU. pour être applicables, les SDAU doivent être suivis de documents de détail appelés PDL et PS. Ces derniers sont plus précis et plus opérationnels.

.../...

pas laisser le cadre de vie se dégrader.

En outre, la nouvelle loi d'orientation en matière d'urbanisme et d'habitat qui remplacera l'ancien Code National d'urbanisme largement dépassé, définit des cadres appropriés de travail en hiérarchisant les villes suivant leur taille et surtout leurs fonctions. Ce qui déterminera et harmonisera les types d'actions à mener dans les villes afin de maîtriser l'explosion démographique qui les caractérise.

- PERSPECTIVES INDUSTRIELLES :

La croissance accélérée de la population camerounaise se traduit par un nombre important de "sans emploi" qui posent de sérieux problèmes d'intégration et d'absorption aux autorités gouvernementales.

L'effort du pays tend à développer avec énergie le secteur industriel qui offre des perspectives d'emploi.

Déjà dans le IV<sup>e</sup> plan de développement national, la stratégie industrielle a été décrite avec des objectifs précis :

- Croissement du volume de l'emploi (1)
- Formation professionnelle
- Camerounisation de cadres
- Intégration inter-industrielle
- Décentralisation industrielle.

---

(1) Cet aspect du problème a été renforcé dans le V<sup>e</sup> plan de développement national qui stipule que :

- L'industrialisation devra contribuer fortement à résoudre les graves problèmes de l'emploi. Le choix des investissements industriels à promouvoir devra donc également tenir compte des efforts internes et externes de ces investissements sur la création d'emploi.
- La réalisation des infrastructures de base (aménagements collectifs, écoles, dispensaires, aires de jeu, bureau de poste, eau, telex, routes... etc) qui devront précéder les implantations industrielles.

.../...

Ce dernier aspect des objectifs assignés à la politique d'industrialisation du pays a été récemment renforcé par la nouvelle version du code national d'investissement qui offre de conditions particulièrement alléchantes aux hommes d'affaires qui s'installent hors des deux métropoles.

Il faut en outre signaler que dès 1980, le gouvernement Camerounais avait pris la décision de doter le pays d'un plan Directeur d'industrialisation qui est actuellement en cours d'élaboration.

Il permettra à coup sûr de planifier ce secteur et de mettre un accent particulier sur la création d'industries ayant des effets d'entraînement certain sur l'économie du pays.

Tout cet effort que déploient les décideurs politiques vise à un seul but : Maîtriser l'explosion de la population Camerounaise en général et la population urbaine en particulier.

#### DEVELOPPEMENT DES ZONES RURALES

Aujourd'hui, la population camerounaise est constituée à près de 63 % de ruraux. Pour tenir compte de cette fraction de la population, le gouvernement a inscrit le développement des zones rurales parmi ses préoccupations. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture, assure la tutelle d'un nombre important de projets.

Il s'agit principalement de :

#### A- ZONE CACAOYERE

SOCAPALM

HEVECAM

FONADER

CENADER

SODECAO

.../...

ZAPI-EST

SOFIBEL

KAMBELE

B- OUEST DU PAYS

PROJETS DES HAUTS PLATEAUX

ROUTE DU NOUN

QUINQUINA

SOSERIM

BAICOM

PROJET SOJA

WADA

C- NORD DU PAYS

SEMRY

SODECOTON

FSAR

PROJET SEMENCIER

NORD-EST BENOUE

SUD-EST BENOUE

OFFICE CEREALISER

SODEBLE.

Le but recherché par la création de ces projets est de fournir de l'emploi rémunéré à la population locale, de l'encadrer, de la fixer sur place et de stimuler son auto-développement afin de limiter sa migration vers les centres urbains.

Ces objectifs ne sont pas toujours atteints. Ces projets se présentent généralement comme des tumeurs placées dans le milieu rural sans effets réels, viables et entraînants sur les villages environnants. En effet, dès que les jeunes, recrutés dans ces projets font fortune, ils prennent très tôt le chemin de la ville.

.../...



CONCLUSION :

L'explosion urbaine au Cameroun, qui se situe dans le sillage de la croissance de la population du Tiers-monde en général et de l'Afrique en particulier pose d'énormes problèmes de maîtrise aux instances gouvernementales.

Face à ce phénomène, les décideurs politiques tentent de mettre sur pied un arsenal de mesures (1) appropriées et un dispositif économique adéquat mais qui ne permettent pas de contenir le fléau avec efficacité.

Dans les agglomérations, l'explosion urbaine se caractérise par un déséquilibre notoire entre la population citadine et les équipements communautaires et par un nombre important de "chômeurs".

---

(1) La prise de conscience de l'explosion urbaine et des problèmes qui en découlent a dicté la création en 1979 d'un département ministériel chargé spécifiquement des problèmes d'urbanisme et d'habitat au Cameroun. Ce Ministère regroupe le Cadastre, les Domaines, les Logements, l'Urbanisme et l'Habitat.

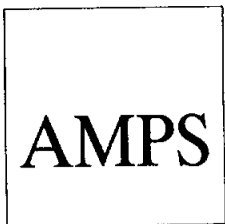
Il assure également la tutelle des organismes d'exécution de la politique du gouvernement dans le domaine de l'Urbanisme et de l'Habitat. Il s'agit essentiellement de la MAETUR, de la SIC, du CFC qui interviennent en vue de juguler le problème de logement au Cameroun.

.../...

Les problèmes nés de cette explosion urbaine sont ressentis avec acuité dans les deux métropoles qui connaissent un rythme d'extension spatiale très rapide. Si des mesures urgentes, efficaces, énergiques et adéquates ne sont pas prises, d'ici l'an 2000, Douala et Yaoundé deviendront des "monstres urbains" ingérables.

Les problèmes de ces deux villes n'échappent pas à l'hinterland où les capitales provinciales connaissent une croissance accélérée et parfois demesurée de leur population.

En matière de croissance démographique, le Cameroun vit une situation amorphe. Si le stade de maîtrise de l'explosion urbaine n'est pas atteint, le chaos est loin de s'installer./-



*Pour un nouvel ordre international:*

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale de  
prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

L'IMPACT DE L'EXPLOSION URBAINE SUR LE  
DEVELOPPEMENT RURAL

par P. POUKOUTA

## L'EXPLOSION URBAINE ,

### CHAOS OU MAITRISE ?

#### L'IMPACT DE L'EXPLOSION URBAINE SUR LE DEVELOPPEMENT RURAL -

Une des plus grandes philosophies du Plan d'Action Economique et Social 1982 - 86 en République Populaire du Congo consiste en la récupération et en l'aménagement de l'ensemble du territoire national en vue de revaloriser la condition sociale en milieu rural et de décongestionner une strade urbaine progressivement pléthorique.

A l'origine de cette phisolophie, un constat, celui d'"un déséquilibre marqué et croissant du peuplement de l'espace économique conduisant à une croissance excessive des deux villes principales : Brazzaville et Pointe-Noire au détriment des espaces ruraux en voie d'abandon et de désertification économique". (1)

C'est l'exode rural. La ville africaine qui au départ apparaît simplement comme le produit d'un héritage colonial (les villes côtières sont des ports maritimes, les villes situées à l'intérieur jouent le rôle administratif et politique, l'implantation des écoles, des axes routiers et ferroviaires, des points de rupture de charge est l'effet de la stratégie et de la volonté coloniale) devient, aujourd'hui et par accumulation le lieu de convergence des avantages politiques, socio-économiques et de divergence des intérêts entre ruraux et citadins - Il s'agit donc de résoudre cette contradiction dans la perspective d'un développement plus équitable. Le refus de l'héritage colonial, constamment réactivé par les lois du développement inégal implique un effort gigantesque de reconquête et de réaménagement des espaces économiques et humains fondés sur la mise en valeur des potentialités agricoles, sylvicoles et sur la mise en place d'un ensemble d'infrastructures routière, scolaire, sanitaire et distrctive.

---

(1) Plan Quinquennal de Développement et Social de la République Populaire du Congo : 1982 - 86.

En supposant des mécanismes et manifestations du gonflement excessif des villes un constat établi, nous essayerons d'en étudier les conséquences sur le développement du milieu rural et de voir dans quelle mesure l'explosion urbaine en elle-même (chaos), la prise de conscience de la situation qu'elle entraîne, les solutions préconisées pour décongestionner l'espace urbain (tentative de maîtrise) par l'effort d'aménagement du Territoire peuvent avoir ou non des effets positifs sur le développement rural.

1 - LE PROBLEME : Le développement rural est-il compatible avec une explosion urbaine?

L'essor des campagnes ou des cités agricoles et sylvicoles suppose une mobilisation permanente du potentiel humain, à côté d'une disponibilité réelle d'infrastructures. Dans le contexte actuel des échanges internationaux, le secteur primaire continue à demeurer l'élément dominant offert sur le marché par les pays non-industrialisés. De plus, la vie à la campagne représente le lieu de reproduction sociale de près de 70% des populations des pays du 1/3 monde. Ainsi donc, l'agriculture et les activités qui lui sont directement rattachées apparaissent comme un gage à l'indépendance économique des pays en voie de développement et, en conséquence, la promotion du secteur rural devrait être un sujet de préoccupation des gouvernants.

Or, on observe dans ce même temps un peuplement gigantesque des villes qui se traduit par une désarticulation du milieu urbain : surpopulation, sous équipement et sous approvisionnement, désorganisation des transports, un décor périphérique qui accentue l'image de la pauvreté et la forte inégalité entre couches sociales à l'intérieur d'un même espace. Le rythme de croissance de la métropole congolaise, Brazzaville peut se vérifier par des chiffres.

../...

L'agglomération de Brazzaville au recensement de 1974 comptait 323.323 habitants dont 20.864 dénombrés dans la banlieue - Pour une population totale chiffrée à 1.319.790 habitants, la ville de Brazzaville à elle seule en renfermait près du tiers (24,5%) - Relevons aussi que les arrondissements de Makélékélé et Talangaï, situés respectivement à l'entrée de la périphérie Sud et Nord de la Capitale comptaient 43.738 et 33.885 habitants au recensement de 1974, tandis que les résultats de la cartographie censitaire de 1984 nous donnent pour les mêmes arrondissements les chiffres de 100.425 et 95.164 habitants - Témoin d'une implantation quasi automatique des ruraux aux limites de la ville lors de l'exode, provoquant dans les deux cas une augmentation de près de 48% en 10 ans.

Par ailleurs, avec un taux de natalité de 44,2% et celui de mortalité égal à 11,4%, on observait un accroissement naturel de 3,28% - A partir de ces données et ayant observé des taux de croissance migratoire respectivement de l'ordre de 29,4% entre 1974 et 1980 et 26,2% entre 1980 et 1985, les résultats des projections faites par Monsieur DIAFOUKA donnent pour Brazzaville une estimation de 456.000 habitants pour 1980 et 597.000 habitants pour 1985 (1) a titre de comparaison, le Recensement Administratif de Brazzaville a dénombré environ 500.000 habitants en 1983 .

Il ressort en définitive, en considérant  $r = \frac{Pt + h - Pt}{Pt}$

que de 3,3% entre 1974 et 1980 le taux de croissance annuel de la ville de Brazzaville est passé à 4% entre 1980 et 1985. Ce qui témoigne d'un rythme de croissance urbaine qui répond à une allure régulière et soutenue.

Et dans la même foulée, on assiste à une saignée importante des campagnes privées de bras valides, ce qui crée un sentiment de vide, d'inertie et d'abandon. La dynamique du milieu rural qui devait

(1) Félicien DIAFOUKA : Thèse d'Etat en Economie ; La Démographie de Brazzaville

assurer l'autonomie et l'autosuffisance alimentaire devient de plus en plus problématique - Double problème dirions-nous quant, au regard des arrondissements de Makélékélé et surtout Talangani, plus grands "bénéficiaires" de l'exode rural les problèmes d'oisifs, de sans abri et sans emploi se traduisant par une taille de famille par chef de ménage important (9 à 11 habitants par ménage), ainsi que celui de transport et d'infrastructures domestiques (eau, électricité, maisons) sont les plus ressentis.

La ville naît, se développe mais ne repose que sur peu d'infrastructures matérielles tangibles et durables. L'approvisionnement par les campagnes est mal assuré d'une part à cause de l'attrait des ruraux pour la ville, de l'autre (une conséquence) parce que l'initiative paysanne n'est pas toujours encouragée et subventionnée. Un secteur tertiaire pléthorique et la prolifération des industries "clé à main" aggravent le clivage.

Le problème se pose alors en termes de constat : le développement rural devrait-il se sacrifier au profit d'une croissance urbaine qui n'assure pas les effets de son développement ? Il apparaît alors qu'on ne pourrait parler dans les pays africains de l'avenir de la société rurale sans chercher à maîtriser le fléau urbain et à résoudre le déséquilibre - Celui-ci se situe à un double niveau; il est à la fois économique et socio-culturel.

## 2 - LE DÉSÉQUILIBRE -

"Le départ vers la ville doit être interprété comme le résultat de la crise que traversent les villages africains ..... La disparité entre ruraux et citadins s'est accentuée avec la période des indépendances : en six mois de salaire donc en un mois et demi de travail effectif, un député gagnait autant que le paysan en 36 ans de labeur, soit en toute une vie de labeur. Un langage commun dans de telles conditions est impossible.... Les paysans pauvres n'ont pas une conscience nette des inégalités sociales bien qu'ils les vivent quotidiennement - La marche des jeunes scolarisés vers les villes exprime clairement la conscience aiguë d'une Afrique désenchantée" (1)

(1) J.M. ELA : La ville en Afrique Noire, KARTHALA.

Il ya donc problème. En amont comme en aval : aussi bien par des facteurs endogènes que par l'attrait de la ville elle même, le milieu rural se voit reculée l'échéance de son développement. On peut repectorier entre autres points de déséquilibre :

- une inégalité très marquée des forces productives : jeunes et instruits en milieu urbain ; progressivement vieillissants et clairsemés en milieu rural ;
- une forte centralisation de l'administration publique dans les métropoles (tous les ministères par exemple) ;
- une polarisation manifeste des structures socio-économiques et des grandes unités de production ou de commerce ;
- une non émulation des activités agricoles par une mévente des produits qui y sont issus et dont des institutions d'Etat détiennent le monopole de commercialisation - A côté de cela une quasi stabilité des revenus des travailleurs de l'Administration des Services Para étatiques et Privés ;
- l'affectation dans les campagnes des professeurs, médecins agronomes ou autres fonctionnaires d'élite est longtemps apparue comme une sanction du fait du peu de cas qu'on attache à leur nouveau milieu se traduisant par l'état déplorable des routes et des moyens de transport, l'absence des pôles d'attraction en un mot, l'enclavement, à tel point qu'en leur lieu et place rencontrait-on parfois des instituteurs, infirmiers ou matrones, moniteurs agricoles faisant office des rangs pré-cités.

C'est ce déséquilibre qui détermine directement le départ vers la ville - Ce mouvement semble irréversible tant que s'accroît l'écart de revenus ainsi que s'affirme la différence sociale entre le paysan et le citadin.

../...



Au niveau endogène et donc en conséquence de ce qui vient d'être décrit, le jeune quitte son village dans le souci d'affronter un genre de vie nouveau, d'échapper au poids des coutumes, de refuser l'autorité ~~généraliste~~ ~~et~~ de se mettre à l'abri de la sorcellerie - Le voyage migratoire s'apparente alors à une sorte d'épreuve initiatique où le jeune marque son ~~insertion~~ dans un monde en rupture avec le carcan du suranné et affirme son autonomie. L'exode rural est alors consommé. Et le déséquilibre est d'autant plus ressenti dans notre continent que l'explosion urbaine qui s'ensuit, se produit à un moment où la croissance urbaine ne s'accompagne pas (ou n'est pas l'aboutissement) d'un fort développement économique.

L'explosion urbaine conduit donc à un constat : l'asphyxie des grandes villes, et appelle des solutions ; la décongestion et la redistribution de l'espace sur la base des arguments à même de retenir le paysan dans son milieu d'origine avec un minimum de conditions satisfaisantes - Il faut poser un cordon de sécurité autour de la ville pour prévenir le chaos - En République Populaire du Congo cette stratégie tourne autour d'une action gouvernementale en cours d'exécution qu'on appelle la politique d'aménagement du Territoire.

3 - LA STRATEGIE : La reconquête de l'espace économique et social, un projet structurant.

3a - Le but visé dans notre pays par le truchement de cette entreprise est de gérer une occupation judicieuse et équilibrée de l'espace, transformer les villages (entendus au sens le plus préjoratif) en des cités rurales animées par des actions des coopératives et un encadrement socio-politique afin d'arriver à un interressement objectif des campagnes par les ruraux sur la base des infrastructures prioritaires à leur condition. Les actions encourues peuvent se résumer en ces termes :

-définir les territoires de conquête : à cet égard le Nord du Congo sérieusement enclavé jusqu'à la décennie 70 est en train de se doter d'une infrastructure routière de type moderne et d'un réseau fluvial assez important. De plus l'implantation des équipements basiques, c'est à dire ceux qui servent des populations plus vastes que celles de la région où ils sont implantés repose sur un choix ~~structurant~~ et le site revêt alors une importance significative - C'est ainsi par

exemple que l'Hôpital Général d'OWANDO (Capitale de la Cuvette Congolaise) dessert trois régions et participe implicitement à l'effort de désenclavement ;

-localiser les secteurs densément peuplés que permet le système de production ;

-promouvoir la politique des villages - Centre servant de pivot à des actions déterminées de structuration rurale :

c'est la finalité de l'action de reconquête du territoire national par le milieu rural ; c'est tout aussi une option économique qu'une action politique. Son objectif est de "lutter contre l'exode rural en apportant l'alternative tant souhaitée au niveau du monde rural", c'est à dire offrir au candidat migrant une alternative à la ville dans le monde rural lui même grâce à la nature des équipements avec un niveau de service comparatif à celui de la ville : eau, électricité, santé, loisirs.....

-créer des lieux de rencontre et d'échange économique entre le milieu urbain et le milieu rural ;

-promouvoir une politique décentralisante du système général des communications : radio, T.V. téléphone ....

-créer un courant national qui permet de décentraliser le pouvoir exécutif et de démocratiser les organisations d'avant garde et de masse dans les villages (Commissaires Politiques, Président des Comités Exécutifs des Districts, Mouvement des Femmes, de la Jeunesse....)

-libéraliser l'éducation de masse par le biais de l'école du peuple (alphabétisation, instructions aux mères sur l'hygiène et les soins primaires, éducation dans les coopératives.....)

-créer chez les paysans un sentiment et une conscience de participer aux destinées économiques et politiques du pays par la voix des votes et de leurs Députés Régionaux ; c'est l'action des Pouvoirs Populaires.

3b - Qu'observons-nous dans la réalité ? Est-il possible d'affirmer que les efforts de revalorisation de la condition sociale en milieu rural ont donné les fruits escomptés ? Loin de freiner la tendance,

l'image d'une sphère urbaine en pleine crise de mutation n'a t-elle pas plutôt précipité le mouvement inverse à celui préconisé ? Ainsi, certains des éléments cités comme effets heureux du développement rural présentent leurs revers et contribuent au renforcement de l'exode, à savoir entre autres :

- la route
- la télévision et les autres médias
- l'école.

. La route : initialement, elle est conçue pour permettre le mouvement des villes vers la campagne, "raccourcir" la distance physique et sociale entre citadins et ruraux et permettre l'écoulement des produits. Or, de plus en plus on constate qu'elle se présente plutôt comme un "boulevard" qui comble le dessein des jeunes avec plus de facilités. On assiste alors au trajet inverse, à l'accélération de la désertion des campagnes. Par ailleurs, les paysans qui échappent désormais au contrôle des offices de commerce monopolistes se mettent aux abords de la grand'route pour vendre leur produit sur un marché plus libre. La loi de l'offre et de la demande ne tient plus qu'à la volonté du producteur et à la rareté du bien.

. La télévision pense-t-on est un moyen privilégié pour que le paysan se sente proche des réalités de la ville et donc, cela devrait ostomper en lui cette obsession à venir vers la ville. Si cela est vrai dans certains cas et pour certains âge, chez le jeune l'effet est parfois pervers - Etre à la pointe de l'actualité et de la mode c'est déjà être un peu citadin, c'est aussi découvrir le désir de s'y rendre. Tant que l'image restait un mirage illusoire, la peur de l'inconnu a tant soit peu contribué à l'hésitation de certains jeunes. Mais à présent que le perçu et le vécu se rejoignent et qu'en plus il n'y a qu'un pays pour atteindre le "boulevard" qui conduit vers la métropole....

. L'école n'est pas seulement le lieu où l'on apprend à lire et à écrire - Elle est aussi l'échelle d'ascension sociale la plus utilisée pour aller d'une condition jugée banale vers une condition meilleure.

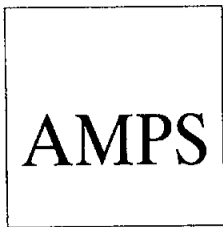
C'est le chemin le plus "légitime" par le lequel le jeune paysan quitte sa campagne. Ceci répond aussi bien à ses aspirations intimes qui à l'espoir de ses parents qui, à travers lui, caressent en secret l'espoir d'accéder à la "high society". L'école est aussi le lieu où l'enfant apprend à mieux sentir les inégalités sociales et se voit donc hanté par le mythe du diplôme, par conséquent celui de rester en ville. Grâce à l'instruction, il réalise que "le lieu privilégié d'exercice des droits et des libertés et (le) terrain de contestation des pouvoirs" reste la ville. Ce /<sup>sont</sup> autant de facteurs par le biais de l'école qui accentuent chez le jeune l'attrait vers la ville et le refus (provisoire....) de son milieu d'origine.

#### C O N C L U S I O N

Au terme de cet exposé, on ne pourrait prétendre avoir clos en quelques lignes le débat en pensant avoir proposé les stratégies idéales pour résorber la crise urbaine. Il a été prouvé que les solutions proposées peuvent aussi avoir des effets pervers qui contribuent notamment à accentuer le phénomène observé au départ et à retarder l'échéance d'un développement structurel du milieu rural.

Cependant, les avantages que l'on peut relever une fois posé l'effort de diagnostiquer la crise et de repertorier les principaux axes de clivage ne sont pas négligeables - L'action à entreprendre est structurelle. Elle doit être menée sur le double front de la volonté d'intégration nationale et des choix structurants.

C'est ici que le décideur politique est mis sur la sellette car il lui appartient de donner à cette entreprise une priorité politique - D'autant plus que les efforts d'investissement qui sont consentis pour maîtriser le fléau urbain prennent des chemins détournés et donc, les effets n'apparaissent évidents qu'à long terme.



ISPW. 1/6  
November 1984

*For a new international order:*

WORLD SOCIAL PROSPECTS ASSOCIATION

First International Social Prospects Week

(Geneva, 5 - 9 November 1984)

THE ROLE OF SMALL CITIES IN REGIONAL DEVELOPMENT

by

Om Prakash Mathur

AMPS Palais des Nations (UNITAR) CH-1211 Geneva 10

## INTRODUCTION

The purpose of this paper is to summarize the findings of the research project of the United Nations Centre for Regional Development (UNCRD) on the role of small and intermediate sized cities in national development.

It seems appropriate to begin with a short biographical note on the research project which originated rather fortuitously as the result of a remark made during the Seminar on Urbanization and National Development [UNCRD, Nagoya, October 1980] to the effect that UNCRD's research programmes seemed to pay greater attention to issues concerning metropolitan areas on the one hand, and integrated rural development on the other, bypassing almost entirely the smaller and intermediate-level of urban settlements. The remark had important implicit implications: did the UNCRD neglect the intermediate- and small-sized urban settlements because it considered them inconsequential to regional and national development? Or, was it due to the fact that such settlements constituted a small proportion of the total urban population of developing countries, and did not, therefore, merit attention? Alternatively, was it because their problems were perceived to be less severe than those presented by either the metropolises or the

rural areas. We probed the substance of the remark and underlying implications in a preliminary manner, and found them to be not altogether unfounded. Prima facie, the growth of the relatively small-sized cities appeared to be tardy. Their role in regional and national development was less than evident. Additionally there appeared to be no clarity, on the part of governments in the developing countries, as to exactly how the potential of these cities could be utilized to help realize the newly-emerging development objectives.

In mid-1981, the United Nations Centre for Regional Development decided to undertake a systematic examination of the growth patterns and performances of small- and intermediate-sized cities in developing countries through the initiation of a research project entitled "The Role of Small- and Intermediate-Sized Cities in National Development." The Project was designed to specifically examine the following three key questions: (1) Have the small- and intermediate-sized cities in developing countries been growing; (2) Do these cities have well-defined roles and functions in national development; and (3) Have these cities been contributing to the newly emerging development goals of equity, participation, etc? The UNCRD's main interest in this project was to assess the role which these cities (whose combined population in 1981 exceeded 110 million) might play in promoting regional and national development.1/

The research project was operationalized in three phases. In the first phase, we analysed the pattern of urban growth in developing countries to especially ascertain the position and share of small cities (20,000-100,000 population size-group) in the overall urban hierarchy. We also examined other documentary evidence for the same purpose, which helped to more concretely define the research project's scope and objectives. The second phase was devoted to the commissioning of position papers on the growth patterns and performances of small cities for the three regions of the Third World and for a selected number of developing countries. This phase culminated in an Expert Group Meeting held at the UNCRD, Nagoya in early 1982. During the third phase, a number of case studies of selected small cities was undertaken specifically to probe questions such as, 'What makes small cities grow?'; 'Why is it that some cities grow while others do not?';

'To what extent are the characteristics that make cities grow location-specific'; and, 'To what extent is their growth influenced by national and regional level policies.' The results of the case studies were discussed in the International Seminar on Small Cities and National Development which was held in January 1983 in New Delhi.

As originally designed,<sup>2/</sup> the UNCRD's research project now stands complete, and it is only natural in 1984 to ask what the project has found out. What does the evidence collected during the three phases of the project show? Are the small cities growing or declining? Do certain cities show a stronger tendency to grow as compared to others? What configuration of factors explain that tendency? What role do they play as against their perceived roles?

In this paper, an attempt is made to address these questions by summarizing the findings of the research project. The paper is divided into four sections in addition to the introductory part; each section presents the results of the corresponding phase. Thus, in Section 2, a brief account of the analysis of the urbanization trends and documentary evidence is provided. Section 3 responds to the three key questions of the research project which formed the core of the regional and country position papers commissioned during the project's second phase. Section 4 summarizes the findings of the case studies undertaken in twelve small cities located in seven developing countries. The concluding section of the paper offers some general reflections on the project.

#### ANALYSIS OF DOCUMENTARY RESEARCH

##### The Share of Small Cities in Urban Growth and Hierarchy

As an initial step, we examined three sets of data with a view to determining the average rate of population growth of cities in various size-groups, particularly of 'small cities' (20,000-100,000 population size-group), and their place in the overall urban hierarchy. The first set related to the time-series (1950-80) data on growth of urban population in developing countries. The second set of data concerned the distribution of growth of urban popula-



tion by city-sizes, and their respective decennial growth rates. The third set of data was on 'primacy index' in selected developing countries. In order to be comparable, we used the United Nations and the World Bank sources for data on these sets. It is interesting to briefly recapitulate the highlights of the analysis in this paper.

According to the United Nations, the total population of the 'developing countries' (LDCs) in 1980 was estimated to be 3.1 billion, of which 972 million or 30.5 per cent of the total was classified as urban. By comparison, the 'developed countries' (MDCs) in the same year had a population of 1.18 billion, with 834 million or 70.7 per cent living in urban areas. Three decades ago, in 1950, urban population constituted 16.2 and 51.8 per cent for LDCs and MDCs respectively, as shown in table 1.

Table 1. Growth of Urban Population, 1950-80

Countries	1 9 8 0			1 9 5 0	
	Total Population (billion)	Urban Population (million)	Per cent of Urban to Total Population	Urban Population (million)	Per cent of Urban to Total Population
Less Developed Countries (LDCs)	3.2	972	30.5	267.6	16.2
More Developed Countries (MDCs)	1.8	834	70.7	444.4	51.8

Source: Adapted from Philip M. Hauser and Robert W. Gardner, "Urban Future: Trends and Prospects," tables 1-9 in International Conference on Population and the Urban Future, Rome, 1-4 September 1980, Documents (New York: United Nations Fund for Population Activities, 1980).

By themselves, these data did not seem particularly unusual except that the MDCs were more urbanized compared to LDCs. However, a deeper analysis of table 1 indicated that the increase from 16.2 to 30.5 per cent in the urban population of developing countries within a short span of thirty years was unprecedented in scale, with over 700 mil-

lion people having been added to the urban areas of LDCs within this period. What was particularly significant about this increase was that 40-60 per cent of this addition, or anywhere between 280-400 million people, was due to migration from rural to urban areas, thus characterizing it to be the largest movement of people to have taken place within the jurisdictional boundaries of countries. This was in contrast to the West where the process of urbanization was accompanied by the discovery of new frontiers.

We moved a step further to try and ascertain which size-groups of cities absorbed this net population increase of 704.8 million and found, as shown in table 2, that cities of +100,000 population size-group absorbed the largest increase. Sixty-nine point six per cent of the total net increase in urban population that took place during 1950-80 was absorbed by cities of +100,000 size-group, with only 30.4 per cent by lower size-group cities.

Table 2. Distribution of Net Increase in Urban Population by Sizes of Urban Centres, 1950-80

Years	Net Addition to Urban Population (million)	Distribution of Net Addition in Urban Centres with Population of		
		100,000 (%)	100,000 - 1 million (%)	1 million (%)
1950-60	171.8	39.6	23.6	36.8
1960-70	212.1	36.4	25.7	37.9
1970-80	320.9	21.4	33.2	45.3

Source: Adapted from Hauser and Gardner, "Urban Future: Trends and Prospects."

It was further shown that the larger the size-group of cities, the greater was its absorption capacity. The spatial distribution of urban population had become increasingly unbalanced with successive decades, and the data indicated that this trend had been reinforced over time.